

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'Application de la Loi de Huit Heures

EN FRANCE

et les derniers Décrets sur la Matière

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le Lundi 26 Novembre 1923, à 2 heures

PAR

ROBERT MARIE-CARDINE

Président : M. GERMAIN MARTIN, Professeur

Suffragants { MM. NOGARO, Professeur.
OUALID, Chargé de Cours.

EU

Imprimerie E. POUCHIN-PERRÉ, 15, Place Saint-Jacques

1923

L'Application de la Loi de Huit Heures

EN FRANCE

et les derniers Décrets sur la Matière



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547525_0019

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'Application de la Loi de Huit Heures

EN FRANCE

et les derniers Décrets sur la Matière

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le Lundi 26 Novembre 1923, à 2 heures

PAR

ROBERT MARIE-CARDINE

Président : M. GERMAIN MARTIN, Professeur.

Suffragants { MM. NOGARO, Professeur.
OUALID, Chargé de Cours.

EU

Imprimerie E. POUCHIN-PERRÉ, 15, Place Saint-Jacques

1923

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Le principe d'une limitation de la durée journalière du travail à huit heures

Voici déjà près de trois quarts de siècle que l'idée d'une limitation de la durée journalière du travail à huit heures est apparue en Angleterre ; depuis, le principe des « huit heures » a été repris dans tous les pays et est devenu une sorte de dogme à la conquête duquel tous les efforts des groupements ouvriers ont tendu. Il est donc utile de rechercher quels sont les avantages si considérables que la classe ouvrière espère tirer d'une telle réforme.

C'est tout d'abord et principalement en se plaçant au point de vue de l'intérêt même de la classe laborieuse que l'on défend le principe des huit heures. En effet, il est évident que l'ouvrier qui ne travaillera plus que huit heures, au lieu de dix ou douze, sera moins fatigué, jouira de loisirs plus grands pendant lesquels il pourra se reposer, s'adonner davantage à la vie de famille, augmenter son instruction et aussi se distraire, s'occuper suivant ses goûts, car bien souvent, quoiqu'on ait le choix de sa profession, on se trouve amené, par suite des circonstances, à en embrasser une qui n'est pas absolument celle que l'on désirait.

Mais s'il est facile de montrer tous les avantages que l'ouvrier retirerait d'une limitation de la durée du travail, cela ne saurait suffire ; pour qu'une telle réforme puisse avoir quelque chance de succès, il faut pouvoir montrer que, si elle aboutit à une amélioration considérable de la situation des ouvriers, par contre elle n'aura pas des conséquences dangereuses tant au point de vue national qu'au point de vue économique.

C'est pourquoi l'on défend aussi le principe des huit heures en se

plaçant au point de vue de la race : la qualité, la force, la vigueur des travailleurs doit pouvoir compenser leur faiblesse numérique dans un pays d'aussi faible natalité que la France. Aussi, il est utile de ménager les forces de l'ouvrier, d'empêcher qu'il ne s'use trop vite par un travail trop long et trop pénible.

Enfin, si l'on envisage l'intérêt même de la production, un ouvrier qui travaille trop longtemps et se fatigue trop, tombera malade ou mourra plus jeune que si l'on ne lui demande qu'un travail raisonnable ; faire travailler l'ouvrier trop longtemps, c'est donc enlever à l'industrie des bras dont elle a tant besoin. De plus, en regardant l'intérêt immédiat de la production, un ouvrier fatigué est moins productif qu'un ouvrier non fatigué ; ainsi il arrivera bien souvent qu'un ouvrier produira autant, ou même plus, en huit heures qu'en dix heures ; c'est d'ailleurs souvent dans les dernières heures de travail qu'il y a le plus d'accidents, parce que l'ouvrier ne peut plus fournir la même attention à son travail. Certes, il y a des cas très nombreux aussi où l'ouvrier ne produit pas autant en huit heures qu'en dix ; mais, même là, il est désirable de voir appliquer le principe des huit heures, car l'ouvrier n'est pas une machine, c'est un homme possédant une intelligence et des sentiments, et il doit pouvoir jouir de ses facultés et ne pas être attaché toute la journée à une besogne souvent monotone et abrutissante qui, surtout avec le développement du machinisme et la division du travail, consiste à répéter des centaines de fois de suite le même geste. S'il y a alors diminution de la production, ne peut-on pas, avec le grand essor actuel du machinisme et les nouvelles méthodes de travail, compenser cette perte par une meilleure organisation de l'outillage et du travail, non pas tout d'un coup, mais progressivement ?

Ainsi, la journée de huit heures semble devoir être un progrès aux points de vue social et national ; au point de vue économique même, elle semble ne devoir entraîner aucune conséquence grave, si on sait l'appliquer d'une manière sage et par étapes, en permettant de modifier en même temps et petit à petit l'outillage pour que cette réforme n'entraîne pas une diminution de la production dont les ouvriers seraient les premières victimes. En agissant ainsi, il n'y aura aucun danger au point de vue économique, et il y aura un grand progrès au point de vue social. Mais pour cela, il faudrait

parallèlement, en même temps que s'accomplirait la réforme, développer les œuvres permettant à l'ouvrier d'occuper ses heures de loisir, sinon ce repos qui lui serait alloué serait plus dangereux pour sa santé et pour la race que des heures de travail.

Tels sont les arguments au nom desquels on prétend défendre le principe des huit heures, principe qui doit amener une amélioration si considérable au sort de la classe laborieuse. Néanmoins, ils ne nous semblent pas absolument convaincants.

En effet, si nous nous plaçons tout d'abord au point de vue économique, il est évident que dans bien des cas il y aura une diminution de la production, car l'ouvrier ne peut produire autant en huit heures qu'en dix heures, notamment là où la machine joue le principal rôle ; s'il travaille huit heures au lieu de dix, la machine ne produira que pendant huit heures au lieu de dix.

Mais, dit-on, on y remédiera par un perfectionnement de l'outillage et une meilleure répartition de la main-d'œuvre. Or, poser ainsi le problème, c'est le mal poser, car ce qu'il importe de voir, c'est si cette réforme doit en elle-même amener une diminution de la production : cette meilleure productivité horaire est due, non à la réforme qui établit les huit heures, mais à un perfectionnement absolument étranger à cette réforme ; ce meilleur rendement horaire serait donc obtenu même si l'ouvrier continuait à travailler dix heures. Certes, une telle réforme pourrait être nécessaire pour d'autres raisons telles que celles d'ordre social, national ou moral ; alors seulement il y aurait lieu de rechercher si, pour remédier à la diminution de la production due à la réduction des heures de travail, il serait possible de perfectionner l'outillage et établir une meilleure organisation du travail. Et il est certain que, grâce au développement de plus en plus perfectionné du machinisme, grâce aux meilleures méthodes de travail, on pourra aboutir à une production aussi grande ou même plus élevée qu'auparavant, tout en ayant ménagé les forces de l'ouvrier ; mais il n'en résultera pas moins que là où l'ouvrier ne peut produire autant en huit heures qu'en dix, il y aura, du fait de cette réduction à huit heures, une diminution de la production ; sans cette réforme, en effet, les mêmes perfectionnements auraient pu être apportés dans l'outillage ou les méthodes de travail, et par conséquent amener une production plus grande.

S'il paraît donc évident que, lorsque la réduction à huit heures ne doit pas entraîner un meilleur rendement horaire, elle amène une diminution de la production, il semble au contraire que, lorsqu'on obtiendra un meilleur rendement en huit heures qu'en dix heures de travail, la réforme est souhaitable, non seulement dans l'intérêt de l'ouvrier, mais dans l'intérêt de la production, d'autant plus que le patron verra certains frais généraux tels que le chauffage, l'éclairage, la force motrice, diminuer dans la même proportion. Mais à cela nous répondrons qu'il est bien étonnant que, dans les cas où le patron obtient ainsi un meilleur rendement et a tout avantage à faire travailler moins longtemps ses ouvriers, il ne le fasse pas de lui-même sans attendre qu'il y soit obligé par une loi impérative. En effet, pourquoi, alors qu'il cherche par tous les moyens à diminuer son prix de revient, ne ferait-il pas de lui-même cette réforme grâce à laquelle il pourra produire à meilleur compte que ses concurrents ?

Aussi, tout en reconnaissant que dans certains cas il y a avantage, dans l'intérêt même de la production, à ne faire travailler l'ouvrier que huit heures par jour, il nous semble inutile de faire intervenir une loi pour fixer cette limite, parce que tout d'abord une loi est forcément trop générale et, sous prétexte que dans tel ou tel cas on obtient autant en huit heures qu'en dix heures, elle sera amenée à trop généraliser et à appliquer cette réduction même dans les cas peut-être encore plus nombreux où l'on obtient moins en huit heures qu'en dix heures de travail ; de plus, même si la loi se bornait à ne limiter la durée du travail à huit heures que dans les industries où l'on obtient autant en huit heures qu'en dix, nous pensons qu'une telle loi serait dangereuse. En effet, sur quoi se baserait le législateur pour décider que dans telle ou telle industrie l'on obtient un meilleur rendement en ne faisant travailler l'ouvrier que huit heures ? Ce sera sur des statistiques ou enquêtes dont les résultats seront plus ou moins erronés. Au contraire, si on laisse à l'industriel la liberté complète, c'est lui qui verra s'il a avantage, dans l'intérêt de la production, à réduire la journée de travail, et il verra juste, puisqu'il sera guidé par son intérêt personnel ; s'il arrive ainsi à produire à meilleur compte, il sera avantagé vis-à-vis de ses concurrents.

Au point de vue économique, on ne peut donc défendre le principe d'une loi fixant à huit heures la journée de travail ; car, où il en résultera une diminution de la production, et il en sera ainsi

dans la plupart des cas, ou bien non seulement le rendement journalier ne baissera pas, mais augmentera peut-être même ; mais alors les avantages d'une telle réforme sont si évidents que les industriels qui ne la feraient pas d'eux-mêmes sans attendre qu'une loi les y force comprendraient bien mal leur intérêt et ils y seraient bien vite obligés par suite de la concurrence de ceux qui, plus sages, auraient institué ce régime d'eux-mêmes.

C'est pourquoi il semble bien préférable, au point de vue économique, de laisser subsister un régime de liberté quant à la durée du travail et de permettre aux patrons d'établir d'eux-mêmes la journée de huit heures s'ils y ont avantage, car tandis que le législateur risque de tomber à faux et d'amener une diminution du rendement, au contraire les patrons, guidés par l'intérêt personnel, sont bien mieux à même de voir si telle ou telle réduction est utile ou non dans l'intérêt de la production.

Il faut donc, pour défendre le principe même d'une loi fixant la durée du travail journalier à huit heures, se placer sur un autre terrain que le terrain économique, puisque non seulement une loi générale serait néfaste à ce point de vue, mais même une loi particulière à tel ou tel cas serait inutile. Aussi est-ce surtout au point de vue social, en restant sur le terrain sentimental ou en montrant l'intérêt de la race, que les défenseurs de ce principe se sont placés.

C'est tout d'abord au nom de la sauvegarde de la race : en effet, si l'on abuse des forces de l'ouvrier, si l'on exige de lui un effort trop grand et qu'on porte ainsi atteinte à sa santé, c'est non seulement cet ouvrier qui se trouve lésé, c'est aussi la production nationale elle-même, car c'est un producteur de moins pour la société. Et alors que nous souffrons en France du fait de notre natalité si faible, ne devons-nous pas tout faire pour avoir des hommes forts et robustes ? Or, si l'on abuse du travail des ouvriers, est-ce un moyen de relever la race et de résoudre le problème de la dépopulation ? De plus, si l'on envisage non pas l'intérêt immédiat du producteur, qui a avantage à obtenir le meilleur rendement journalier, mais l'intérêt de la production considérée dans son ensemble, il semble qu'il soit nécessaire de ménager les forces de l'ouvrier. En effet, tous ces bras enlevés prématurément à la production par suite de maladies causées

par un travail excessif, n'est-ce pas diminuer d'autant les forces productrices, d'où la production elle-même. Donc, dans l'intérêt même de la race et aussi dans l'intérêt de la production nationale, il est nécessaire de ménager les forces de l'ouvrier. On justifie ainsi le principe des huit heures, non pas en se plaçant uniquement au point de vue de l'intérêt de la classe laborieuse, mais en prétendant qu'une telle réforme est nécessaire dans celui même de la collectivité. Ménager les forces de l'ouvrier, c'est donc protéger la nation tout entière qui est intéressée à ce que sa main-d'œuvre reste abondante et productive, et pour cela il faut défendre l'ouvrier contre les patrons qui, par la concurrence, se trouvent obligés de lui demander un travail trop fatigant et trop long, et même empêcher l'ouvrier qui, tenté par l'appât d'un salaire plus élevé, travaillerait pendant une trop longue période ; ménager les forces de l'ouvrier, c'est servir la production elle-même en lui assurant une main-d'œuvre plus résistante et plus abondante, et c'est aussi remédier à la crise de la natalité qui pèse si lourdement sur notre pays.

Si tel doit être le résultat de la réforme, il est nécessaire de l'introduire ; et cependant est-il vrai qu'un régime de liberté quant à la durée du travail doive aboutir à des conséquences aussi dangereuses que semblent le dire les partisans des huit heures ?

Certes, nous ne prétendons pas que dans tel ou tel travail l'ouvrier ne peut fournir, sans aucun danger pour sa santé, un effort de plus de huit heures ou même de six heures par jour ; certains travaux sont malsains ou très fatigants, et, si on les prolongeait trop longtemps, il y aurait danger. Aussi il est nécessaire que la loi intervienne ici, car la concurrence entre employeurs serait insuffisante. De même, s'il s'agit d'enfants ou de femmes, l'intérêt de la race elle-même est en jeu et là aussi la loi doit intervenir pour limiter la durée du travail. Mais de tels cas restent l'exception ; le plus souvent, dans la plupart des travaux, l'ouvrier peut fournir un effort de plus de huit heures sans danger pour sa santé, et alors, sous prétexte que dans certains cas il est nécessaire de limiter la durée du travail, va-t-on faire une loi générale pour limiter cette durée dans tous les travaux ? Est-ce ainsi que l'on servira l'intérêt de la production nationale ? Est-ce qu'au contraire on ne comprendra pas mieux celui de la collectivité en faisant non une règle générale, mais seulement des règles particulières dans les cas où cela est utile et en limitant

la durée journalière du travail à huit heures ou même moins là où cela est nécessaire dans l'intérêt de la santé de l'ouvrier ?

C'est qu'en réalité il est dangereux de vouloir réglementer d'une manière générale, de limiter les heures de travail pour tous les travailleurs, car si l'on voit facilement la durée du travail, il n'en est pas de même de son intensité, qui varie beaucoup ; et prétendre réglementer tout par une durée uniforme est une erreur ; même si l'on distingue le travail effectif et la présence, une règle uniforme ne peut être admise, car même ainsi l'intensité de l'effort fourni par l'ouvrier est différente suivant le travail. En réalité, le législateur doit intervenir pour protéger l'ouvrier lorsqu'il y a danger pour sa santé et par suite pour la collectivité tout entière ; mais, lorsque ce danger n'existe pas, mieux vaut laisser subsister le régime de liberté qui seul pourra accroître la production dans l'intérêt de tous, ouvriers aussi bien qu'employeurs.

Mais si l'on ne peut invoquer l'intérêt national en faveur du principe des huit heures, ne peut-on pas invoquer tout au moins celui du principal intéressé à la réforme, du travailleur lui-même ? En effet, en supposant que cette réforme amène une diminution de la production, l'intérêt de l'ouvrier ne doit-il pas intervenir aussi ? Même si la santé de l'ouvrier ne se ressent pas, dans certains travaux, d'un effort prolongé, ne doit-on pas néanmoins lui assurer quelques heures de repos ? Faut-il considérer l'ouvrier comme une machine à laquelle on demande le maximum d'effort ? Faut-il l'astreindre à un long travail en ne lui laissant que les heures de repos indispensables ? Non, car le travailleur de l'époque actuelle n'est plus « l'esclave aux yeux crevés, perpétuellement attaché à la meule et « produisant seul pour le profit de quelques-uns » ; c'est un homme qui a le droit de jouir de la vie et d'en goûter les plaisirs ; on ne peut à l'heure actuelle se désintéresser du bonheur et du bien-être de la classe laborieuse.

Il est en effet évident que l'on doit, lorsqu'on envisage ces questions, songer aussi à l'avantage que peut en retirer la classe laborieuse ; il serait inadmissible de ne s'occuper que du point de vue économique et, sous prétexte que la limitation de la durée du travail entraîne une diminution de la production, de ne pas faire cette limitation si la classe ouvrière peut en retirer un avantage

important. Aussi, est-ce en nous plaçant au point de vue de l'intérêt même des travailleurs que nous condamnons le principe des huit heures et que nous examinerons les résultats d'une telle réforme.

La conséquence de la réforme sera certes une diminution de fatigue chez l'ouvrier et la possibilité pour lui de jouir de plus longs repos et de s'adonner à la vie de famille ou aux divers plaisirs auxquels il a le droit de se livrer aussi bien que les privilégiés de la fortune ; mais est-ce bien là l'unique effet de la réforme ? Nous ne le croyons pas ; car à la diminution de la durée du travail amenant une diminution de la production, devra nécessairement correspondre une diminution du salaire. C'est en effet une erreur de croire que la part que reçoit le travailleur soit uniquement le résultat d'un conflit entre employeurs et employés, c'est au contraire le résultat de lois économiques inévitables ; c'est la loi de l'offre et de la demande qui joue ici comme dans tous les marchés : suivant que l'offre de force travail ou la demande augmente, les salaires baissent ou haussent, et cela indépendamment de la volonté des patrons et des ouvriers. Certes, si l'ouvrier produit autant ou plus en huit heures qu'en dix, il y aura avantage à introduire les huit heures, tant au point de vue de l'intérêt de la production que de celui de l'ouvrier qui, avec un salaire identique, aura plus de loisirs ; mais nous avons vu que, si une telle réduction est si avantageuse même pour l'employeur, ce dernier la réalisera de lui-même sans qu'il soit nécessaire qu'une loi intervienne, puisque même en supposant qu'un patron, comprenant mal son intérêt, ne le fasse pas, il se verrait obligé de le faire par suite de la concurrence entre producteurs pour ne pas succomber dans cette lutte.

Aussi n'est-ce pas là que le législateur doit prendre en main les intérêts de l'ouvrier, mais c'est lorsque le patron n'a aucun avantage personnel à introduire cette réduction ; cette intervention paraît donc nécessaire quand la limitation des heures de travail doit entraîner une diminution de la production ; or il en sera ainsi dans la majorité des cas.

La première conséquence sera sans doute une réduction du salaire dans la même proportion que la diminution de la durée du travail, puisqu'il y aura une diminution de rendement équivalente : produisant moins, l'ouvrier touchera un salaire moins élevé. Les défenseurs du principe des huit heures l'ont bien vu ; ils ont compris que si

tel devait être le résultat de cette réforme, elle n'aurait aucune chance de succès, même auprès de la classe laborieuse ; car si l'ouvrier voit avec plaisir ses heures de liberté augmenter, il n'en est plus de même si cette liberté supplémentaire doit le placer dans une situation plus misérable qu'auparavant. C'est pourquoi les défenseurs de cette réforme, pour éviter ce résultat opposé au but poursuivi, ont dit qu'il suffisait de mettre dans la loi que cette limitation de la durée du travail ne devait entraîner aucune baisse de salaire, que les patrons devraient maintenir celui que l'ouvrier touchait en faisant dix ou douze heures de travail, quoiqu'il n'en fasse plus que huit. C'est ce qu'on a fait dans la loi du 23 avril 1919, en y spécifiant expressément dans l'article 2 que la réduction de la durée du travail ne pourrait en aucun cas être une cause de diminution du salaire. Ainsi donc le patron, qui est de par la loi obligé de n'employer son ouvrier que huit heures par jour, devra néanmoins lui donner le même salaire, quoiqu'il produise moins en huit heures qu'en dix ou douze heures. Et l'article ajoute, afin qu'il n'y ait aucune fraude possible, « toute clause contraire est « nulle et de nul effet ». Il semble donc, grâce à une telle disposition, que l'ouvrier, tout en jouissant de plus de liberté qu'autrefois, gardera le même salaire. C'est ce qui explique que cette réforme était si ardemment attendue dans la classe ouvrière qui y voyait une amélioration considérable de son sort.

Mais quelle sera la conséquence véritable de cette mesure ? Ce sera tout d'abord d'amener une augmentation des prix de revient, puisque l'employeur devra payer plus cher pour obtenir le même travail, d'où une hausse du coût de la vie. Il est d'ailleurs à remarquer que cette hausse se produira dans toutes les branches de la production ; car, même si la réforme n'est introduite que dans l'industrie et le commerce, l'agriculture en subira aussi le contre-coup, puisqu'elle devra augmenter ses salaires pour que l'ouvrier agricole ne déserte pas les champs pour l'industrie et payer plus cher ses machines et les transports par chemin de fer ou par eau. Aussi cette hausse retombera fatalement en majeure partie sur la classe laborieuse, de sorte que, si l'ouvrier a toujours le même salaire nominal, il aura un salaire réel bien moins élevé qu'autrefois. En croyant améliorer son sort, on aura atteint un but tout opposé, d'autant plus qu'à cette hausse provenant d'une hausse des prix de

revient par suite du maintien du même salaire pour un travail moindre, viendra s'ajouter une hausse du fait de la diminution de la production ; car l'offre de produits diminuant tout à coup alors que la demande sera restée la même, il en résultera une hausse des prix.

Ainsi, malgré les termes impératifs de la loi, le salaire de l'ouvrier étant le même en apparence sera en réalité moins élevé qu'autrefois et cela non pas parce que les patrons tournent la loi, mais par suite des lois économiques qui, quoiqu'on fasse, sont immuables. Une disposition telle que celle de l'article 2 de la loi du 23 avril 1919 ne maintient pas à l'ouvrier le même salaire qu'auparavant, car s'il a le même salaire nominal, son salaire réel est beaucoup plus faible.

Mais si l'on approfondit davantage la question, on voit qu'une obligation telle que celle de l'article 2 de la loi du 23 avril 1919 est, malgré ses termes impératifs, sans aucun effet vis-à-vis des contrats que passeront ultérieurement employeurs et employés ; si l'on peut en effet, lors de la réglementation établissant la journée de huit heures dans telle ou telle branche de l'industrie, spécifier que le salaire de l'ouvrier qui ne travaille plus que huit heures sera le même que lorsqu'il travaillait dix heures, on ne peut, par contre, faire que ce salaire que l'on fixe à ce moment soit immuable. Lors de la discussion sur la loi du 23 avril 1919 au Parlement, on l'a bien spécifié ; ce serait figer le salaire et contraire aux lois économiques ; ce serait instaurer un régime nouveau dans lequel l'Etat fixerait les prix. Donc on ne prétend pas par cet article empêcher les parties contractantes de modifier le salaire lorsque des circonstances économiques se présenteront : soit que l'offre ou la demande de bras augmente ou diminue, il se produira une baisse ou une hausse des salaires, et, lorsque cela arrivera, l'obligation de cet article 2 n'aura plus aucune portée ; car si, par exemple, il y a une plus grande offre de main-d'œuvre que de demande, il est évident qu'il y aura alors une baisse du salaire et cela sans que l'on se préoccupe de savoir ce que l'ouvrier aurait touché s'il avait travaillé dix heures au lieu de huit. Par conséquent, l'effet de cet article ne peut être que transitoire ; il empêchera seulement qu'au moment où l'on substitue brusquement le régime de huit heures à celui de dix ou douze heures l'ouvrier voie son salaire baisser ; mais il ne peut avoir d'effet sur les conventions qui pourront être passées dans la suite.

Il semble donc que l'on soit loin d'avoir atteint le but que l'on se proposait en instituant le principe des huit heures : malgré toutes les précautions prises, le résultat de cette réforme, si l'on se place à une période quelque peu éloignée, sera que l'ouvrier travaillera moins, mais que par contre son salaire sera diminué puisqu'il fournira un travail moindre et qu'une disposition telle que celle de l'article 2 de la loi du 23 avril 1919, ayant pour but d'assurer à l'ouvrier le même salaire, ne peut plus avoir d'effet. Malgré tous les efforts du législateur, on aboutit au résultat opposé à celui auquel on prétendait arriver et cela parce qu'on a cru que l'on pouvait avec une loi réglementer les salaires. Or c'est là une erreur profonde ; toutes les lois humaines sont impuissantes en face des lois économiques ; tout ce qu'elles pourront faire, c'est amener une perturbation, un trouble dans la marche des lois économiques, mais non les changer. Comme le dit M. Robert Veyssié : « Les conditions « de l'activité humaine sont soumises à des lois humaines. Il y a « un enchaînement inéluctable des causes et des conséquences dans « la complexité de la vie économique des peuples modernes. Les « théories ne peuvent rien contre ces lois ni contre cet enchaîne-
« ment ».

Par conséquent, là où l'ouvrier produit moins en huit heures qu'en dix heures, il touchera un salaire moindre. Dès lors il est difficile de comprendre dans quel but on peut défendre un tel principe. En effet, l'intérêt de la classe ouvrière est-il de gagner moins et de jouir de plus longs repos, ou d'avoir un gain plus élevé et des loisirs plus courts ? Il semble qu'en ne se plaçant qu'au point de vue de l'intérêt de la classe laborieuse, celle-ci sera plus heureuse en travaillant un peu plus, si par suite elle a un salaire plus élevé. Si l'ouvrier gagne plus, il pourra mieux se loger, mieux se vêtir, mieux se nourrir, s'amuser davantage. Au contraire, si vous lui donnez de larges loisirs, mais un salaire moindre, il aura davantage l'occasion de dépenser tout en ayant moins à dépenser.

C'est que tout cela repose sur une erreur profonde : il ne faut pas croire qu'on puisse augmenter la part qui, dans la production, doit revenir à la masse ouvrière. Ce sont les lois économiques, c'est l'offre et la demande, c'est la concurrence entre patrons d'une part, entre ouvriers d'autre part, qui règlent ce qui revient à chacun, et l'unique moyen d'augmenter la part de chacun, c'est d'accroître la

production, car la masse à partager sera plus grande et par suite plus grande aussi la part de chaque collaborateur de la production. Comme le dit l'auteur d'un article dans la *Preussische Zeitung* du 30 mars 1922, il n'y a pas trente-six moyens de sortir de la misère actuelle, il n'y en a qu'un, travailler davantage : « Il ne s'agit pas de
« l'argent, mais de ce qu'on peut acheter avec l'argent. Aucun pays
« du monde ne peut donner pour vivre à ses enfants plus que ce
« qu'il a. Mais, comme une élévation des salaires ne peut pas aug-
« menter la quantité des objets que l'Allemagne peut donner à ses
« enfants, la situation du peuple ne peut pas être améliorée par des
« élévations de salaires et de traitements. Elle ne peut l'être que
« par l'accroissement de la quantité des denrées (production).

« On peut comparer l'économie publique à un grand plat où tout
« le monde vient manger : les fonctionnaires, les paysans, les
« ouvriers, etc... Celui qui a pour idée fixe le salaire peut être
« comparé à l'enfant qui, ayant encore faim, demande à sa mère
« une cuiller plus grande. La bonne mère, le gouvernement, donne
« à l'enfant une plus grande cuiller, mais aussitôt tous les autres
« enfants reçoivent moins de ce qui est dans le plat et ils crient
« aussi pour avoir de plus grandes cuillers. Et au bout du compte,
« tout se retrouve comme devant. Aucun enfant n'est rassasié. On
« peut prendre des cuillers (ou des salaires) aussi gigantesques qu'on
« veut, cela ne sert de rien. Si l'on met moins dans la cuiller, les
« enfants mourront de faim peu à peu, à moins que la mère, au
« lieu d'apaiser ses enfants par des changements de cuiller, ne se
« décide enfin à mettre plus de soupe dans les cuillers ; alors seule-
« ment tout le monde sera sauvé. » Ce n'est donc qu'en augmentant
la production et par conséquent en fournissant chacun le maximum
d'effort que l'on peut augmenter la part qui revient à chaque colla-
borateur de la production.

Assurément il est facile de faire de beaux discours pour entraîner les masses ouvrières qui ignorent les lois économiques et de leur montrer ce qu'elles pourront retirer d'avantages en réduisant la journée du travail ; mais ceux qui parlent ainsi nuisent à la classe ouvrière ; ils la leurrent d'utopies irréalisables et l'on servirait mieux l'intérêt même des ouvriers en leur montrant quels doivent être les résultats inévitables de l'application d'un tel principe. Si on leur disait que la réduction à huit heures doit entraîner fatalement une

diminution du salaire, peut-être seraient-ils moins ardents à réclamer une telle réforme ; s'ils avaient à choisir entre une courte journée de travail avec faible rémunération et une journée plus longue avec une rémunération plus élevée, la majorité des ouvriers, ceux qui sont non des paresseux, mais des travailleurs sérieux, préféreraient la dernière solution.

On a prétendu aussi qu'une telle réforme aurait des conséquences heureuses au point de vue du chômage, car les ouvriers travaillant moins, on pourra employer ceux qui sont sans travail. Cette affirmation vient de l'idée que le travailleur qui fait plus de besogne en enlève à un autre. Or, c'est une erreur : jamais toutes les besognes qu'il y a à faire n'ont été faites. Comment alors se fait-il qu'il y ait du chômage ? C'est que celui-ci provient de l'irrégularité dans le travail. En effet, s'il y avait, comme le prétendait Karl Marx, une armée de réserve des travailleurs maintenant le salaire au niveau nécessaire pour la vie, l'on n'aurait pas assisté à cette hausse croissante des salaires, non pas nominaux, mais réels, au cours du xix^e siècle. Puisque les salaires haussent, il ne peut y avoir une armée de chômeurs mourant de faim au lieu d'offrir leur travail à un prix inférieur. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de chômeurs ; le chômage ne vient pas du manque de travail, mais du fait que les emplois de la force travail se modifient constamment : certains emplois se restreignent, d'autres se développent et les ouvriers peuvent être obligés de changer de métier ; le jeu des déplacements contractuels que comportent le développement industriel et la liberté du travailleur serait impossible s'il n'y avait pas de déplacement de travailleurs. Il y a toujours nécessairement quelques chômeurs par suite du changement de métier, chômage toujours très faible qui n'atteint guère que 7 à 8 % dans les crises industrielles.

Si donc le chômage provient d'une irrégularité du travail, la conséquence d'une loi réglementant la durée du travail va être tout au contraire d'accroître le chômage. En effet, il faudrait pour l'éviter que, lorsqu'une industrie doit produire plus, elle n'ait pas besoin de recruter un personnel supplémentaire et qu'on puisse faire travailler plus longtemps les ouvriers dans les périodes de presse et moins dans

celles où il faut produire moins. Si l'on réduit beaucoup la durée du travail et qu'on interdise de faire des heures supplémentaires aux moments de grande activité, on amènera le chômage lorsqu'il y aura un ralentissement dans la production.

Par conséquent, si l'on vient par une loi obliger les industriels à n'employer leurs ouvriers que huit heures par jour et cela sans tenir compte des nécessités du marché, lorsqu'il y aura une plus grande demande, les industriels, pour pouvoir y faire face, devront employer une main-d'œuvre plus nombreuse, et lorsqu'au contraire il y aura un ralentissement dans la production, ils devront remercier ces ouvriers supplémentaires auxquels ils n'auront plus de travail à donner. Si l'employeur est libre, il fera faire dix heures à ses ouvriers quand cela sera nécessaire et huit heures quand il y aura un ralentissement dans la production. Et, grâce à cette liberté laissée à l'employeur, on évitera le chômage bien plus qu'en obligeant les patrons à n'employer leurs ouvriers qu'un nombre d'heures toujours égal, sans s'occuper des nécessités du marché.

Ainsi, même en envisageant cette question de la limitation de la durée journalière du travail à huit heures, au point de vue de l'intérêt de la classe ouvrière, on ne voit pas quel avantage si considérable cette dernière doit en retirer ; on n'y voit au contraire que des conséquences fâcheuses pour elle. On peut dès lors se demander au nom de quel principe on défend cette réforme qui ne fera qu'aggraver la situation économique et qu'empirer celle des travailleurs.

Si l'on examine l'intérêt du consommateur, on voit que lui aussi ne retirera aucun avantage de cette réforme qui amènera dans beaucoup d'industries une hausse des prix, d'où une hausse du coût de la vie. Or il faut bien remarquer que la plus grosse partie des consommateurs est formée par cette classe ouvrière qui doit bénéficier des prétendus bienfaits de cette réduction de la durée du travail ; comme consommateur, elle subira le contre-coup de la réforme, non seulement par la baisse de son salaire, mais aussi par les diminutions du pouvoir d'achat de l'unité monétaire.

Tels sont les résultats auxquels doit aboutir l'application du principe des huit heures : d'une part, la diminution de la production et une hausse des prix, d'autre part, une baisse des

salaires équivalente à la réduction des heures de travail, et contre cela le législateur est tout à fait impuissant. Il est vrai qu'il pourra, lors de la réduction de dix heures à huit heures, obliger les patrons à maintenir le même salaire aux ouvriers, mais une telle disposition ne sera que transitoire et, même en se plaçant au moment où cette disposition peut avoir son effet, nous avons vu qu'en réalité elle est loin d'aboutir à maintenir le même salaire à l'ouvrier, puisqu'elle contribuera à accroître cette hausse des prix, conséquence de la loi de huit heures, et que cette hausse retombera en majeure partie sur la classe laborieuse.

C'est que ceux qui défendent le principe des huit heures commettent une erreur profonde : ils croient qu'on peut augmenter la part de l'ouvrier sans qu'il en résulte des conséquences graves ; ils ne veulent pas voir que la part de chacun dans la production est réglée par des lois économiques que nous ne pouvons modifier à notre guise. Aussi lorsqu'on veut établir une réforme ayant pour but d'améliorer le sort des ouvriers, il faut bien examiner à quel résultat on aboutira, et bien souvent on voit que, dans ses conséquences multiples, cette réforme nuira à ceux-là mêmes qui devaient y trouver tant d'avantages.

Est-ce à dire qu'on doit se désintéresser des questions sociales et ne pas s'occuper de la classe laborieuse ? Non ; nous devons, au contraire, faire tout ce que nous pouvons pour améliorer son sort, lui donner une vie plus aisée et plus facile ; mais ne perdons pas de vue que toutes les lois sociales ont une répercussion sur le salaire des ouvriers. Lorsque, par exemple, on met à la charge des patrons les accidents du travail, on a raison, parce que l'ouvrier ne pourrait en supporter le poids ; mais c'est aboutir nécessairement à un salaire moins élevé ou tout au moins à une hausse des prix dont l'ouvrier supporte la charge en tant que consommateur. Ce n'est pas que nous critiquions toutes ces réformes sociales ; au contraire, nous les approuvons lorsqu'elles sont nécessaires et utiles ; elles empêcheront de véritables injustices sociales de se produire ; grâce à elles, on ne verra pas un ouvrier victime d'un accident de travail tomber dans la plus noire misère ; mais ce n'est pas par de telles réformes que l'on peut espérer une véritable amélioration du sort de l'ouvrier.

Ce n'est en effet que par un accroissement de la production qu'elle

se produira et cela est si vrai qu'il suffit de comparer la situation de l'ouvrier il y a un siècle ou deux avec celle de l'heure actuelle, et de regarder les statistiques montrant une hausse constante des salaires. Or pourquoi son sort s'est-il amélioré ? C'est grâce à l'essor considérable de la production, par suite du machinisme et des perfectionnements constants de l'outillage. Comme le dit M. H. Dubreuil (1), on ne peut séparer le problème des salaires de celui de la production. « C'est tromper les ouvriers que de passer devant eux sous silence le fait que les hauts salaires et la vie large ne peuvent exister que concurremment avec une production abondante... L'intérêt ouvrier se confond avec l'intérêt social, ou, si vous aimez mieux, l'intérêt général... Cependant, ce n'est pas ma faute si haut salaire signifie production intense. C'est dans l'ordre des vérités mathématiques, et il ne dépend de personne d'y rien changer ». Ce n'est donc qu'en produisant le plus possible qu'on pourra voir le sort de l'ouvrier s'améliorer. Aussi, réduire la journée du travail à huit heures, est-ce bien là le moyen de produire davantage ? Certes, là où il y a fatigue ou danger, il est nécessaire que la loi limite la durée du travail à huit heures, ou même moins. Mais là où il n'y a aucun danger pour la santé de l'ouvrier, est-il utile d'introduire une telle réforme qui aboutira à une diminution du salaire de l'ouvrier ? Et ce qui prouve que celui-ci peut fournir un effort de plus de huit heures, c'est qu'on voit beaucoup d'ouvriers qui, leur journée finie, vont chercher du travail chez un autre patron. Comme le dit M. Camille Cavallier (2), il n'y a de vrai qu'une seule chose, c'est la production, c'est le travail. « Qu'est-ce qu'une usine ? Peu de chose, puisque quelques bombardements la jettent par terre. Il en est de même d'une maison. La terre elle-même n'a de valeur que si on la cultive. Le travail seul représente une valeur sans cesse renouvelable ». A ce point de vue, il semble que l'ouvrier canadien comprend beaucoup mieux quel est son intérêt. En effet, M. Paul Devinat, relatant le voyage de M. Albert Thomas au Canada, en décembre dernier (3), nous dit que ce qui intéresse surtout l'ouvrier, c'est de gagner le plus possible, afin d'épargner

(1) Voir *Information Sociale* du 9 novembre 1922.

(2) Voir R. Veyssié : *Le Régime des Huit Heures en France*, page 52.

(3) Voir *l'Information Sociale*, 3^e série, n° 32.

le plus possible, d'avoir sa maison à lui, d'avoir sa Ford pour promener les siens le dimanche. « Les problèmes du « travail semblent donc passer au second plan au Canada ; l'essentiel, c'est de produire, la richesse maintient la paix sociale ». Ce n'est donc qu'en augmentant la production que l'on pourra augmenter la part de chacun des collaborateurs de la production. Si l'on veut, au contraire, augmenter la part de l'un sans augmenter le produit total, on ne pourra le faire qu'au détriment des uns et des autres, et on n'aboutira qu'à troubler le mécanisme de la production.

Ainsi donc, le grand inconvénient d'une loi fixant la durée journalière du travail à huit heures par jour sera d'amener une diminution de la production alors que l'intérêt de tous, employés aussi bien qu'employeurs, est de voir la production s'accroître le plus possible, afin que la part de chacun soit plus forte.

Mais, si le fait de limiter la durée journalière du travail ne peut avoir pour résultat que d'amener une diminution de la production, ce résultat se trouve aggravé du fait qu'une telle limitation est nécessairement uniforme et identique pour toutes les professions. On ne pourrait pas, en effet, faire autant de limitations distinctes qu'il y a de natures diverses de travaux. Aussi est-on forcé d'établir la même limite pour des travaux dont la nature et l'intensité varient pourtant beaucoup. Or cet exposé des conséquences d'un tel principe nous a montré combien c'était une erreur de vouloir cette uniformité de la durée du travail, tant au point de vue économique qu'au point de vue social.

En effet, si au point de vue économique il y a des cas où l'on a avantage à ne faire travailler que huit heures ou même moins, il n'en est pas ainsi dans tous les cas ; bien souvent aussi l'ouvrier produira plus en dix heures qu'en huit. Pourquoi, dès lors, vouloir généraliser ? Mieux vaut laisser un régime de liberté avec lequel on pourra travailler plus ou moins longtemps, suivant la nature du travail.

Si nous considérons l'intérêt de l'ouvrier, sa santé, là aussi un régime uniforme aura de gros inconvénients, car l'effort et la fatigue varient considérablement d'un travail à un autre. Au point de vue du salaire de l'ouvrier, nous avons vu qu'il en était de même ; s'il produit plus en dix heures qu'en huit heures, son salaire sera plus élevé. Un régime de liberté sera aussi de beaucoup préférable pour

éviter le chômage, car les employeurs seront alors libres de régler la durée du travail suivant les nécessités du marché.

Qu'on envisage le problème de n'importe quel point de vue, nous voyons que jamais un régime de contrainte et de limitation uniforme de la durée du travail ne procurera autant d'avantages qu'un régime de liberté dans lequel on peut tenir compte des différences qu'il y a d'un travail à un autre et de la grande diversité des cas, de sorte que telle règle qui est bonne pour une catégorie de travailleurs, est mauvaise pour une autre.

Comme le dit M. Camille Cavallier (1), « Un principe des huit heures ne peut exister. On pourrait ériger en principe de limiter la durée du travail à la capacité physique du producteur moyen. Mais on conçoit qu'un tel principe est susceptible d'application différente suivant les métiers. On ne peut assimiler, par exemple, le travail d'un garde-barrière à celui d'un puddleur. Il est archi-faux de vouloir dire que ces deux travailleurs doivent en principe ne travailler que huit heures ». C'est qu'en réalité les solutions à donner à ce problème de la limitation de la durée de la journée de travail « seront multiples et variables suivant les lieux, les temps, les circonstances économiques et politiques, l'outillage, les professions, les sexes et les âges » (M. André François-Poncet) (2). On ne peut donc considérer la journée de travail de huit heures comme un principe ; car pourquoi huit heures, et non pas six ou quatre ? La réduction de la durée du travail doit être considérée comme un but à poursuivre, mais cette réduction ne saurait être décrétée arbitrairement. Des conditions techniques, des conditions économiques déterminées et certaines conditions générales doivent exister pour que cette réduction soit normale et praticable, pour qu'elle ne fausse pas le mécanisme de la production et qu'elle n'affecte pas les intérêts des consommateurs, en un mot pour qu'elle ne désagrége pas toute l'économie d'un pays » (3).

(1) Voir R. Veyssié. *Op. cit.*, page 55.

(2) Voir R. Veyssié. *Op. cit.*, page 59.

(3) Voir R. Veyssié. *Op. cit.*, page 32.

PREMIÈRE PARTIE

L'application du principe des huit heures en France

SECTION I. — La Loi du 23 Avril 1919

Après avoir étudié le principe des huit heures en nous plaçant au point de vue théorique, sans nous occuper des essais et des applications qui en avaient été faits, et en ne nous appuyant que sur le raisonnement, nous avons abouti à une condamnation de ce principe. Il nous faut maintenant voir si nos conclusions concordent avec les faits, c'est-à-dire, examiner comment ce principe a été appliqué et si les conséquences qui en ont résulté sont bien les mêmes que celles auxquelles nous avons été amenés en examinant le principe lui-même.

Mais avant d'étudier la loi qui a posé le principe des huit heures et les règlements qui l'ont appliqué, il nous faut tout d'abord rechercher si le moment était bien choisi pour établir le régime des huit heures en France. Ceci a en effet une grande importance, car suivant que l'époque où l'on introduit une telle réforme est bien ou mal choisie, on peut aboutir à un succès ou à un échec.

Or, en apparence, il semblait que l'heure était venue de tenter cette expérience qui pourtant n'était pas sans danger.

C'est que cette limitation de la durée journalière du travail à huit heures était demandée depuis déjà de longues années par la classe ouvrière. C'est dans la première moitié du siècle dernier que nous voyons en Angleterre le premier mouvement pour la conquête des huit heures. Cette revendication pour la réduction de la journée du travail donna lieu, dès 1833, à une grève des tailleurs de Londres, à laquelle vingt mille ouvriers prirent part. Puis ce furent les fileurs de coton qui décidèrent une grève générale de tous les cotonniers pour le 1^{er} Mai 1834, afin d'obtenir les huit heures. Ce mouvement était encouragé par la Société pour la régénération humaine, fondée en 1833 par Robert Owen. Mais cette tentative échoua et, devant l'attitude hostile du gouvernement, le mouvement pour les huit heures fut arrêté pour longtemps. C'est dans les pays d'émigration anglaise, en Australie et aux Etats-Unis, que l'on voit réapparaître la revendication pour les huit heures, mais seulement vers 1866, puis au Congrès de Chicago en 1884, et les huit heures sont alors appliquées dans plusieurs professions.

Mais ce n'est qu'en 1888, au Congrès de Bordeaux-Bouscat, que l'on voit apparaître en France ces revendications en faveur de la journée de huit heures ; elles deviennent plus pressantes, notamment lors des manifestations du 1^{er} Mai 1890, puis du 1^{er} Mai 1891 et des premiers Mai suivants. Jusqu'en 1900, année où la C. G. T. eut sa formation définitive, la manifestation du 1^{er} Mai consistait surtout en la remise d'une pétition par des délégués accompagnés ou non d'un cortège. Aussi, à partir de 1901 commence une nouvelle période : méthode d'action sans l'aide des pouvoirs publics. Au Congrès de Lyon on préconise cette méthode : de même aux Congrès de Montpellier (1902) et de Bourges (1904), et durant les années suivantes, on organise des manifestations pour le 1^{er} Mai, manifestations qui furent souvent importantes, comme celle de l'année 1906 (1).

Ce rapide exposé nous montre combien les ouvriers étaient attachés à ce principe des huit heures, puisque depuis 1888, dans tous les meetings et manifestations, on réclame cette réforme et que toutes les organisations ouvrières firent leurs efforts pour obtenir les huit

(1) Voir *Information Sociale*, année 1919, nos 119 et 120, et année 1923, n° 49.

heures. Aussi il était certain que le jour où les organisations ouvrières se sentiraient suffisamment fortes pour faire triompher le principe, elles s'y emploieraient avec ardeur. Or, au lendemain de la guerre, la classe ouvrière était unie et fortement organisée ; elle pensait que le moment était venu pour elle de tenter un grand effort pour obtenir enfin cette réforme réclamée par elle depuis plus de trente ans, et dans ce but elle préparait une manifestation monstre pour le 1^{er} Mai 1919. Donc, pour les dirigeants de la classe ouvrière il semblait que le moment était enfin venu de tenter un dernier effort et faire triompher le principe. Ils ne se préoccupaient pas de rechercher quelles pourraient en être les conséquences économiques ; pour eux, la classe ouvrière était alors forte et unie et pouvait espérer triompher ; il fallait lutter coûte que coûte pour obtenir les huit heures.

Si, d'autre part, on examine quel était l'état d'esprit dans l'ensemble du pays, on voit qu'au lendemain d'une guerre de plus de quatre ans qui avait fait tant de victimes, il y avait chez tous un ardent désir de paix et d'union. Or on sentait bien que si l'on n'accordait pas cette réforme aux ouvriers, ceux-ci étaient décidés à la lutte ; la préparation des manifestations pour le 1^{er} Mai en était la preuve ; dès lors, puisque les ouvriers semblaient attacher une telle importance à cette réforme, pourquoi ne pas la leur accorder si, par suite, il devait en résulter une ère de paix sociale ? Après quatre années de guerre, allait-on entreprendre une lutte intérieure ? Mieux valait l'union de tous pour permettre de relever le pays si cruellement atteint. C'est pourquoi, afin de mettre les ouvriers en présence du fait accompli, on hâta les choses pour que la loi fût promulguée avant le 1^{er} Mai. De plus, après cette guerre dans laquelle tous, sans distinction de classe ou de fortune, avaient lutté côte à côte dans les tranchées, il y avait comme une sorte de poussée idéaliste ; on veut que l'ouvrier qui a lutté pour tous tire quelque avantage de la victoire, que ce soit comme une récompense de l'aide qu'il a donnée. C'était, croyait-on, une ère nouvelle qui allait commencer, c'était une grande œuvre de justice que l'on voulait réaliser dans la paix, et de même qu'on voulait faire entre les peuples une paix juste afin qu'elle fût durable, on voulait à l'intérieur du pays établir la paix sociale basée sur un état de choses plus juste qu'autrefois.

Enfin, une des plus graves objections que l'on aurait pu opposer à l'introduction en France de la journée de huit heures semblait alors injustifiée. En effet, on aurait pu dire qu'en introduisant une telle réforme on risquait de mettre notre pays dans un état de grande infériorité dans la lutte économique avec les autres pays ; car si ces derniers continuaient à faire travailler leurs ouvriers dix et douze heures par jour, il pourrait en résulter pour nous une concurrence très dangereuse. Or, à cette époque, il semblait qu'un tel danger n'était pas à craindre ; par suite en effet de l'idéologie wilsonienne, on croyait que tous les peuples qui n'avaient pas encore appliqué les huit heures allaient le faire dans un très bref délai. Au moment de l'élaboration de la loi, on était en train d'élaborer le traité de Versailles, et parmi les clauses à insérer dans le traité de paix figurait toute une série de dispositions relatives aux questions sur le travail et notamment la question d'une « limitation des heures de travail « dans l'industrie sur la base de huit heures par jour ou de quarante-
« huit heures par semaine ». C'est d'ailleurs cette clause qui fut reproduite dans l'article 427, paragraphe 7, du traité de Versailles signé le 28 juin 1919. Aussi dans l'exposé des motifs du projet de loi du gouvernement sur les huit heures disait-on : « Cette clause
« (limitation de la durée du travail) répond au vœu unanime des
« travailleurs, tel qu'il s'est manifesté dans les différents congrès
« internationaux des organisations professionnelles ouvrières qui
« se sont tenus pendant la durée de la guerre et depuis la cessation
« des hostilités. Le mouvement en faveur de la limitation à huit
« heures de la durée du travail quotidien s'est d'ailleurs répandu
« avec rapidité en Europe et en Amérique. Dans un grand nombre
« de pays des deux continents, la réforme est déjà réalisée par la voie
« législative. C'est le cas notamment pour la Finlande, la Pologne,
« la République Tchéco-Slovaque, la Russie, l'Allemagne, l'Autriche
« allemande. Les Etats-Unis d'Amérique et divers Etats de l'Amé-
« rique latine ont sur le même sujet des lois plus ou moins complètes.
« Aux Etats-Unis, l'application de principe obtenue par les organi-
« sations ouvrières a devancé l'intervention du législateur. En Italie,
« la journée de huit heures a été introduite dans presque toutes les
« industries à la suite d'accords intervenus entre organisations
« patronales et ouvrières. En Angleterre, la Conférence industrielle
« vient de formuler le même accord dont la réalisation semble tout

« à fait proche. Dans d'autres pays, enfin, on envisage à brève « échéance la fixation légale de la journée de huit heures ; tel est le « cas pour la Suède ». Dès lors il semblait que la France ne devait pas demeurer en arrière des grands pays industriels qui avaient déjà réalisé cette réduction des heures de travail ou étaient sur le point de la réaliser. De même, dans les discours au Parlement, on montre que nous n'avons rien à craindre de la concurrence étrangère et qu'en votant cette loi sur les huit heures, nous ne faisons que nous mettre à la tête d'un mouvement général dans tous les pays.

Ainsi on croyait que le moment était venu d'introduire cette réforme, car jamais on ne retrouverait une occasion aussi favorable : un prolétariat uni et fort en face d'un pays ayant un grand désir de paix, de concorde et d'entente et n'ayant rien à craindre de la concurrence étrangère, puisqu'il semblait que le régime des huit heures devait devenir la règle du monde entier.

Or, malgré ces apparences, jamais moment ne fut plus mal choisi pour introduire une réforme sociale de cette importance, car ce qu'il fallait voir avant tout, c'était la situation même de la France meurtrie, dévastée, ayant une dette formidable et ayant perdu près de un million et demi de ses travailleurs les plus forts. Comment la France pouvait-elle se relever, rétablir son budget, restaurer ses régions dévastées, faire face à cette pénurie de main-d'œuvre ? Il n'y avait qu'un moyen, produire plus que jamais. « En effet, dit « M. Camille Cavallier, maître de Forges, vice-président de la Cham- « bre de Commerce de Nancy (1), la guerre a tué des millions « d'hommes. D'autres millions d'hommes ont été mutilés. La « France a dépensé pour cette guerre quarante fois ce qu'elle « dépensait en une année de paix. Aujourd'hui sa dette est formi- « dable. Toute la région du Nord et de l'Est envahie par l'ennemi « est en grande partie détruite ! Tout cela constitue une situation « qu'aucune expression ne peut rendre. Cette longue guerre a tué « ou mutilé la partie la plus forte de notre population. Elle a détruit « la partie la plus riche de notre France. Elle a créé un appauvrisse- « ment, qui n'est peut-être pas apparent pour tous, mais qui est « angoissant pour ceux qui comprennent... Pendant la guerre, la « France a dû emprunter et à l'intérieur et à l'extérieur. Elle s'est

(1) Voir R. Veyssié. *Op. cit.*, page 51 et s.

« endettée considérablement... Nous avons un pays à reconstruire.
« Nous avons des usines à relever. Nous avons des maisons à réparer
« ou à rebâtir. Nous avons des terrains qu'il faut défricher. Nous
« devons produire pour nous alimenter de toutes choses. Nous
« devons cesser d'aller chercher à l'étranger des marchandises que
« nous pourrions produire et que nous devons payer avec de l'argent
« emprunté. La France est menacée ou de manquer de tout ou de
« faire faillite. On ne se nourrit pas avec des billets de banque, il
« faut travailler, travailler sans cesse. Il semblait bien qu'après la
« guerre, étant donné le nombre des manquants, étant donné l'effort
« énorme à faire pour relever nos ruines, au lieu de travailler dix
« heures, comme avant la guerre, c'était onze heures ou douze heures
« par jour qu'il aurait fallu travailler pendant un ou deux ans. Par
« suite de quelle aberration a-t-on songé à réduire la durée du travail
« au moment où il aurait fallu l'augmenter ?... Dans la griserie qui
« a suivi la fin de la guerre, on a cru trop facilement que tout était
« fini, que tout était gagné, et qu'il n'y avait plus qu'à se reposer
« et à jouir d'une paix aussi héroïquement acquise. Quelle erreur ! »
De même, M. Marcel Peschaud, secrétaire général du Comité de
Direction des Grands Réseaux de Chemins de fer français (1) dit
de la journée de huit heures que « ce fut une mesure essentiellement
« à contre-temps. Dans une France appauvrie, épuisée par la guerre,
« avec du matériel, des stocks, des régions entières à reconstituer,
« des dettes extérieures à acquitter, souffrant d'un déséquilibre
« entre la production et la consommation, celle-là beaucoup trop
« insuffisante pour celle-ci, sans compter le déséquilibre des changes,
« il n'était qu'un moyen de remédier à la situation : surproduire,
« soit travailler. La loi de huit heures ne fut pas une loi juste, je
« veux dire adéquate, ajustée aux circonstances ». C'est aussi
M. Poincaré qui, alors qu'il était président de la République, disait,
le 23 Novembre 1919, dans un discours à Pont-à-Mousson : « L'effort
« énorme que nous avons fait pendant la guerre, nous le renouvelle-
« rons pour la production de paix. Tout est difficile, mais nous ne
« nous rebuterons pas. Reconstruire, produire, exporter, tel est
« notre programme. Pour cela, il faut travailler, travailler, travailler.
« Il le faut ». Il aurait donc fallu qu'au lendemain de la guerre,

(1) Voir R. Veyssié. Op. cit., page 100.

ceux qui en revenaient comprissent que malgré leur grand désir de repos, leur tâche n'était pas finie, qu'après avoir repoussé l'ennemi, ils avaient une nouvelle tâche à remplir : relever la France meurtrie par quatre années de lutte. On aurait dû comprendre alors que ne pas faire cet effort nouveau, c'était risquer de perdre les fruits d'une victoire acquise au prix de tant de sacrifices. Or, c'est au moment où le seul moyen de relever la France est de produire davantage que l'on décide de diminuer la durée du travail. Comme le disait M. Millerand, dans son discours de La Rochelle, en Mars 1922 : « N'y a-t-il pas contradiction entre l'obligation rigoureuse qui pèse « sur la France de fournir le maximum de travail pour relever ses « ruines et la réduction subite d'un cinquième des heures de « travail ? » On aurait dû voir que, par suite de la situation dans laquelle se trouvait la France, on courait nécessairement à un échec certain ; car, à supposer que le principe ne fut pas mauvais en lui-même, qu'il fût même excellent, il était néanmoins impossible qu'il donnât de bons résultats à l'époque où on l'a introduit. En effet, même si en temps normal on pouvait espérer obtenir une production aussi forte en huit heures qu'en dix ou douze par une meilleure organisation de la main-d'œuvre et un meilleur outillage, il était impossible que cela se produisît dans la situation de la France après la guerre, alors que la lutte avait absorbé une grande partie des forces productrices de notre pays. La main-d'œuvre était considérablement diminuée ; l'outillage lui aussi était réduit, les usines des régions occupées ayant été détruites par l'ennemi et celles de l'intérieur ayant été transformées pour servir à la défense nationale ; les capitaux enfin faisaient également défaut, englobés par de nombreux emprunts contractés par l'Etat pour tenir jusqu'au jour de la victoire. Aussi le grand tort des partisans des huit heures a été de croire que le moment était venu de tenter l'expérience ; en réalité jamais moment ne fut plus mal choisi. Certes, il était favorable pour introduire la loi, mais, par contre, les circonstances étaient telles que celle-ci devait fatalement aboutir à un échec. Comment alors s'étonner des résultats désastreux de l'introduction du régime des huit heures ?

Est-ce à dire cependant que lors de l'introduction de ce principe dans notre législation, on ne voyait pas tous les dangers auxquels on s'exposait ? Non, car les représentants patronaux de la Commis-

sion des Traités internationaux chargée par le gouvernement d'examiner la question de l'introduction des huit heures en France avaient bien vu les dangers économiques d'une telle réforme. En effet, dès la première séance, le 15 Mars 1919, le président de la Chambre de Commerce de Paris, M. Pascalis, donne lecture d'un vœu émis le 6 Février par les délégués de plus de huit cents syndicats, vœu qui montre les dangers auxquels on s'expose en réduisant la durée de la journée de travail à un moment où il faudrait au contraire augmenter la production. Ce vœu, les membres patrons de la Commission déclarent qu'ils en approuvent pleinement les termes (1). Et ce qui montre bien que les membres patrons de la Commission continuent à penser que cette loi sera funeste à la production nationale, c'est qu'après trois séances ils rédigent un document dont ils donnent lecture à la réunion du 2 Avril. Or ce document, après avoir montré la situation de la France, les pertes qu'elle a subies par la guerre, les destructions, etc., finit ainsi : « L'heure n'étant pas « aux expériences, ils ont signalé, afin de dégager leur responsabilité, « l'erreur économique qu'à leur avis on va commettre ». De même, lors de la discussion au Sénat, M. Tournon soutient que la journée de huit heures aura pour conséquence une diminution de la production ; de plus, il n'est pas certain que toutes les nations appliqueront les huit heures ; jusqu'à présent, il n'y a pas de loi de huit heures dans les grandes nations industrielles. Néanmoins ces avertissements restèrent isolés et, de plus, même ceux qui prirent la parole pour combattre la loi ne se montraient pas hostiles au principe lui-même ; ils craignaient plutôt que le moment fût mal choisi pour tenter l'expérience, mais non que le principe fût dangereux.

Dès lors, on peut comprendre comment on fut amené à voter la loi des huit heures si on saisit l'état d'esprit dans lequel se trouvait la France au lendemain de la guerre : grand désir de paix, de concorde et d'union. Le régime des huit heures semblait d'ailleurs devoir être le régime normal du monde entier ; nous ne faisons donc que nous mettre à la tête du mouvement mondial. Enfin les représentants ouvriers et de nombreux orateurs, à la tribune de la Chambre, affir-

(1) V. André François-Poncet et Emile Mireaux : *La France et les Huit heures*, page 18 et s.

maient qu'il n'y aurait pas de diminution de la production, qu'au contraire l'ouvrier travaillerait avec plus d'ardeur. Aussi, pourquoi ne pas tenter l'expérience ; les obstacles, quoique très sérieux, ne semblaient pas insurmontables ; on avait confiance.

C'est ainsi que fut votée la loi du 23 Avril 1919.

Néanmoins, malgré ces diverses raisons qui expliquent comment on a pu se lancer aussi légèrement dans une voie si dangereuse, on sentait bien les dangers auxquels on s'exposait en réduisant ainsi la durée du travail. C'est pourquoi, lorsqu'on examine le texte de la loi du 23 Avril 1919, on voit que, ne pouvant éviter complètement les dangers de l'application d'un tel principe, on a pris toutes les dispositions possibles pour les atténuer.

En effet, la loi du 23 Avril 1919 est une loi générale qui s'applique dans « tous les établissements industriels et commerciaux ou dans « leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou « privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance » (Code du Travail, livre II, titre I, chapitre II, section première, article 6). Ainsi ce sont toutes les professions industrielles et commerciales sans exception qui vont bénéficier des avantages accordés par cette loi. Dès lors, le plus grave danger aurait été d'établir une règle générale et uniforme pour toutes les catégories de professions, car une mesure qui est bonne pour telle profession sera nuisible à telle autre. De plus, introduire ainsi tout à coup les huit heures d'une manière aussi brusque aurait pu apporter une perturbation trop grande dans la marche des diverses entreprises. C'est pourquoi la loi du 23 Avril 1919 se contente de poser le principe des huit heures, laissant le soin de l'appliquer à des règlements d'administration publique qui détermineront « par profession, par « industrie, par commerce ou par catégorie professionnelle, pour « l'ensemble du territoire ou pour une région, les délais et conditions « d'application » du principe des huit heures (Code du Travail, livre II, article 7). Elle énumère seulement certaines règles générales auxquelles devront se conformer les règlements d'administration publique. Ainsi ce n'est pas une loi générale qui établira dans tout le pays et pour toutes les professions les mêmes règles, mais ce seront des règlements particuliers à chaque profession et pour une région plus ou moins étendue qui détermineront les différentes conditions

d'application du principe des huit heures, et cela après avoir consulté les organisations patronales ou ouvrières, nationales ou régionales intéressées.

Mais ce double souci de ne pas introduire d'une manière trop brusque cette limitation à huit heures de la durée journalière du travail et de ne pas établir une règle uniforme pour toutes les professions se manifeste aussi dans l'énumération des diverses règles générales auxquelles devront se conformer les règlements d'administration publique.

On pouvait tout d'abord craindre qu'en réduisant du jour au lendemain la journée du travail de dix ou douze heures à huit heures il n'en résultât une grave perturbation économique et même peut-être pour certaines industries une ruine complète. C'est pourquoi la loi a confié le soin de son application à des règlements d'administration publique qui pourront ainsi intervenir lentement et progressivement dans les différentes branches de la production. Mais cela eût été insuffisant, car au moment où le règlement serait intervenu pour telle ou telle profession, la réduction de dix heures de travail à huit heures aurait pu être funeste à cette industrie ; on ne pouvait en effet demander aux industriels de modifier tout d'un coup leur outillage, de le perfectionner pour contrebalancer cette diminution brusque du rendement journalier de l'ouvrier et l'on aurait pu craindre une diminution de la production. C'est pour cette raison que la loi du 30 Mars 1900, en introduisant la journée de dix heures dans les ateliers où il y avait des femmes et des enfants, avait procédé par étapes : pendant deux ans on ferait onze heures par jour, puis ensuite dix heures et demie, pour arriver progressivement à dix heures. Dans la loi du 23 Avril 1919, on ne procède pas de même : c'est immédiatement que la loi introduit le principe des huit heures, mais pour éviter le danger auquel on s'exposerait en introduisant aussi brusquement et d'un seul coup cette limitation à huit heures, la loi dit que les règlements d'administration publique pourront prévoir une ou plusieurs étapes pour ramener la durée actuellement pratiquée dans la profession, dans l'industrie, le commerce ou la catégorie professionnelle considérée, à la limitation de huit heures (Code du Travail, livre II, article 8, 3°). On aboutit ainsi au même résultat qu'avec le système de la loi du 30 Mars 1900 ; mais, tandis que cette dernière prévoyait les mêmes étapes pour toutes les industries, ici on admet

un système beaucoup plus souple puisque suivant les circonstances et les situations des diverses professions on pourra arriver à la journée de huit heures plus ou moins rapidement. L'utilité de tels paliers est incontestable : la production s'adaptera ainsi aux conditions nouvelles du travail ; les industriels pourront compenser la diminution de production provenant de l'application des huit heures par une meilleure organisation de la main-d'œuvre, une amélioration de leur outillage. Au contraire, si l'on baisse tout à coup la durée du travail de dix heures à huit heures, il est évident que l'on ne peut pas parallèlement trouver de nouveaux procédés de fabrication permettant de compenser cette perte. A un autre point de vue, cette possibilité de réduire la durée du travail progressivement avait un grand avantage : en effet, sans cette disposition, l'ouvrier aurait brusquement, du jour au lendemain, joui de deux ou même de quatre heures de repos supplémentaires ; or, que fera-t-il pendant ce temps ? Rien n'aura encore pu être fait pour occuper ses loisirs ; au contraire, avec une limitation progressive de la durée du travail, on pourra organiser et établir des distractions et des occupations pour qu'il ne passe pas ce temps de repos supplémentaire au cabaret. Enfin, une telle disposition permettait de prendre en considération la situation de la France ayant besoin de faire un grand effort pour revenir dans une situation économique normale.

Nous avons vu que la deuxième raison pour laquelle la loi laisse aux règlements d'administration publique le soin d'introduire le principe dans les diverses catégories professionnelles, c'est de ne pas établir un régime uniforme pour des métiers si divers. Aussi, dans le même but, y est-il stipulé que la durée de travail « ne peut excéder » soit huit heures par jour, soit quarante-huit heures par semaine, « soit une limitation équivalente établie sur une période de temps » autre que la semaine » (Code du Travail, livre II, article 6). Ainsi on pourra tenir compte des nécessités et des différents modes de travail des diverses industries, car on peut aussi bien se baser sur l'année entière, et, pourvu que le total des heures de travail pour l'année fasse une moyenne de huit heures par jour, rien n'empêche un règlement d'administration publique de faire faire plus de huit heures de travail certains jours et moins de huit heures d'autres jours. Cette disposition était très utile : elle permettait d'éviter autant que possible le reproche d'uniformité que nous avons formulé contre

l'idée d'une loi fixant la même durée de travail pour toutes les industries.

Mais cela ne suffisait pas pour écarter ce reproche ; c'est pourquoi la loi prévoit en outre des dérogations au principe des huit heures. Mais comme on aurait pu ainsi tourner la loi et faire faire plus de huit heures par jour, la loi énumère limitativement les cas où des dérogations pourront être accordées. Ces dérogations sont de deux sortes, permanentes ou temporaires. Les dérogations permanentes peuvent être accordées dans deux cas seulement : pour « les travaux « préparatoires ou complémentaires qui doivent être nécessairement « exécutés en dehors de la limite assignée au travail général de « l'établissement » (Code du Travail, livre II, art. 8, 4°), (on peut citer comme exemple l'obligation d'allumer les fours avant le commencement du travail des usines), et dans le cas de travaux intermittents (comme ceux d'un garde-barrière). La loi prévoit ensuite des dérogations temporaires (Code du Travail, livre II, art. 8, 5°) qui ne peuvent être accordées que dans trois cas : « pour permettre aux « entreprises de faire face à des surcroîts de travail extraordinaires, « à des nécessités d'ordre national ou à des accidents survenus ou « imminents ». On peut remarquer que la loi prévoyant des nécessités d'ordre national, il était possible d'accorder des dérogations pour tenir compte de la situation économique de la France, car il y avait une véritable nécessité d'ordre national à ce que cette situation s'améliorât.

Enfin, il est utile aussi de remarquer que la loi spécifie ce qu'il faut entendre par huit heures de travail. Ce qu'elle entend par travail, ce n'est pas la simple présence, mais c'est bien « le travail effectif » (Code du Travail, livre II, article 6). Dès lors, un ouvrier peut rester plus de huit heures à son poste de travail si ce travail a un caractère intermittent.

Nous voyons donc que par toutes ces mesures on essaye d'écarter les objections que l'on peut faire à l'établissement des huit heures ; certes, on ne peut les écarter totalement, du moment que le principe des huit heures est admis ; néanmoins il est juste de reconnaître qu'avec cet ensemble de mesures que la loi mettait à la disposition des règlements d'administration publique, ces derniers pouvaient atténuer les conséquences économiques devant résulter de l'application des huit heures : ils pouvaient procéder lentement, par étapes,

en établissant une grande variété de règles suivant la nature de chaque catégorie d'établissements et en permettant de larges dérogations partout où cela semblerait nécessaire dans l'intérêt de la production générale.

Ainsi on pouvait espérer qu'en tenant compte de ces diverses dispositions, il serait possible de réaliser cette réforme sans que la production nationale en subisse un contre-coup trop grand.

Mais la loi ne s'est pas bornée à examiner le point de vue économique. Il ne suffisait pas d'empêcher que la réforme nuisît à la production ; il fallait aussi s'occuper du point de vue social. En effet, cette loi était faite dans l'intérêt des ouvriers, afin d'améliorer leur sort, si bien que même si la production nationale devait en subir un contre-coup, néanmoins l'intérêt des travailleurs devait primer ces considérations ; et, s'il devait en résulter pour ces derniers une amélioration de leur sort, on ne devait pas hésiter à introduire les huit heures. Aussi, après avoir pris toutes les précautions possibles, afin que la production ne soit pas trop atteinte par la nouvelle loi, on cherche à empêcher que cette réforme, faite uniquement dans l'intérêt de la classe laborieuse, ne vienne pas, au contraire du but attendu, rendre la situation des travailleurs plus pénible et plus misérable qu'avant ; et pour cela il fallait que cette amélioration du sort de l'ouvrier, qui pourra jouir ainsi de libertés plus grandes lui permettant le développement de sa vie physique, intellectuelle et morale, lui permettant aussi d'accomplir ses devoirs familiaux et civiques, ne fût pas compensée par une diminution équivalente de sa rémunération. Que dirait en effet un ouvrier si, grâce à cette nouvelle loi, il devait ne travailler que huit heures, mais si, par contre, au lieu de gagner vingt francs, il en gagnait seize ? Il protesterait évidemment, car à quoi bon jouir de plus de loisirs s'il doit se trouver dans une situation plus misérable qu'auparavant ? D'où l'article 2 de la loi du 23 Avril 1919, qui dit : « La réduction des heures de travail ne pourra en aucun cas être une cause déterminante de la réduction des salaires. Toute stipulation contraire est nulle et de nul effet ». Ainsi, grâce à cet article ajouté dans la loi, l'ouvrier conservera le même salaire tout en travaillant moins. Il semble donc que l'objection faite à la réforme en se plaçant uniquement au point de vue de l'ouvrier doive tomber, puisque l'ouvrier gagnera autant tout en jouissant de plus de loisirs. Mais nous avons vu quelle était la portée de cet article qui ne peut

nécessairement avoir qu'un effet transitoire et laisse par conséquent subsister l'objection que nous avons formulée dans l'intérêt même des ouvriers consciencieux qui préféreraient travailler un peu plus si, grâce à cela, ils peuvent jouir d'un plus grand bien-être. D'ailleurs, nous l'avons dit, même au moment de la réforme, si une mesure telle que celle de l'article 2 maintient à l'ouvrier le même salaire nominal, en réalité son salaire réel sera inférieur.

Ce n'est donc pas dans ce but que cet article a été institué ; on savait qu'il ne pouvait avoir qu'un effet transitoire ; mais ce que l'on veut éviter, ce sont les difficultés qu'avait soulevées la loi du 30 Mars 1900 qui établissait le régime de onze heures, puis de dix heures et demie, et dix heures dans les établissements employant des femmes ou des enfants. En effet, ces réductions successives avaient amené nécessairement une baisse des salaires, d'où des grèves. C'est ce qu'on veut éviter : on ne veut pas que la réduction des heures de travail soit une cause d'abaissement des salaires. On ne prétend pas « figer » les salaires, disait M. Briand qui fit triompher cette disposition, car le jeu des salaires est laissé à la libre discussion des parties contractantes. Ce n'était pas non plus garantir les taux des salaires pratiqués au moment de la discussion de la loi ; mais c'est pour empêcher que cette réduction des heures de travail n'ait pour conséquence, au moment de sa réalisation, un abaissement des salaires. Ainsi donc cet article n'a qu'une portée temporaire ; il ne jouera que lors de l'élaboration des règlements d'administration publique ; mais dans la suite, selon les nécessités économiques, les salaires hausseront ou baisseront sans que l'on se préoccupe alors de savoir si l'ouvrier aura le même gain en travaillant huit heures que s'il travaillait dix heures.

Les conséquences de cet article obligeant le patron à payer le même salaire pour un travail moindre vont donc être d'amener une hausse des prix qui ne fera qu'aggraver la transition ; et alors que nous avons vu que l'on s'était efforcé, dans les autres dispositions de cette loi, d'atténuer les résultats inévitables de cette réduction des heures de travail en établissant un système le plus souple et le plus élastique possible permettant de tenir compte des diverses circonstances et d'empêcher qu'on aboutisse à une baisse de la production et à une hausse des prix, cet article ne peut avoir que des conséquences fâcheuses au point de vue économique.

On pourra objecter que c'est dans l'intérêt de l'ouvrier qu'on l'a introduit. Et, en effet, il eût été inadmissible qu'une réforme faite dans l'intérêt de la classe ouvrière amenât une brusque baisse des salaires. Néanmoins l'inconvénient de cet article est évident, d'autant plus que l'ouvrier touchant le même salaire, même en produisant moins, ne se trouve nullement poussé à intensifier son travail, et si, contrairement aux affirmations des partisans de la limitation de la durée du travail à huit heures qui prétendaient que l'ouvrier travaillerait avec plus d'ardeur et de plaisir si la journée du travail était plus courte, l'ouvrier n'a pas produit autant en huit heures qu'en dix, cet article y est pour beaucoup ; car l'ouvrier n'a absolument aucun intérêt à produire autant en huit heures qu'en dix, puisqu'il aura le même salaire, même s'il produit moins. Au contraire, sans cet article, gagnant moins en huit heures qu'en dix, il s'efforcerait, pour obtenir un salaire équivalent, de produire autant en huit heures, tant il est vrai que sans aucun intérêt pécuniaire l'homme ne cherchera jamais à produire davantage.

Telle est la loi du 23 Avril 1919. Si l'on peut critiquer l'article 2 relatif aux salaires, du moment que l'on introduisait le principe des huit heures en France, une telle disposition était nécessaire. Si donc la loi du 23 Avril 1919, posant le principe des huit heures, était loin d'être absolument parfaite, ce qu'il y avait à critiquer, c'était le principe lui-même. On doit, au contraire, reconnaître que la manière dont elle posait le principe était excellente : en effet, on s'efforce dans la rédaction de la loi d'atténuer les conséquences qui pouvaient résulter de l'application du principe des huit heures en évitant d'établir un régime trop uniforme et trop brusque ; la loi avait donc une grande souplesse et permettait de tenir compte des différentes nécessités économiques.

Cela nous amène nécessairement à examiner comment on a appliqué le principe des huit heures, à chercher si l'on a tenu compte de ces différents moyens mis à la disposition des règlements d'administration publique pour empêcher que la réforme n'aboutisse à une crise économique dont les ouvriers seraient les premiers à subir le contre-coup.

SECTION II. — L'application de la Loi du 23 Avril 1919

Dès avant le vote de la loi du 23 Avril 1919, des accords interviennent entre patrons et ouvriers pour appliquer le régime des huit heures. Le premier de ces accords est celui signé entre la Fédération ouvrière des Métaux et l'Union des Industries métallurgiques et minières, le 17 avril 1919. Aussitôt la loi votée, de nombreux accords introduisent ce régime nouveau : les huit heures sont ainsi adoptées dès le mois de mai dans l'industrie du bâtiment ; c'est ensuite le tour des distributeurs d'énergie électrique, puis des restaurateurs, cafetiers et marchands de denrées alimentaires, des chapeliers, des fabricants de chaussures, etc... Quant aux règlements d'administration publique, il est évident qu'ils ne pouvaient intervenir aussi rapidement puisqu'ils devaient être pris après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées qui devaient donner leur avis dans le délai d'un mois ; il fallait aussi se référer aux accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières ; en outre, le Conseil d'Etat devait approuver les règlements. Or, malgré toutes ces mesures exigées, les premiers de ces règlements apparaissent très peu de temps après la loi du 23 Avril 1919 ; ce sont tout d'abord ceux du 30 août concernant les industries de préparation des cuirs et peaux et les industries du livre, puis au mois de novembre, les deux arrêtés du Ministre des Travaux publics pour les chemins de fer ; ce sont ensuite les règlements concernant les chaussures en gros, la batellerie fluviale, les industries textiles, les industries du vêtement, etc... Ainsi donc, dès le début de 1920, soit par suite d'accords entre organisations patronales et ouvrières, soit par suite de règlements d'administration publique, le régime des huit heures est devenu la règle générale de l'industrie et du commerce en France.

Il est donc nécessaire d'examiner comment ont été rédigés ces règlements. Ont-ils été faits dans un esprit aussi large que celui dans

lequel avait été faite la loi elle-même ? Y tient-on suffisamment compte de toute la série de mesures mises à leur disposition pour éviter que cette réforme ne soit trop brusque et par suite ne donne pas tous les résultats espérés ?

Nous avons vu que dans la rédaction de la loi du 23 Avril 1919 on cherche à éviter autant que possible un régime par trop uniforme et c'est une des raisons pour lesquelles on laisse le soin d'appliquer le principe des huit heures aux règlements d'administration publique qui pourront intervenir soit pour telle ou telle profession, soit même pour une catégorie professionnelle, pour l'ensemble du territoire, ou même pour une région seulement.

A ce point de vue, les règlements et accords se conforment à ces dispositions puisqu'ils sont pris chacun pour une profession distincte et que si la plupart des règlements d'administration publique et des accords sont nationaux et cela afin d'éviter la concurrence entre les industries identiques des différentes régions (tels que les accords dans la métallurgie, dans la tannerie, la mégisserie, le bâtiment, etc..., et les règlements sur les industries de la préparation des cuirs et peaux, les industries du livre, etc...), il en est par contre plusieurs qui, tenant compte des conditions spéciales des diverses régions, ne s'appliquent que dans une région déterminée, tels que le décret du 4 Juillet 1920 pour l'industrie de la chaussure *dans le département de la Seine*, le décret du 2 Août 1920 pour les hôtels, restaurants, cafés et établissements de vente des denrées alimentaires *de la région parisienne*, le décret du 5 Août 1920 pour les industries du bâtiment et des travaux publics *des régions libérées*, le décret du 30 Août 1920 pour les entreprises de production et de distribution d'énergie électrique *de la région parisienne*, etc...

Dans le même but d'éviter l'uniformité, la loi prévoyait que l'on pouvait établir soit la journée de huit heures, soit la semaine de quarante-huit heures, soit une limitation équivalente établie sur une période de temps autre que la semaine. Cette disposition permettait de se baser sur une période plus longue que la semaine, comme la quinzaine, le mois, le trimestre ou même l'année entière, car ce que l'on veut, c'est non pas établir une durée de travail de huit heures par jour d'un bout de l'année à l'autre, mais c'est que la moyenne des heures de travail soit de huit heures par jour.

Or, comment a-t-on tenu compte de cette disposition dans les

règlements d'administration publique et les accords ? Dans la plupart des règlements il y a deux catégories de régimes : soit huit heures par jour, soit quarante-huit heures par semaine, et cela pour permettre le repos du samedi après-midi ou quelquefois d'un autre après-midi. On voit même des règlements qui établissent la répartition des heures de travail sur une période plus longue ; ainsi, dans le décret du 30 Août 1919 appliquant la journée de huit heures dans les industries du livre, il est dit à l'article 2, paragraphe 4, que « dans « les établissements de phototypie, la durée du travail effectif pourra « être répartie sur une période de deux semaines avec maximum de « neuf heures par jour et un jour de repos s'ajoutant au repos « hebdomadaire ».

Toutefois, il semble que l'on n'ait pas usé suffisamment de cette faculté donnée aux règlements ou accords de répartir la durée du travail sur une plus longue période que la semaine ou même la quinzaine. Certes, les règlements qui établissent comme régime normal le choix entre la journée de huit heures ou la semaine de quarante-huit heures prévoient bien la possibilité de faire une répartition sur une autre base, mais pour cela il faut que des arrêtés ministériels autorisent ces dérogations à la répartition des heures de travail basée sur huit heures par jour ou quarante-huit heures par semaine, et, de plus, seulement à titre provisoire ; il faudra un règlement d'administration publique pour que ce régime soit établi à titre définitif. Mais la possibilité d'établir un régime basé sur une plus longue période était surtout importante et utile pour les industries saisonnières ou celles subordonnées aux conditions climatériques, c'est-à-dire pour les industries qui doivent fournir un effort plus grand à certaines périodes de l'année et ralentir cet effort ou même chômer tout à fait à d'autres périodes. Pour ces industries il eût été utile de calculer la répartition des heures de travail sur l'année entière, de manière à établir une durée de travail plus longue à leurs périodes d'activité.

Or qu'a-t-on fait dans ce sens ? Si nous considérons une industrie saisonnière par excellence, l'industrie du bâtiment, nous voyons qu'on n'a pas fait la répartition des heures de travail sur l'année entière. Il semble pourtant que dans cette profession on aurait dû faire une compensation entre l'été et l'hiver et décider par exemple que huit heures par jour faisaient par an environ 2.500 heures de travail ($52 \text{ semaines} \times 48 \text{ heures} = 2.496 \text{ heures}$), puis on aurait pu

répartir ces 2.500 heures de travail de manière à ce que l'on récupérât en été les heures de travail perdues en hiver par suite du mauvais temps, et établir une plus longue journée de travail pendant la belle saison, tout en ne dépassant pas la moyenne de huit heures par jour. Mais les ouvriers se refusèrent à toute disposition de ce genre et dans l'accord du 19 Mai 1919, c'est le principe des huit heures par jour qui est établi été comme hiver, sans aucune récupération des heures perdues. Ainsi ce n'est même pas le régime des huit heures de travail effectif qui est appliqué puisque la moyenne des heures de travail de l'année entière se trouve inférieure à huit heures. Comment dès lors s'étonner des résultats auxquels on a abouti ? On doit cependant reconnaître que dans les accords conclus dans les régions libérées on établit des modes de récupération, comme par exemple l'accord d'Amiens qui fixe la durée du travail à huit heures pendant quatre mois d'hiver et à neuf heures pendant huit mois d'été. De même dans le décret du 5 Août 1920 appliquant la journée de huit heures dans les industries du bâtiment des régions libérées, on pose le principe de la journée de huit heures, mais avec récupération des heures perdues par suite d'intempéries. Dans son article 3, en effet, ce décret prévoit, comme d'ailleurs les autres décrets, le cas « d'interruption collective du travail, soit pour causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, intempéries, manque de matériaux, sinistres), soit pour jours fériés, fêtes locales ou autres événements locaux », et autorise dans ces divers cas une récupération des heures de travail perdues, au moyen d'une prolongation de la journée de travail dans la semaine ou, en cas d'impossibilité, dans la quinzaine, sous la réserve que la durée du travail ne dépassera pas quarante-huit heures par semaine ou quatre-vingt-seize heures par quinzaine. Mais cet article ajoute dans le paragraphe suivant que, « au cas où toutes les heures de travail perdues pour intempéries n'auront pas pu être compensées de la façon ci-dessus, le nombre des heures restant à récupérer sera fixé chaque année, dans le courant d'avril au plus tard, par l'inspecteur départemental du travail, qui déterminera, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, leur mode de récupération à raison de une heure par jour. Toutefois, la journée légale de travail ne pourra être prolongée, en vertu de ces deux dispositions, de plus de deux heures par jour ».

Ainsi la récupération des heures de travail perdues par suite d'intempéries est rendue possible, d'autant plus que la circulaire du 16 Novembre 1920, qui commente ce décret, indique que cette récupération sera évaluée forfaitairement en prolongeant la durée légale d'une heure pendant certains mois (1).

Il en est de même dans d'autres branches de la production ; c'est ainsi que le décret du 12 décembre 1919, appliquant la journée de huit heures dans les industries textiles, prévoit à côté de la récupération des heures de travail perdues par suite de causes accidentelles ou par suite des jours fériés une récupération des heures de travail perdues par suite des mortes-saisons. A cet effet ce décret donne à l'inspecteur du travail, dans son article 3, paragraphe 6, un crédit de cent heures par an. Mais cette disposition ne s'applique que dans les industries de la teinture et de l'apprêt, du blanchiment et de l'impression sur tissus, filés et matières, et pour les opérations du triage dans l'industrie du peignage, des cantons de Roubaix, Tourcoing et Lannoy et dans l'industrie cotonnière des Vosges. Certes, cette faculté de récupération peut être étendue par arrêtés ministériels à d'autres industries d'autres régions lorsqu'un accord sera intervenu à ce sujet entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, mais seulement à titre provisoire. Pour qu'un tel régime soit établi à titre définitif, un règlement d'administration publique est nécessaire.

Le décret du 9 août 1920 appliquant le régime des huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux prévoit bien, dans son article 3, paragraphe 6, la récupération des heures perdues par suite d'intempéries, mais ce n'est que pour les ateliers et chantiers de constructions navales et de constructions métalliques ; de même, il accorde aussi dans le paragraphe suivant un crédit de cent heures par an à titre de récupération des heures de travail perdues par suite des mortes-saisons, mais cette disposition ne vise que l'industrie de la construction et de la réparation des machines agricoles. Toutefois la faculté de récupération prévue par ces deux alinéas peut être étendue par arrêtés ministériels à d'autres industries soumises à des intempéries ou à des mortes-saisons, mais pour être définitive cette autorisation devra faire l'objet d'un règlement d'administration publique.

(1) Voir André François-Poncet et Emile Mireaux. *Op. cit.*, p. 185 et s.

D'autre part, la loi, pour ne pas établir un régime trop rigide, a prévu des dérogations permanentes et temporaires. Elle donnait ainsi la facilité d'établir un régime plus souple, car si elle prévoyait les différents cas où l'on pourrait accorder des dérogations, elle n'en précisait pas l'ampleur. Or, si nous examinons les règlements d'administration publique, nous voyons que tous prévoient des dérogations, tant permanentes que temporaires, mais l'on se montre très parcimonieux dans l'octroi de ces dérogations. En effet, pour les dérogations permanentes on y spécifie très exactement les agents qui pourront en bénéficier ; de plus, ces heures supplémentaires accordées sont très peu élevées. Pour les dérogations temporaires, s'il s'agit de travaux urgents en cas d'accidents imminents ou survenus, les règlements d'administration publique donnent une faculté illimitée à l'industriel pendant un jour, puis deux heures au-delà de la limite générale pendant les jours suivants. S'il s'agit de la sûreté et de la défense nationale, la limite est fixée de concert entre le Ministère du Travail et le ministère qui ordonne les travaux. Enfin, dans le cas de travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face, au lieu de les accorder au moment où le surcroît de travail extraordinaire se produira, on fixe d'avance un maximum d'heures supplémentaires pour toute l'année ; or on s'est montré aussi très parcimonieux dans l'octroi de ces heures supplémentaires puisqu'elles varient suivant les professions de 60 à 150 heures, soit une moyenne de 100 heures supplémentaires. De plus les règlements déterminent le nombre de jours sur lesquels les heures de la provision pourront être réparties. Par exemple, l'industrie des cuirs et peaux eut une provision de 90 heures, mais réparties sur 90 jours au maximum, avec maximum journalier de dix heures ; celle du livre eut 120 heures réparties en 120 jours au maximum, avec maximum journalier de dix heures, etc. L'inconvénient d'octroyer si peu d'heures supplémentaires est visible. En effet, étant donné que l'ouvrier travaille huit heures par jour, cela fait environ 2.500 heures pour toute l'année ; aussi en accordant de 100 à 150 heures supplémentaires, on ne fait guère qu'accorder un supplément de $\frac{1}{25}$, c'est-à-dire, si l'on pouvait répartir ces heures supplémentaires sur l'année entière, une augmentation de la durée du travail de quinze minutes par jour. Or il est incontestable qu'il était très dangereux pour la production nationale d'établir si brusquement le régime des huit heures en France, et,

puisque la loi permettait d'accorder des heures supplémentaires aussi nombreuses qu'il paraîtrait nécessaire, on aurait dû, dans les règlements d'administration publique, permettre de plus larges dérogations et ne pas obliger les patrons voulant user de ces quelques heures supplémentaires accordées aussi parcimonieusement à toute une série de formalités : adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant la nature et la cause de la dérogation, sa durée évaluée en jours et en heures, le nombre d'ouvriers (hommes, femmes, enfants) pour lesquels la durée du travail sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers ; afficher une copie de cet avis dans l'établissement ; tenir à jour un tableau sur lequel sont inscrites au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'Inspecteur du travail les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations ; afficher ce tableau en caractères lisibles et de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels il s'applique et le laisser affiché durant toute l'année.

Mais lorsque nous regrettons que les règlements n'aient pas accordé des dérogations plus importantes, on pourrait nous objecter qu'en octroyer de plus larges serait contraire à l'esprit de la loi posant le principe des huit heures. En effet, si la loi ne fixe pas quelle doit être l'ampleur des dérogations qu'elle autorise, par contre, étant donné qu'elle établit les huit heures, accorder de trop grandes dérogations aboutirait à un régime de plus de huit heures et par conséquent ce serait contraire au principe même des huit heures. Mais alors nous répondrons que si la loi pose le principe des huit heures, en revanche il n'était nullement dans l'intention de ses rédacteurs d'établir d'une manière aussi brusque ce régime des huit heures et que les règlements avaient tout au moins un autre moyen pour ne pas introduire aussi rapidement un régime si dangereux pour la production nationale. En effet, la loi du 23 Avril 1919 dit que les règlements d'administration publique détermineront notamment : « ... 3° les délais dans lesquels la durée actuellement pratiquée dans « la profession, dans l'industrie, le commerce ou la catégorie profes-
« sionnelle considérée sera ramenée, *en une ou plusieurs étapes*, aux
« limitations fixées à l'article 6 (8 heures ou 48 heures ou une limi-
« tation équivalente) ». Si l'on a mis une telle disposition dans la loi, c'est qu'on voyait bien les dangers auxquels on s'exposait en

introduisant d'une manière trop brusque une modification aussi importante dans la durée du travail. Ainsi donc il n'eût pas été contraire au principe de n'introduire les huit heures qu'en plusieurs étapes plus ou moins longues suivant les caractères propres à chaque industrie. Or, si nous examinons les règlements d'administration publique ou les accords intervenus à la suite de cette loi, nous ne voyons figurer dans aucun d'eux ces paliers dont l'utilité était pourtant incontestable si l'on ne voulait pas aboutir à un échec certain ; au contraire, tous les règlements ou accords introduisent immédiatement, du jour au lendemain, la journée de huit heures. Comment, dès lors, s'étonner des conséquences désastreuses que l'application des huit heures a amenées pour la production nationale et par suite aussi pour la classe ouvrière !

On doit néanmoins reconnaître que si aucun des règlements d'administration publique ne prévoit d'étapes progressives pour introduire le régime des huit heures, par contre certains d'entre eux accordent à titre temporaire un plus grand nombre d'heures de dérogations pour surcroîts extraordinaires de travail afin de faciliter la transition et notamment de permettre d'adapter l'outillage à la nouvelle durée du travail. Ainsi, le décret du 14 Août 1920 qui prévoit, pour les industries de la chapellerie, 120 heures par an de dérogations en cas de surcroît extraordinaire de travail, porte exceptionnellement ce crédit à 200 heures pendant chacune des années 1920 et 1921, et à 150 heures pendant l'année 1922 (article 3, dernier paragraphe). De même le décret du 30 Août 1919 qui alloue à l'industrie du livre un crédit de 120 heures par an avec maximum de deux heures par jour, ajoute : « exceptionnellement jusqu'au 1^{er} Janvier 1920 et pour « faciliter l'application de la loi, deux heures par jour ouvrable » (article 6, 3^o). Dans le décret du 9 Août 1920 appliquant la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux, il est prévu en outre des 100 heures annuelles en cas de surcroît extraordinaire de travail, un crédit annuel de 50 heures que le Ministre du Travail peut autoriser en cas de travaux exécutés dans l'intérêt national. Or ce crédit est porté à 100 heures pendant les années 1920, 1921 et 1922 (article 6, 3^o).

Enfin, il existe une autre disposition de la loi qui n'a pas non plus été suffisamment appliquée par les règlements d'administration publique, ce qui a largement contribué aux résultats néfastes de la

réforme : nous voulons parler de la question du travail « effectif » qu'il faut distinguer de la simple présence, c'est-à-dire du temps pendant lequel l'ouvrier est à la disposition du patron. La loi du 23 Avril 1919 spécifie bien que ce qu'elle entend par huit heures de travail, c'est huit heures de travail effectif et par conséquent il était conforme à la loi de ne fixer la durée du travail à huit heures que lorsque l'ouvrier fournit en fait un effort pendant huit heures ; au contraire pour celui qui a un travail intermittent, coupé de larges moments de repos, c'était se conformer à la loi que de fixer une durée de présence plus longue que huit heures. Or, si nous examinons les règlements d'administration publique, nous voyons que la plupart ne font pas cette distinction. Cependant le décret du 2 Août 1920, introduisant les huit heures dans les hôtels, restaurants, cafés et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place de la région parisienne, où par suite du caractère intermittent du travail la durée de présence diffère du travail effectif, dit dans son article 2 que la durée de la présence prévue par l'article 3 et qui varie suivant la catégorie du personnel, mais qui est toujours supérieure à huit heures, correspond à la durée maximum du travail effectif fixé par la loi du 23 Avril 1919. Les décrets du 26 Août 1920 et du 30 octobre 1921 prévoient aussi pour les salons de coiffure une durée de présence qui, avec le dernier de ces décrets, va depuis 54 heures dans les grandes villes jusqu'à 60 heures dans les villes de moins de cent mille habitants. De même dans le décret du 17 Août 1921, pour les pharmacies vendant au détail, la durée de présence est de neuf heures et demie. C'est aussi le décret du 28 novembre 1919 qui prévoit pour la bateellerie fluviale une durée de présence variant suivant l'époque et allant jusqu'à onze heures en été, cette durée de présence étant considérée comme correspondant à la durée maximum de travail effectif fixée par l'article 6 du chapitre 2 du Code du Travail.

Mais lorsque nous étudierons les conséquences du régime des huit heures en France, nous verrons que c'est dans l'industrie du transport tant par voie ferrée que par eau que ce régime a amené les plus graves conséquences. Or on doit reconnaître que notamment pour ces deux industries, une des causes principales de ce résultat a été de confondre la présence et le travail effectif, de sorte que l'on considérait comme travail effectif le temps pendant lequel les marins

sont sur le pont à la disposition du capitaine et le temps pendant lequel un garde-barrière ou un employé de petite gare attend le passage d'un train.

Telle est la manière dont les règlements d'administration publique et les accords appliquant le régime des huit heures en France ont interprété les dispositions de la loi du 23 Avril 1919. C'est donc l'application la plus stricte possible du principe des huit heures, puisque l'on applique les huit heures immédiatement, sans aucun palier, avec des dérogations insignifiantes, confondant la présence et le travail effectif et ne permettant pas, dans les industries saisonnières, de récupérer les heures de travail perdues aux moments d'arrêt du travail ; de sorte que dans bien des cas ce n'est même pas le régime de huit heures, mais bien celui de six heures ou même moins. Or, s'il était bien évident que, du moment que le principe des huit heures était admis en France et qu'une loi était intervenue pour cela, il eût été contraire à la loi de profiter des différentes mesures qu'elle mettait à la disposition des règlements d'administration publique pour aboutir à un régime où en fait la durée du travail aurait été de plus de huit heures par jour, il semble non moins évident qu'il est tout aussi contraire à la loi posant le principe de huit heures de travail effectif comme un maximum que l'on ne doit pas dépasser, d'aboutir dans son application à un régime dans lequel dans bien des cas le maximum de travail effectif permis se trouve inférieur à huit heures par jour. Il n'eût donc été nullement contraire à la loi de tenir compte des dangers que l'on faisait courir à notre production nationale en n'introduisant pas une modification aussi importante d'une manière aussi brusque ; il nous semble même qu'il eût été conforme à l'esprit de la loi de n'introduire les huit heures en France que progressivement, par paliers successifs, afin de permettre à toutes les industries de s'adapter le mieux possible aux nouvelles conditions de travail, d'admettre de larges dérogations afin d'empêcher que cette réforme n'aggrave la situation économique de la France déjà si peu brillante à cette époque. A ce point de vue notamment, est-ce que la loi ne prévoyait pas elle-même des dérogations dans les cas de nécessités d'ordre national ? Et n'était-il pas de l'intérêt de la nation tout entière de voir la situation économique de la France s'améliorer ? Enfin, il eût été conforme aussi à l'esprit de la loi de considérer que huit heures de travail, cela signifiait non

pas huit heures de travail chaque jour, mais huit heures de travail calculées sur toute l'année, que huit heures de présence n'étaient pas huit heures de travail effectif.

C'est donc d'une manière très étroite que les règlements d'administration publique ont introduit le régime des huit heures en France.

DEUXIÈME PARTIE

Les conséquences de l'application du principe des huit heures en France

Nous avons examiné les conséquences auxquelles le principe des huit heures devait nécessairement aboutir : au point de vue économique une diminution du rendement et au point de vue social une diminution parallèle des salaires. Nous avons vu aussi à quel moment on a introduit cette réforme en France : situation économique très précaire, nécessité dans laquelle nous étions, pour nous relever, de fournir un effort plus grand que jamais. Nous avons vu enfin comment on a compris le principe : la loi du 23 Avril 1919 prenant toutes les précautions nécessaires afin d'éviter qu'une introduction trop brusque des huit heures n'aboutisse à un échec, par contre, les accords et les règlements d'administration publique intervenus par la suite ne tenant compte que bien faiblement de ces dispositions qui auraient permis de procéder plus lentement à la réforme et introduisant brusquement les huit heures en France. Dès lors, comment s'étonner des résultats auxquels on a abouti ? Un principe dangereux tant au point de vue économique que social, appliqué au moment le plus défavorable et de la manière la plus défectueuse, ne pouvait aboutir à d'autres conséquences qu'à aggraver la situation économique du pays, et, par suite, la situation de tous, ouvriers aussi bien que patrons.

Il nous faut donc maintenant rechercher quels ont été les résultats de cette expérience ; en effet, voici bientôt quatre ans que le régime des huit heures a été introduit en France d'une manière brusque et absolue, sans aucune restriction. Nous pouvons voir à la lumière des faits et des enquêtes qui ont pu être faites à ce sujet quelles ont été les conséquences de l'application des huit heures : au point de vue économique, y a-t-il eu une diminution de la production ou une augmentation de la main-d'œuvre et par suite une hausse des prix, en conséquence une hausse du coût de la vie ? Au point de vue social, y a-t-il eu une amélioration de la situation des travailleurs ? Quelle a été son influence sur les salaires et sur le chômage ?

C'est donc en nous plaçant successivement à ces deux points de vue que nous examinerons les conséquences de l'application des huit heures en France.

SECTION I. — Les conséquences économiques de l'application des huit heures

Les défenseurs du principe des huit heures avaient prétendu que cette limitation de la durée du travail ne devait entraîner aucun ralentissement dans la production, qu'au contraire l'ouvrier, étant moins fatigué, travaillerait avec plus d'ardeur et produirait autant ou même plus en huit heures de travail qu'en dix ou douze heures ; on citait même des expériences qui semblaient confirmer ces affirmations ; certains industriels avaient déjà depuis de longues années introduit dans leurs usines la semaine de quarante-huit heures et obtenaient ainsi plus de travail qu'auparavant ; citons MM. Johnston et C^{ie} à Stradfort dès 1899, M. Allan à Sunderland dès 1892, les usines Karl Jeiss à Iéna, MM. Mather et Platt à Salford, etc... (1). Tous ces industriels constataient une augmentation de la production horaire de l'ouvrier, de sorte qu'ils arrivaient à obtenir souvent une production plus abondante en huit heures qu'en dix heures. Des expériences faites au cours de la guerre avaient abouti à la même constatation : augmentation du rendement horaire coïncidant avec une diminution de la durée du travail. Ainsi donc, c'est en se basant sur des exemples d'ordre pratique que l'on prétendait montrer l'utilité de l'introduction des huit heures même au point de vue économique. Ces expériences semblaient en effet prouver qu'en huit heures l'ouvrier donne un effort plus stable et d'une productivité supérieure, malgré la réduction du temps, à celui accompli durant une plus longue journée. C'est pourquoi M. Justin Godard, dans son rapport du 10 Avril 1919 sur la proposition de loi de M. Renaudel relative à l'application généralisée à l'industrie et au commerce de la journée de huit heures, croyait pouvoir dire : « De multiples expériences ont été faites. Elles démontrent victorieusement que le

(1) Voir *Information Sociale* 1919, n° 96.

« passage de la longue journée à la journée de huit heures n'a
« pas diminué le rendement. Il l'a même accru dans beaucoup de
« cas. Elles sont citées dans nombre d'ouvrages. Elles ont été
« rapportées par la presse et sont tellement vulgarisées que nous
« estimons superflu d'insister sur ce point. » Il n'eût pourtant pas
été superflu d'insister sur ce point. C'est qu'il y a loin de la théorie
ou de simples essais à une longue pratique ; c'est qu'en réalité de
telles expériences ne font que prouver que dans certains cas l'ouvrier
produit plus en huit heures qu'en dix. Or, nous n'avons jamais
prétendu le contraire ; nous avons toujours reconnu qu'il y a des
cas où l'on a avantage dans l'intérêt de la production à faire travailler
l'ouvrier moins longtemps. Mais il n'en est pas toujours ainsi : bien
souvent l'ouvrier ne peut pas, par suite de la nature même du travail,
produire autant en huit heures qu'en dix ; dès lors pourquoi vouloir
unifier et faire faire à tous huit heures sous prétexte que dans
certains travaux l'ouvrier arrive à produire autant en huit heures ?
De plus, il eût été prudent de ne pas trop se fier aux expériences
faites au cours de la guerre pour en déduire que le rendement de
l'ouvrier est meilleur avec une courte journée de travail, car il faut
tenir compte de la situation tout à fait anormale dans laquelle ces
expériences ont été faites ; il y avait alors chez tous le souci de la
défense nationale et aussi le désir de rester mobilisé à l'usine, motifs
qui pouvaient pousser l'ouvrier à faire un effort plus grand.

D'ailleurs, puisque les défenseurs des huit heures prétendent
s'appuyer sur des faits, il nous suffit, pour montrer combien leur
optimisme quant aux résultats de l'application des huit heures en
France était exagéré, d'examiner les faits, c'est-à-dire les résultats
mêmes de cette expérience qui, cette fois, n'est plus une expérience
limitée à telle ou telle branche de l'industrie, mais est généralisée
à toute l'industrie sans exception.

Mais avant de rechercher quelles ont pu être les diverses réper-
cussions de l'introduction des huit heures en France au point de vue
de la production, il est nécessaire de se mettre en garde contre une
tendance assez générale qui pousse ceux qui examinent cette question
à attribuer à la loi de huit heures tous les méfaits dont nous souffrons.
En effet, une loi telle que celle des huit heures ne peut pas ne pas
avoir de répercussions sur la production, surtout de la manière
brusque dont elle a été appliquée ; mais il est très difficile de chiffrer

exactement quelle a pu être la répercussion de la loi de huit heures sur la production. C'est que les facteurs qui agissent sur la production sont si nombreux qu'il n'est pas bien aisé de voir dans quelle mesure la loi de huit heures est cause de la crise actuelle. Il y a d'autres facteurs très importants qu'il ne faudrait pas oublier, notamment la crise des changes qui amène une hausse des matières premières nécessaires à l'industrie et que nous devons importer de l'étranger, d'où une élévation du prix de revient supérieure à celle résultant de l'application de la loi de huit heures. Lorsqu'en effet, par suite du coût très élevé des matières importées nécessaires à l'industrie, le prix de revient des produits est si haut qu'il amène un ralentissement des commandes et que l'industriel se trouve obligé de ralentir sa production, il est bien évident que la loi de huit heures n'aura plus de conséquence fâcheuse puisque pour pouvoir continuer à faire travailler ses ouvriers, c'est peut-être moins de huit heures que l'industriel devra les employer. C'est pourquoi il faut agir avec beaucoup de prudence lorsqu'on examine des faits, car on risque bien souvent, tout en étant de bonne foi, d'attribuer à la loi de huit heures des conséquences qui sont occasionnées par d'autres facteurs.

Mais, tout en reconnaissant que dans la situation économique actuelle de la France d'autres facteurs ont joué un rôle peut-être plus important que la loi de huit heures, nous devons néanmoins essayer de dégager dans quelle mesure l'introduction des huit heures a aggravé la situation pénible où se trouvait la France au lendemain de la guerre, et comment elle a contribué à éterniser la crise économique dont nous souffrons encore actuellement.

Dans ce but, nous examinerons quelles ont été les répercussions de l'application de la loi de huit heures tout d'abord dans les principales branches de l'industrie, puis dans celle où cette application a eu le plus de conséquences fâcheuses, l'industrie des transports, tant par voie ferrée que par eau.

A. INDUSTRIES DIVERSES

Nous avons vu que, lors du vote de la loi de huit heures, on avait promis du côté ouvrier que la diminution de la durée journalière du travail n'entraînerait aucune diminution de la production ; le rendement horaire de l'ouvrier devait en effet augmenter parallèlement à

la diminution des heures de travail, de sorte que la masse de biens mise ainsi à la disposition du consommateur devait rester la même. Or, si l'on examine les résultats d'une expérience de près de quatre années, on voit que de telles affirmations étaient bien exagérées, car dans la plupart des cas on constate une baisse du rendement journalier de l'ouvrier, correspondant à peu près à la diminution des heures de travail, et cela même dans les industries où l'on pouvait espérer qu'un effort du personnel aurait pu compenser cette perte, c'est-à-dire dans les industries où l'ouvrier joue le rôle principal, telles que les industries métallurgiques, les houillères ou l'industrie du bâtiment. En effet, dans ces branches de l'industrie, l'ouvrier n'est pas réglé dans son travail par la marche de la machine, il peut faire un effort plus grand pour obtenir une meilleure production horaire.

Or, si nous considérons l'industrie minière, que voyons-nous ? Il faut tout d'abord remarquer que cette branche de l'industrie a été placée dans une situation beaucoup plus rigide quant à la durée du travail que les autres branches de l'industrie. En effet, c'est une loi spéciale qui est venue ici régler la durée du travail, celle du 24 Juin 1919. Le régime ainsi établi aboutit à une durée de travail effectif de 6 heures 17 environ et à une durée de présence de 7 heures 40, et cela par suite de la manière dont on évalue la durée de travail qui, dît l'article 10 du livre II du Code de Travail, est calculée pour les ouvriers du fond « depuis l'heure réglementaire de « l'entrée dans le puits des premiers ouvriers descendant, jusqu'à « l'heure réglementaire de l'arrivée au jour des derniers ouvriers « remontant », et aussi parce que l'on compte dans la durée du travail le briquet (léger repas pris au fond). De plus, cette loi, plus sévère que la loi générale du 23 Avril 1919, ne prévoit aucune autre dérogation qu'en cas de guerre et de tension extérieure. Mais aucune prolongation n'est accordée en cas de surcroît extraordinaire de travail ou de nécessités d'ordre national. Dès lors, il n'y a pas lieu de s'étonner des conséquences que l'application des huit heures a entraînées dans l'industrie minière. Quelles ont donc été ces conséquences ?

D'après le Comité Central des Houillères de France groupant plus de 130 Compagnies minières qui emploient 240.000 ouvriers, cette

réduction exagérée de la durée du travail dans les mines de combustion se traduit par des conséquences dont la gravité ne peut être niée.

« La loi du 27 Juin 1919 a diminué la production : pour s'en « convaincre, il suffit de comparer le rendement individuel moyen « de l'ouvrier mineur sous le régime de la loi de 1913 et sous le « régime actuel. Ce rendement était, pour l'ensemble des ouvriers « du fond et du jour de 695 kilos en 1913 ; il est tombé en 1921 à « 520 kilos ; pour les ouvriers du fond seuls, il est pareillement « tombé de 978 kilos à 790 kilos. Ces chiffres font apercevoir une « détérioration égale respectivement à 20 et 26 %, c'est-à-dire, il faut « le remarquer, plus forte que la diminution correspondante de la « durée du travail, qui se chiffre, elle, entre 16 % et 18 %. Pour « récupérer le tonnage ainsi perdu pour le pays, il serait nécessaire « d'augmenter, dans une proportion analogue, les effectifs de « l'industrie houillère. Mais nul n'ignore que la faiblesse de notre « natalité nous interdit de voir se réaliser pareille espérance, et le « recours à la main-d'œuvre étrangère lui-même suffirait difficile- « ment à compenser intégralement la baisse de productivité des « ouvriers français ».

D'autre part, il est évident qu'il devait en résulter une hausse des prix. En effet, « par le fait même de la baisse du rendement, la « diminution de la durée du travail a alourdi le prix de revient. La « part des frais de main-d'œuvre dans ce dernier, qui était par tonne « extraite de 7 fr. 71 en 1913, est passée en 1921 à 41 fr. 45, soit un « accroissement de près de 500 %. L'augmentation des salaires « n'ayant pas dépassé 26 %, on voit que c'est autant la détérioration « du rendement que l'augmentation de la rémunération ouvrière « qui a pesé à ce point sur l'élément qui, dans l'industrie houillère, « est de beaucoup le principal du prix de revient ». Ainsi donc, si la hausse des frais de main-d'œuvre est due en partie à une hausse des salaires, elle est due principalement à la diminution du rendement.

La diminution de la durée du travail dans les mines de combustible a donc entraîné en fait une diminution de la production qui a elle-même amené une hausse des prix du charbon, augmentée du fait de l'obligation de maintenir le même salaire pour une production inférieure. Or de tels résultats sont d'autant plus regrettables que

c'est non seulement l'exploitation de nos mines qui se trouve placée dans une situation difficile par suite de cette hausse des prix du charbon, mais c'est sur l'ensemble même de la production nationale que ces résultats auront leur répercussion. En effet, cette industrie est par sa nature même à la base de la production nationale et de la vie économique du pays : le charbon étant le pain de l'industrie, chacune des autres branches de la production verra ses prix de revient augmenter du fait même de cette hausse du prix du charbon due à la limitation de la durée du travail.

Une autre branche importante de l'industrie est celle de la métallurgie. Or les conséquences de l'application de la loi de huit heures ont été ici de même nature que dans les houillères. En effet, pour voir dans quelle mesure les industries métallurgiques ont été atteintes dans leur production par l'application de la loi de huit heures, nous n'avons qu'à nous reporter à l'enquête faite par l'Union des Industries métallurgiques et minières, de la construction mécanique, électrique et métallique et des industries s'y rattachant, vaste organisation qui compte comme adhérents 84 groupements régionaux et professionnels, soit 7.000 chefs d'entreprises employant plus de 700.000 ouvriers. Aussi le champ d'expérience sur lequel porte son observation est-il très étendu et très varié. Cette enquête, très consciencieusement faite, fait ressortir d'une façon saisissante l'importance de l'augmentation de l'effectif à production égale et de l'augmentation des frais de main-d'œuvre à production égale.

Ici, comme pour les mines, si nous résumons les résultats de cette vaste enquête, nous voyons que la réduction de la journée du travail n'a exercé aucune influence sur la productivité horaire des ouvriers, de sorte que si l'on n'avait pas augmenté le nombre du personnel il y aurait eu une diminution de la production. C'est pourquoi, pour maintenir dans les industries à feu continu la même production journalière que sous le régime précédent, il a fallu procéder à une augmentation d'effectifs de 45 à 50 %, et, comme par suite de l'article 2 de la loi du 23 Avril 1919, le salaire journalier de l'ouvrier est resté le même que sous le régime antérieur, il en est résulté une augmentation de dépenses de main-d'œuvre de 40 à 50 %. Dans les industries à feu discontinu, il en est de même : pour obtenir autant

que sous le régime des dix heures, un accroissement de plus de 20 % du chiffre du personnel, et par suite des dépenses de main-d'œuvre, aurait été nécessaire.

Par conséquent, dans les industries métallurgiques, l'application des huit heures a entraîné soit une diminution de la production, soit une production équivalente, mais moyennant une augmentation des frais de main-d'œuvre et dans les deux cas, comme conséquence inévitable, une hausse des prix aggravée là aussi du fait du maintien du salaire que l'ouvrier touchait sous le régime des dix et douze heures de travail.

Pour l'industrie du bâtiment, nous avons vu, en étudiant comment les règlements et les accords intervenus à la suite de la loi du 23 Avril 1919 avaient appliqué les huit heures, la manière très critiquable dont avait été fait l'accord du 19 Mai 1919. Dès lors, il n'y a pas lieu de s'étonner si les résultats n'ont pas été ici meilleurs que dans les autres branches de l'industrie. En effet, bien que, dans cette industrie où tout dépend de l'effort humain, les ouvriers auraient pu mieux que partout augmenter la production horaire, au contraire, et cela malgré la limitation de la durée du travail à huit heures, le rendement horaire de l'ouvrier est plus faible qu'avant la guerre. C'est ainsi que le maçon met 1,7 fois plus de temps qu'autrefois pour le crépissage des murs et 1,4 fois plus de temps pour la maçonnerie des murs de briques.

Aussi n'est-il pas étonnant que l'on constate ici une diminution de la production ou une augmentation de la main-d'œuvre. C'est ainsi que dans le *Journal du Bâtiment et des Travaux publics* du 27 novembre 1921 nous lisons que, par suite de la loi de huit heures, le coefficient d'augmentation de la main-d'œuvre dans la construction des maisons ouvrières de quatre logements est de 5,5. La loi de huit heures est donc, sinon l'unique cause, du moins l'une des causes de la hausse du prix de la construction et par suite de la crise du logement.

Si, dans ces industries où l'on pouvait espérer compenser la diminution des heures de travail par une augmentation de la productivité horaire de l'ouvrier, cette espérance n'a pas été réalisée, il semble évident que là où l'effort principal est fourni par une machine,

l'ouvrier ne pouvant augmenter son rendement horaire, la diminution de la durée du travail devait nécessairement entraîner une diminution de la production ou une augmentation de la main-d'œuvre.

Tel était bien le cas de l'industrie textile, industrie dans laquelle les machines sont très perfectionnées. Or, ici, les résultats du mode d'application de la loi de huit heures sont à peu près les mêmes que dans les branches de l'industrie que nous venons de voir.

C'est ainsi qu'à l'enquête faite par M. Robert Veyssié, l'Union des Syndicats Patronaux des Industries Textiles de France répondait que, « en ce qui concerne les industries textiles qui sont essentiellement « mécaniques et où la vitesse des machines a atteint son maximum, « la réduction de la production a été mathématiquement proportionnelle à la diminution de la durée du travail ». Si, dans le tissage, on a parfois constaté une récupération de 1 à 2 % grâce à la rapidité avec laquelle l'ouvrier rattache les fils, par contre, dans la filature, la réduction de la journée de travail de dix heures à huit a amené une baisse du rendement journalier équivalente à cette réduction, soit de 20 %.

Ainsi se trouve justifié l'avertissement que M. Touron a fait entendre lors de la discussion sur la loi de huit heures au Sénat, lorsqu'il disait que dans l'industrie textile on ne pourrait pas rattraper les heures perdues.

Dans les industries chimiques, les résultats sont les mêmes que pour l'industrie textile. En effet, dans cette branche de la production, l'ouvrier ne fait que surveiller une série de réactions chimiques dont la durée est toujours la même, quelle que soit la durée du travail. On constate dans cette industrie une diminution du rendement de 20 % ou une augmentation de personnel, d'où une hausse des prix.

Ainsi donc, nous constatons dans toutes les branches de l'industrie une diminution de la production. Aurait-on pu, comme le prétendaient les partisans des huit heures, y remédier par une amélioration et un perfectionnement de l'outillage ? C'était en réalité impossible, tout d'abord par suite de la trop brusque introduction du régime des huit heures. On ne pouvait en effet transformer parallèlement et

simultanément l'outillage. De plus, même si l'on avait procédé par étapes successives, il est bien peu probable qu'on eût pu le faire, parce que, dans beaucoup de nos industries, nous sommes loin d'avoir un outillage arriéré. Ainsi, dans le tissage, nous avons des machines qui ont les derniers perfectionnements, de sorte qu'on ne pouvait en introduire de plus nouvelles. D'ailleurs, même là où des améliorations de l'outillage auraient été possibles au lendemain de la guerre, les capitaux faisaient défaut pour pouvoir en acquérir de nouvelles, et de plus ce même développement de l'outillage pouvait se produire aussi dans les pays concurrents. Enfin, il y a de nombreuses industries où la force et l'habileté de l'ouvrier sont presque seules opérantes et dans lesquelles il ne pouvait être question d'un meilleur outillage.

Quelles que soient donc les branches d'industries que nous considérons, le rendement horaire de l'ouvrier est resté le même avec une durée de huit heures que sous le régime antérieur. Dès lors, ne pouvant compenser cette diminution de la productivité de l'ouvrier par une amélioration de l'outillage, les résultats du régime des huit heures ne pouvaient être autres que ceux que nous avons constatés au cours de cet examen des principales branches de l'industrie : diminution de la production ou augmentation du personnel, d'où augmentation des frais de main-d'œuvre et hausse des prix.

B. TRANSPORTS

Si les résultats de l'application de la loi de huit heures dans les autres branches de l'industrie ont ainsi aggravé la situation économique de la France, les industries du transport tant par chemin de fer que par eau en ont le plus souffert.

A) *Chemins de fer.*

C'est au lendemain de la guerre, en pleine crise des transports, que l'on a introduit le régime des huit heures dans les chemins de fer. Aussitôt la loi du 23 Avril 1919 votée, le Ministre des Travaux publics met en demeure les Compagnies de chemins de fer de l'appliquer au personnel sédentaire et aux ouvriers des ateliers dès le 1^{er} Mai 1919. A cet effet, le Ministre institue une commission

paritaire pour établir un accord entre les Compagnies et leurs employés. Ainsi, malgré de nombreuses difficultés techniques et financières, malgré aussi les protestations des Compagnies qui signalaient que « ce serait une dangereuse illusion de croire qu'il n'en « résulterait pas une diminution du rendement », qui demandaient que l'on procédât par étapes, que l'on tint un décompte équitable du travail réel et que l'on calculât la journée de huit heures sur une moyenne, le régime des huit heures était mis brutalement en application dans les ateliers et dans les dépôts. De juin à octobre, il est étendu au personnel des gares. Enfin, pour les services roulants (mécaniciens, chauffeurs et agents des trains), c'est par deux arrêtés ministériels du 8 et du 15 Novembre 1919, pris par le Ministre à la suite du désaccord des Compagnies et des représentants du personnel dans la Commission paritaire, que le nouveau régime est appliqué. Or, dans ces arrêtés, le Ministre adopte le point de vue du personnel en calculant les heures sur une moyenne journalière et en réduisant en fait la durée du travail effectif à six et sept heures selon les services, parfois même à une durée moindre.

Quelles ont été les conséquences de cette brusque réduction de la durée du travail dans les chemins de fer ?

Il convient de remarquer tout d'abord que de cette réduction de la durée du travail il n'est résulté aucune augmentation du rendement horaire de l'ouvrier, notamment dans les ateliers ; au contraire, ce rendement horaire a diminué.

Puisque dans cette branche de l'industrie il ne peut être question d'une diminution de la production, il devait nécessairement en résulter une augmentation de l'effectif des employés. C'est en effet ce qui s'est produit : dans le rapport du Conseil d'administration présenté à l'assemblée générale du Paris-Lyon-Méditerranée l'année suivante, nous voyons que la Compagnie a dû augmenter l'effectif de ses employés de 25 %, celui de ses agents ambulants (mécaniciens, chauffeurs et conducteurs de trains), de 35 %. Dans ce même rapport il est dit d'autre part que, dès le 1^{er} juillet 1919, le rendement du personnel roulant était diminué de 15 % et que le parcours quotidien des machines, qui était de 97 kilomètres en 1913, de 75 kilomètres en 1918, pendant la guerre, n'était plus que de 64 kilomètres en 1919.

D'après les calculs officiels des réseaux, c'est 100.000 agents nouveaux qui ont dû être recrutés pour l'ensemble des réseaux (ce

qui représente 40 % de l'effectif total). Or, ces hommes ayant été enlevés à l'usine et surtout à la terre, la production générale s'en est trouvée réduite.

D'ailleurs, cette augmentation du personnel n'est pas due à une augmentation du trafic. En effet, le 14 juin 1922 s'est ouverte devant le Conseil supérieur des chemins de fer la discussion des modifications à apporter à la réglementation du travail dans les réseaux ferrés. Or, dans le rapport de M. Mussat, inspecteur général des ponts et chaussées, adopté par le Conseil supérieur des chemins de fer, il est dit : « Les augmentations d'effectif ne correspondent nullement à des augmentations du trafic. Dans une gare importante telle qu'Angers, nous trouvons une augmentation de plus de 30 % dans le nombre des agents pour un trafic n'exigeant qu'un travail notablement inférieur (à celui de 1913). L'augmentation s'accroît en même temps que diminue l'importance de la gare. Pour une petite gare telle qu'Esvres (gare de cinquième classe), où les opérations de mouvement ont notablement diminué et où les opérations commerciales ont peu varié, l'augmentation d'effectif atteint 80 %.

« Mêmes constatations, avec un caractère encore plus accentué, dans les services d'aiguilleurs. A Quimper, le nombre des aiguilleurs a été porté de 4 à 7, c'est-à-dire augmenté de 75 % pour un mouvement de trains ayant passé de 77 à 103, c'est-à-dire accru de 44 %. Dans les postes de petite importance (et ils sont nombreux), les résultats sont encore plus caractéristiques ; au poste de l'Aubinière (bifurcation des lignes de La Flèche à Sablé et de La Flèche au Mans par La Suze), il n'y avait qu'un seul agent en 1913, pour un mouvement de 16 trains réguliers. Actuellement il faut deux agents pour un mouvement de 14 trains réguliers, soit moins d'un train par agent et par heure.

« Dans les services où le travail n'a pas le caractère d'intermittence qu'il offre dans les gares, la diminution du rendement dépasse encore, en proportion, la réduction des heures de travail.

« Naturellement, l'augmentation du personnel et la baisse du rendement ont eu pour conséquence une augmentation des dépenses de main-d'œuvre. Nous constatons que le montant total des traitements et salaires, charges comprises, a atteint :

- « En 1913, 806.000.000 francs, représentant 40,7 % des recettes ;
- « En 1920, 3.289.300.000 francs, soit 61 % des recettes ;
- « En 1921, 3.408.000.000 francs, soit 59 % des recettes.

« De cette augmentation, quelle part revient aux accroissements
« d'effectif ? Les réseaux ont, à ma demande, évalué directement les
« dépenses auxquelles aurait conduit, dans la situation actuelle de
« leurs établissements et dans les conditions actuelles du trafic,
« l'application du régime antérieur à 1919. Cette évaluation fait
« ressortir à 676 millions, pour les seuls agents dont nous nous
« occupons en ce moment, le supplément de dépense correspondant
« présentement au régime paritaire ; je trouve une suffisante confir-
« mation tout au moins de l'ordre de grandeur de cette estimation
« dans cette observation faite plus haut : que les 110.200 agents en
« excédent sur les 352.000 de l'effectif 1913 peuvent être considérés
« comme représentant, au minimum, le supplément rendu nécessaire
« par le nouveau régime. Si à cet effectif supplémentaire on applique
« le salaire moyen qui ressort, pour 1921, des indications numériques
« données plus haut, on arrive, pour l'ensemble du personnel, à
« une augmentation de 792 millions. »

Aussi, comme conclusion, le rapporteur demande une révision du régime de la durée du travail. C'est, selon lui, le seul moyen de combler le déficit des chemins de fer, lequel s'élève à plus de 1.200 millions ; une réduction des dividendes serait en effet, dit le rapporteur, comme une goutte d'eau, car leur total n'atteint pas 90 millions. Quant à une nouvelle majoration des tarifs, on n'y peut guère songer (1).

D'autre part, pour remédier à cette situation et assurer un service convenable, il aurait fallu prévoir au préalable l'acquisition et la mise en service de nouvelles machines, d'autant plus utiles que notre matériel se trouvait considérablement amoindri ; mais entre le vote de la loi et la date de son application, il était matériellement impossible de les construire. Aussi a-t-on dû acheter en France, et surtout à l'étranger, de nombreuses locomotives et faire des installations nouvelles. Ainsi l'augmentation des frais atteint-elle annuellement pour l'ensemble des réseaux 1.100 millions de francs, dont 800 millions environ représentant l'augmentation des frais de personnel et

(1) *Information Sociale* 1922, n° 6, 6 juillet.

300 millions représentant l'intérêt et l'amortissement du capital emprunté pour payer les installations nouvelles et les frais de matériel nécessités par cette augmentation de personnel.

D'où la nécessité où l'on a été d'augmenter les tarifs ; or, si cette majoration a eu sur l'augmentation du prix des objets une répercussion, elle n'est pas aussi importante que l'ont soutenu certains de ceux qui ont critiqué la loi ; mais elle n'en existe pas moins. En effet, lorsqu'on a prétendu que, par suite du régime des huit heures dans les chemins de fer, l'ensemble des produits était majoré d'un cinquième, puisque les frais de transport se trouvaient majorés d'un cinquième, on oubliait que les salaires ne sont qu'une faible partie des frais de transport qui eux-mêmes n'entrent que pour une faible part dans les prix de revient des produits. Néanmoins, il est certain que les Compagnies étant obligées d'augmenter les tarifs pour couvrir ces frais de main-d'œuvre supplémentaire, la loi de huit heures appliquée dans les chemins de fer a contribué au renchérissement des prix en même temps qu'elle raréfiait la main-d'œuvre dans les campagnes.

La nécessité dans laquelle les Compagnies étaient d'augmenter ainsi tout d'un coup leur personnel, a eu des conséquences multiples, car elles ont dû recruter un personnel qui n'était pas au courant du service, aussi le rendement horaire non seulement n'a pas augmenté, mais a diminué ; on a ainsi éternisé la crise des transports, née des nécessités de la guerre. De plus les périodes de stage des mécaniciens ont dû être réduites de trois ou quatre ans à quelques mois. Tout cela a contribué à augmenter le nombre des vols et accidents (122 tués et 1.164 blessés en 1920, au lieu de 61 tués et 412 blessés en 1913).

Ainsi, par suite de la manière étroite dont a été interprétée la loi du 23 Avril 1919, l'application des huit heures dans les chemins de fer a abouti à une diminution du rendement, à une augmentation du personnel et par suite à une élévation des prix des transports ; elle a, d'autre part, prolongé la crise des transports et a ainsi aggravé le malaise économique et contribué au renchérissement de la vie.

B) Marine marchande.

C'est par la loi du 2 Août 1919 et un règlement d'administration publique du 24 Février 1920 que le régime des huit heures a été

appliqué à la marine marchande. Si l'on a introduit ce nouveau régime à la marine marchande par une loi spéciale, c'est que les conditions mêmes de l'industrie des transports sont différentes de celles des autres branches de la production. En effet, pour la marine marchande, la plupart des différents arguments en faveur de la réduction de la journée de travail ne trouvaient pas leur application ; car que feront les marins pendant les heures de loisirs supplémentaires accordées par la nouvelle loi ? On ne peut pas parler ici du délassement familial. Mais ce qui place surtout la marine marchande dans une situation toute différente des autres branches de la production, c'est que celles-ci, quoique ayant toutes à lutter contre la concurrence des industries similaires de l'étranger, peuvent être protégées contre cette concurrence par une barrière douanière ; au contraire, pour les industries maritimes, on ne peut les protéger ainsi, c'est le régime de la libre concurrence qui joue pour elles, et par conséquent si l'on aggrave ses charges, on la met en état d'infériorité vis-à-vis des marines étrangères. Or, si l'on ne voulait pas mettre notre marine marchande dans un état d'infériorité manifeste vis-à-vis des autres nations, et par suite risquer d'amener la ruine de cette industrie si nécessaire pourtant à un pays qui a le deuxième empire colonial du monde, il fallait, même en introduisant le régime des huit heures dans les autres branches de l'industrie, ne l'introduire ici que si les autres nations, et notamment la Grande-Bretagne, appliquaient le régime des huit heures à leur marine commerciale. Aussi, lorsqu'on a introduit les huit heures dans la marine marchande, était-on persuadé que les autres nations allaient l'appliquer à leur marine dans un très bref délai. C'est ainsi que le Commissaire aux Transports Maritimes et à la Marine Marchande, M. Dupuy, parlant comme commissaire du gouvernement au Sénat, le 24 juillet 1919, croyait pouvoir dire que notre exemple allait être aussitôt suivi par les autres nations et considérait comme une impossibilité pratique que les huit heures ne fussent pas introduites dans les marines étrangères. Or, ce que M. Dupuy considérait comme le plus grand des hasards s'est produit : nous sommes le seul pays qui ait introduit les huit heures dans la marine marchande. En effet, la limitation à huit heures de la durée journalière du travail, malgré les efforts tant du Gouvernement français que des représentants des Syndicats ouvriers et des armateurs français, a été repoussée par les marines

marchandes étrangères à la Conférence internationale du travail de Gênes en 1920. L'Angleterre qui, à la conférence paritaire maritime internationale de Bruxelles en janvier 1921, avait promis de faire un essai loyal de l'application de la loi de huit heures sur neuf navires de types différents, n'a même pas voulu tenter cette expérience ; en effet, à la conférence paritaire internationale réunie à Stockholm les 11 et 12 août 1921, la Fédération internationale de l'armement estimait ne plus pouvoir tenter l'essai sur quelques navires en raison de l'aggravation de la crise que traversait la marine marchande. Tout récemment encore, au cours de la séance du 8 mars 1922 de la Commission Maritime Paritaire Internationale, réunie à Paris, le représentant de l'armement anglais, parlant au nom de tous ses collègues étrangers, a déclaré que « les huit heures » doivent être reléguées dans la liste des causes perdues. Il y a quelque chose de plus grand que nos aspirations, ce sont les circonstances économiques qui nous dominent et elles n'ont rien à voir avec les préoccupations humanitaires en ce moment-ci. Je suis extrêmement désappointé que l'expérience n'ait pas été tentée en Angleterre. A mon avis, elle aurait montré d'une façon indiscutable que le système de cette loi de huit heures est absolument impraticable à bord des navires. Nous avons assisté à une vaste expérience qui a été faite en France ; nous avons suivi ses résultats qui se sont traduits par un surcroît de dépenses pour la flotte de commerce française. Nous vivons dans un monde appauvri, et c'est ce monde qui vient nous dire : nous ne pouvons pas payer plus. La question des huit heures est une question définitivement classée. Peut-être dans un avenir lointain ou rapproché le monde viendra nous dire : nous pouvons payer plus ; mais pour le moment cet instant n'est pas encore venu ». De même à la Conférence Internationale des Gens de mer, qui avait pour objet l'internationalisation des huit heures et qui s'est réunie le 1^{er} août 1922, le délégué des marins anglais, M. Havelock Wilson, s'est nettement déclaré hostile, dans les circonstances actuelles, à l'introduction de la loi de huit heures dans la marine britannique, craignant que cette réforme n'accrût le chômage qui sévissait si durement dans la marine marchande anglaise. Ainsi donc, non seulement l'armement étranger, mais le prolétariat étranger refusait de faire le moindre effort pour internationaliser la loi des huit heures.

Dès lors, on ne peut pas s'étonner des conséquences qu'une stricte application du principe des huit heures devait amener dans notre marine marchande, puisque du fait de cette loi nous allions subir des charges énormes que les autres nations n'auraient pas à supporter. Quelles ont pu être ces charges et dans quelle mesure notre marine marchande s'est-elle ainsi trouvée handicapée dans la lutte économique par les marines étrangères ?

Les conséquences de l'application des huit heures à la marine marchande ont été d'autant plus graves que, ici peut-être encore plus que pour les autres branches de la production, c'est de la manière la plus stricte possible qu'on a appliqué le régime des huit heures, et que le décret du 24 Janvier 1920 manque de souplesse et est très critiquable, notamment en ce qu'il considère comme temps de travail. En effet, ce règlement d'administration publique stipule qu'« est considéré comme temps de travail effectif le temps pendant lequel le personnel embarqué est, par suite d'un ordre donné, à la disposition du capitaine hors des locaux qui lui servent d'habitation à bord » (article 1^{er}, paragraphe 6). Or, d'après tous ceux qui ont navigué, il est inadmissible d'assimiler à un travail d'atelier les longues périodes de veille ou d'attente, si fréquentes dans la vie du matelot ; en réalité, le travail à bord effectué sur le pont consiste en grande partie dans une obligation de présence sans manifestation positive d'activité.

Par suite de cette manière d'interpréter la loi de huit heures, la marine marchande française a subi de lourdes charges.

Or, cette industrie n'étant pas une industrie de production, la diminution des heures de travail ne pouvait être compensée par un rendement horaire supérieur, il fallait nécessairement augmenter l'effectif de l'équipage dans la proportion de la réduction des heures de travail, d'où les charges si lourdes qui ont pesé sur notre marine marchande. C'est ainsi que des vapeurs français qui, avant la loi, avaient six hommes de pont et deux officiers en dehors du capitaine, sont maintenant tenus d'avoir un effectif de neuf hommes et de trois officiers. Sur la plupart des cargos, l'augmentation du personnel a été de 35 %, soit une dépense additionnelle annuelle de 84 francs par tonne. M. Josse disait, au mois de juin 1922, à la Chambre des Députés que, « d'après une étude approfondie, il ressort que les charges annuelles résultant pour les armateurs de l'application de

« la loi s'élèvent en moyenne par jauge de tonne brute à 18 francs
« pour les paquebots caboteurs, 30 francs pour les voiliers longs
« courriers, 70 francs pour les cargos longs courriers, 166 francs
« pour les navires mixtes, 133 francs pour les paquebots longs cour-
« riers ». Quant aux vapeurs de charge, leur charge annuelle supplé-
mentaire varie de 15 à 80 francs par jauge de tonne brute suivant
qu'il s'agit de navires ayant le service des transports sous le régime
de la loi de 1907 ou de ceux ayant gardé le service des deux quarts.

Si l'on considère, par exemple, la situation de l'industrie de la
pêche maritime, on voit que les résultats de ce nouveau régime font
que le produit de la vente du poisson suffit à peine à couvrir les frais
et que ce sont maintenant les pêcheurs anglais qui apportent le
poisson dans nos ports de la Manche.

« L'expérience faite au cours des deux années qui viennent de
« s'écouler, dit M. Josse, est malheureusement concluante. On estime
« à 180 millions par an la charge totale que le mode d'application
« de la loi de huit heures fait peser sur le pavillon français. »

Du fait de ce funeste mode d'application, le taux du fret français
a augmenté dans de telles proportions que notre commerce ne peut
plus l'utiliser et nous sommes amenés en France à payer actuelle-
ment une somme approximative d'un milliard par an aux marines
marchandes étrangères.

La conséquence de cette lamentable situation, c'est que nos
sociétés de constructions navales n'ont plus de commandes, car les
armateurs trouvent que les prix sont prohibitifs et rendraient écono-
miquement inexploitable les navires qu'on leur construirait.

D'après un tableau qui figure dans la *Revue du Bureau Interna-
tional du Travail*, la durée du travail en mer est actuellement sur le
pont de 84 heures par semaine dans toutes les marines autres que
celle de la France où la durée correspondante n'est que de 56 heures,
dans lesquelles sont d'ailleurs comprises huit heures supplémentaires.
De même dans le service général, le nombre d'heures n'est que de 56
chez nous au lieu de 70 à 84, soit une moyenne de 77 heures, dans
les marines étrangères.

D'après le *Moniteur de la Flotte*, là où un cargo suffisait avant la
guerre pour transporter 6.000 tonnes de marchandises, il en faut
maintenant deux et 80 hommes d'équipage au lieu de 20.

Telles sont les conséquences de l'application du régime des huit

heures à notre marine marchande, conséquences dont la gravité est certaine et qui la mettent dans une situation très dangereuse, car les lourdes charges qui lui sont imposées et qui, d'après le Comité central des Armateurs de France, atteindraient plus de 177 millions de francs par an, risquent de compromettre à jamais son avenir et celui de notre riche empire colonial.

Ainsi donc, dans toutes les branches de la production, on aboutit aux mêmes conclusions : le rendement horaire de l'ouvrier n'ayant pas augmenté avec la diminution des heures de travail, il en est résulté une diminution de la production, car même si dans certaines branches de l'industrie on est arrivé à maintenir la même production en recrutant une main-d'œuvre plus abondante, par contre on n'a pu le faire qu'au détriment d'autres branches de la production et notamment de l'agriculture.

La diminution de la production a naturellement amené une hausse des prix, le nombre des produits offerts diminuant alors que la demande de ces produits restait la même. Cette hausse aurait eu lieu même si l'on n'avait pas maintenu le même salaire à l'ouvrier qui ne fournit plus un effort que pendant huit heures au lieu de dix ; mais l'obligation de l'article 2 de la loi du 23 Avril 1919 a eu pour conséquence de l'aggraver en augmentant le prix de revient.

Cette hausse des prix a elle-même entraîné une crise de sous-consommation, le consommateur restreignant sa consommation en face des prix élevés de tous les produits, et par suite il en est résulté une gêne dans la production dont les ouvriers ont été les premiers à subir le contre-coup par suite du chômage qui en est résulté.

On peut ainsi se rendre compte des conséquences de cette réforme. C'est pourquoi il nous paraît bien difficile de dire ce que la loi de huit heures a coûté à la France. En réalité, les répercussions d'une aussi brusque modification dans la réglementation de la durée du travail sont si multiples et si variées qu'une telle évaluation est impossible à faire. En effet, comment chiffrer exactement pour quelle part on est redevable à la loi de huit heures de la crise de la production dont nous souffrons ?

Certes, cette loi, comme nous venons de le voir, a pu amener l'arrêt de certaines industries, augmenter le coût de la vie, mais combien d'autres facteurs interviennent et s'entrecroisent dans ce

problème de la production ! C'est le cours des changes élevés qui oblige à acheter nos matières premières à des prix exorbitants, ce sont les commandes qui se ralentissent, etc... ; une foule de facteurs agissent concurremment, les uns contrebalançant les effets des autres ou au contraire les aggravant ; si l'on veut donc évaluer quelle est la part qui revient à l'un et à l'autre de ces facteurs dans la hausse des prix, on risque d'aboutir à des conclusions arbitraires et incertaines. C'est pourquoi nous nous bornerons à constater que l'introduction brusque des huit heures en France a certainement amené une diminution de la production, d'où une hausse des prix, et a ainsi contribué à aggraver la crise économique due à d'autres facteurs qui ont joué ici un rôle peut-être plus important, de sorte que, même sans cette loi, notre situation économique ne serait probablement pas encore redevenue normale ; mais néanmoins on doit condamner ce régime qui a, quoi qu'on dise, et les faits le prouvent, contribué à éterniser la situation économique née de la guerre.

SECTION II. — Les Conséquences sociales de l'application des huit heures

Si l'application de la loi des huit heures a eu de fâcheux résultats au point de vue économique, tout au moins pouvait-on espérer qu'au point de vue social on n'aurait qu'à se louer d'avoir introduit une réforme qui devait amener une véritable transformation de la situation de la classe laborieuse. En effet, lorsque les partisans de l'introduction des huit heures en France prétendaient qu'il n'en résulterait aucune diminution de la production, plusieurs d'entre eux étaient peut-être sincères en croyant que dans certaines branches de la production l'ouvrier arriverait à un rendement horaire plus grand ou que dans d'autres cas on pourrait y remédier par une amélioration de l'outillage ; mais ils devaient cependant bien se douter que d'une part l'ouvrier ne serait nullement poussé à produire plus s'il n'y trouvait pas un intérêt pécuniaire et que d'autre part il était bien difficile de demander au perfectionnement du machinisme de compenser cette diminution brusque des heures de travail. C'est qu'en réalité ce n'est que grâce à l'amélioration de l'outillage et à une meilleure organisation du travail que l'on peut arriver à diminuer la durée du travail sans qu'il en résulte une diminution de la production. Or, en prétendant commencer par diminuer les heures de travail, puis remédier à la diminution de la production causée par cette réforme par un meilleur outillage, on intervertissait les données du problème et dès lors on ne pouvait aboutir à une solution satisfaisante ; car cette amélioration de l'outillage est due à des causes multiples, à des découvertes qui font progresser plus ou moins vite le machinisme ; il était donc quelque peu téméraire de prétendre contrebalancer les effets économiques de l'application des huit heures par une amélioration du machinisme sans se préoccuper si des recherches et des découvertes récentes permettaient cette amélioration.

Par contre, lorsque les défenseurs des huit heures montraient tous les avantages que cette réforme devait procurer aux ouvriers, ils étaient

convaincus que là, au moins, ces avantages étaient certains. C'est pourquoi, même s'il devait en résulter une diminution de la production, il semblait qu'on ne devait pas hésiter à introduire la journée de huit heures pour améliorer la situation de l'ouvrier. On espérait ainsi qu'il jouirait de plus de bien-être et serait par suite beaucoup plus heureux qu'autrefois.

Or, quel a été le résultat de l'introduction des huit heures ? Toutes les belles promesses ont-elles été réalisées ? La situation de l'ouvrier s'est-elle véritablement modifiée ?

En réalité, lorsqu'on examine la situation actuelle de la classe laborieuse, on ne voit pas que cette diminution des heures de travail ait considérablement amélioré son sort.

En effet, pour que ces heures de repos supplémentaires accordées ainsi à l'ouvrier lui fussent véritablement profitables, il fallait que parallèlement on développât les mesures qui lui permettraient de s'occuper sainement, tant au point de vue moral que physique, afin que ce repos ne fût pas plus dangereux pour lui que des heures de travail. Or, si dans la loi on ne s'occupe pas de cette question pourtant si importante de l'utilisation des loisirs de l'ouvrier, néanmoins on voyait bien, au moment de sa rédaction, combien elle était primordiale. C'est ainsi que M. Ribot, président de la Commission sénatoriale, a insisté sur ce point au cours de la discussion sur la loi du 23 Avril 1919 au Sénat (séance du 23 avril). « Nous ne pouvons, » disait-il, assister impassibles à cette diminution des heures de travail et croire que notre besogne est ainsi terminée. Il nous faudra multiplier pour les ouvriers qui ont des loisirs le moyen de ne pas les dépenser dans une oisiveté contraire à leur santé et à leur vie. Il faudra multiplier les moyens d'éducation, les mettre à leur portée. Il faudra surtout faire un effort plus énergique encore au lendemain de cette loi pour améliorer le logement des ouvriers en France ». Le Ministre du Travail reconnaissait lui aussi l'utilité de cette organisation des loisirs de l'ouvrier ; car dans sa circulaire du 27 mai 1919 relative à l'application de la loi du 23 Avril 1919 sur la journée de huit heures, adressée aux préfets et aux inspecteurs divisionnaires du travail (1), il consacrait, quoique la loi n'en parle pas, la dernière partie de sa circulaire à la question

(1) *Journal officiel* du 28 mai 1919.

des loisirs de l'ouvrier et disait que le service de l'inspection du travail devra appeler l'attention des organisations ouvrières et patronales sur les moyens qu'elles peuvent avoir d'assurer le meilleur emploi des loisirs du personnel. Puis il citait quelques-uns de ces moyens : création de cours à l'usage des apprentis de la profession et dans certains cas, pour les adultes, l'installation de salles de lecture ou de bibliothèques, des encouragements aux jardins ouvriers, la création de terrains de jeux, etc. ; et enfin, il demandait aux Inspecteurs du travail de suivre attentivement ces initiatives prises par les employeurs pour être citées en exemple et de les lui signaler. C'est ainsi que l'on pourra faire produire à la loi nouvelle tous ses bons effets.

Or, dans quelle mesure ce programme a-t-il été réalisé ? Pour s'en rendre compte, il suffit de se reporter aux résultats de l'enquête faite par le Ministère du Travail. En effet, lorsque dans une industrie on prenait quelque initiative de ce genre, l'Inspecteur du travail de la région le signalait au Ministre.

Dans cette enquête (1), on trouve une longue liste d'établissements tant industriels que commerciaux dont certains sont importants et groupent plusieurs milliers d'ouvriers et employés, tels que la Société Peugeot, les établissements Thoumyre fils à Arques-la-Bataille, la Société des Ateliers et Chantiers de la Seine Maritime à Trait (Seine-Inférieure), la Société des Forges et Aciéries du Nord et de l'Est à Trith-Saint-Léger, les établissements Lemire à Ivry-sur-Seine, la maison Michelin, la maison Bergougnan, les Etablissements Réunis, la Société de Tréfilerie et Laminoirs du Havre, les établissements Renault, les établissements Wendel et C^{ie} à Jœuf (Meurthe-et-Moselle), la Société des Aciéries de Longwy, la Société des Hauts-Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson, etc. ; de grands magasins parisiens, tels que le Printemps, le Louvre, les Galeries Lafayette, les établissements Dufayel, les Trois Quartiers, etc... Dans tous ces établissements, on a réalisé un programme plus ou moins complet d'utilisation des loisirs de l'ouvrier. C'est, tout d'abord dans un but d'éducation professionnelle, des cours d'apprentissage ou même des cours d'adultes qui ont été créés ; c'est ensuite, dans le but d'occuper les loisirs de

(1) Voir *Bulletin de l'Office du Travail*, années 1920, 1921 et 1922.

l'ouvrier, des distractions d'ordre intellectuel (salles de lecture, bibliothèques, conférences) ou d'ordre physique (création de sociétés sportives avec des terrains de jeu de football, des pistes de course à pied, des courts de tennis, des piscines, des douches, des engins de gymnastique et quelquefois des moniteurs spéciaux), et même d'ordre artistique (théâtres, cinémas, salles de concerts, sociétés musicales) ; c'est aussi, afin de développer chez l'ouvrier le goût de la vie de famille, la création de cités ouvrières avec des maisons gaies et propres et de jardins ouvriers avec des concours et des prix pour les jardins les mieux entretenus. Il semble même que, parmi toutes les mesures qui ont été prises par les établissements industriels et commerciaux pour assurer la meilleure utilisation possible de ces loisirs, la création de jardins tient un peu partout une des premières places (1).

Ce mouvement en faveur de la création de jardins ouvriers était d'ailleurs bien antérieur à l'introduction du régime des huit heures. C'est ainsi que dans certaines régions les efforts faits par les industriels dans cet ordre d'idées sont très anciens, par exemple à Montluçon depuis 1860, et surtout depuis 1900 dans les principales entreprises industrielles telles que la Compagnie de Saint-Gobain et la Société Dunlop.

De même les Compagnies houillères s'établissant loin des villes et disposant de vastes terrains construisirent des maisons avec jardins bien avant la guerre. Beaucoup d'industries qui s'installèrent à la campagne suivirent cet exemple.

Mais si, en 1900, à la suite de la loi réduisant la durée du travail à dix heures on constate une plus grande extension des jardins ouvriers, c'est surtout depuis la mise en vigueur de la loi du 23 Avril 1919 sur la journée de huit heures que les jardins ouvriers semblent prendre une extension considérable. Pour s'en rendre compte, il suffit de comparer le nombre des jardins ouvriers existant avant cette loi et le nombre de ceux qui ont été créés depuis.

Dans les Compagnies houillères, par exemple, lorsque sera achevée la reconstitution des mines sinistrées, le nombre des jardins ouvriers aura augmenté de 60 à 80 % par rapport à 1914 ; leur superficie aura presque doublé.

(1) Voir *Bulletin du Ministère du Travail*, année 1922, n^{os} de juillet, août, septembre, octobre, novembre, décembre.

En effet, ce sont tout d'abord les houillères non envahies qui ont augmenté le nombre des jardins ouvriers dans une proportion considérable, puisque de 1914 à 1922 la Compagnie Bruay portait le total de ses jardins ouvriers de 3.117 à 6.700 ; la Compagnie de Blanzy, de 1.518 à 2.500 ; les Charbonnages des Bouches-du-Rhône, de 29 à 215 ; la Compagnie de la Grand'Combe, de 410 à 770 ; la Société de Carmaux, de 91 à 250 ; la Société de la Roche-la-Molière, de 334 à 400 ; la Société des Mines d'Albi, de 100 à 336, etc.

Mais ce même mouvement se manifeste aussi dans les entreprises houillères du Nord et du Pas-de-Calais ; lorsque sera terminée l'œuvre de reconstruction, le nombre des jardins ouvriers dépassera celui de 1914. La Compagnie des mines de Lens qui, en 1914, mettait à la disposition de ses ouvriers 4.043 jardins, en aura 5.000 auxquels il faut ajouter 2.000 « carreaux de terre » situés à quelque distance des coronas ou agglomérations ouvrières ; la Compagnie d'Anzin, qui disposait de 3.789 jardins en 1914, en a 8.485 en 1922 ; la Compagnie des mines d'Ostricourt passe de 801 jardins en 1914 à 1.050 en 1922.

Ce sont aussi les entreprises industrielles autres que les houillères qui, à la suite du régime des huit heures, augmentent le nombre des jardins ouvriers. D'une enquête faite par le Ministère du Travail et portant sur 89 établissements de la grande industrie, il résultait que pour ces établissements il y avait un total de 16.876 jardins, soit une moyenne de 187 par établissement. Dans ce nombre, 6.839 ont été créés depuis 1914, soit une augmentation de 68 %.

Ce sont enfin les œuvres des jardins ouvriers, qui se sont développées considérablement puisque la Ligue française du coin de terre et du foyer, fondée en 1897 à Hazebrouck, par l'abbé Lemire et groupant la plupart des sociétés et œuvres des jardins ouvriers, qui en 1897 ne comptait que 655 jardins et en 1912 17.825, en comptait 47.375 en 1920 et 50.000 environ en 1922. Au siège de cette ligue on déclare que depuis l'application de la semaine anglaise et de la journée de huit heures les demandes de jardins se multiplient considérablement.

En résumé, pour les entreprises ou œuvres comprises dans l'enquête du Ministère du Travail, le total des jardins en culture en 1922 est de 160.000 environ, dont 72.000 ont été créés depuis 1919, soit une augmentation de 80 %.

Ainsi les diverses initiatives qui se sont employées pour inciter

l'ouvrier à chercher dans la pratique du jardinage une utilisation saine et lucrative des loisirs que lui laisse la journée de huit heures ont été largement couronnées de succès, d'autant plus que cette enquête n'a porté que sur les jardins loués ou concédés gratuitement à leur personnel par des entreprises industrielles ou des œuvres. Pour avoir une idée plus complète des progrès qui se sont manifestés dans ce domaine, il faudrait donc tenir compte des jardins acquis ou loués directement par les ouvriers. Aucune statistique n'existe à ce sujet, mais il ne paraît pas douteux que là aussi la progression a été sensible ; c'est ce qui ressort de l'enquête faite par le Ministère du Travail sur l'exode vers les banlieues des ouvriers des grandes villes.

On ne peut donc que se féliciter des résultats heureux que l'introduction des huit heures a eus sur l'essor des jardins ouvriers, car il n'était pas de meilleure utilisation des loisirs de l'ouvrier. Si, en effet, les apprentis et les jeunes ouvriers pouvaient être attirés par les exercices sportifs ou les récréations artistiques et par les cours professionnels, pour l'ouvrier adulte il eût été difficile de changer ses habitudes ; aussi ce qu'il fallait surtout développer chez ce dernier, c'était le goût de la vie de famille. Or, aucune autre institution ne pouvait mieux répondre à ce but, d'autant plus que tout en étant un exercice de plein air agréable et sain, la culture d'un jardin constitue en même temps un travail d'un rendement non négligeable.

Les industriels qui ont fait un effort dans ce sens se montrent d'ailleurs pleinement satisfaits des résultats obtenus.

C'est ainsi que la Direction des Filatures de l'Est, à Lunéville, constate « que les ouvriers cultivent leurs jardins avec goût et leur « consacrent la plus grande partie de leurs loisirs. La fréquentation « des débits de boissons a, par suite, sensiblement diminué ».

De même aux Aciéries d'Outreau, la Direction dit que « le nombre « de demandes augmente de jour en jour ». La Direction enregistre « avec plaisir le bon effet de cette institution ».

C'est aussi la Direction des établissements Solvay, à Dombasle, qui déclare que « la location de terrains (jardins et prés) à des « conditions très avantageuses a un gros succès auprès des ouvriers. « L'influence de ce régime est certaine en faveur de l'ouvrier au « point de vue de la fréquentation des débits de boissons en particu- « lier. Tous nos ouvriers sont économes et il n'y en a qu'une faible « proportion qui soient clients des cafés ».

De même les Directions des établissements Dietrich à Lunéville, des établissements Schneider à Londe-les-Maures (Var), des fabriques de chaussures Léon Vidal à Toulouse, des Hauts Fourneaux de Chasse (Isère), des usines métallurgiques de Rinxent-Marquise, des Aciéries de Calais, des établissements Lœderich fils, etc..., se félicitent des heureux résultats de cette extension des jardins ouvriers.

Mais si tous ces résultats obtenus tant au point de vue du développement des cours professionnels ou d'apprentissage, des distractions d'ordre sportif ou artistique que du développement des cités et jardins ouvriers sont excellents à de nombreux points de vue, ils sont encore insuffisants. S'ils écartent en effet les dangers de l'alcoolisme, les jeunes gens préférant, leur journée finie, s'adonner aux sports plutôt que de s'enfermer au cabaret ; s'ils amènent un rapprochement entre patrons et ouvriers et attachent davantage ces derniers à l'usine qui les emploie ; s'ils développent chez l'ouvrier le goût de la vie de famille, par contre, pour que ces résultats soient vraiment efficaces, il faudrait que les diverses mesures que nous venons de voir soient généralisées à tous les travailleurs. Or, quelque longue que soit la liste des établissements qui ont ainsi organisé l'utilisation des loisirs de leurs ouvriers, elle est loin d'englober toutes les entreprises ; bien plus nombreux sont encore les établissements qui n'ont pas organisé des distractions saines pour occuper les heures de repos de leur personnel. Ce qui a été fait dans cet ordre d'idées est encore bien peu de chose à côté de ce qui reste à faire. Certes, de telles initiatives sont excellentes, ce sont des exemples que toutes les entreprises devraient suivre, mais en fait, on est bien obligé de reconnaître que pour la majorité des salariés, rien n'a encore été fait pour assurer l'utilisation de leurs loisirs. Dès lors, on est loin d'avoir fait produire à la loi tous ses bons effets.

Si, même à ce point de vue, les résultats ne sont pas ce qu'on pouvait espérer, c'est que les huit heures étant adoptées si brusquement, il était bien difficile d'introduire d'une manière aussi rapide des moyens d'utilisation des loisirs. En effet, les huit heures apportaient déjà une telle perturbation dans l'organisation du travail et dans la production, que l'on ne pouvait guère penser à la question des loisirs de l'ouvrier. Aussi, ce n'est que lentement, un établissement suivant l'exemple d'un autre, qu'il était possible d'espérer voir s'organiser ces divers moyens d'utilisation des loisirs

de l'ouvrier. De plus, de même que l'on ne pouvait modifier tout d'un coup l'outillage, de même on ne pouvait changer tout d'un coup les mœurs et les habitudes ouvrières ; pour développer ces divers moyens d'occupation des loisirs, il fallait, en même temps, que l'ouvrier modifiât ses habitudes, qu'il prît goût aux distractions tant intellectuelles que sportives ; c'était toute une éducation à faire ; or, c'est une œuvre de longue haleine, qui ne peut se faire brusquement. De même, pour développer chez l'ouvrier le goût de la vie de famille, il faut pouvoir le loger dans des maisons confortables et gaies, dans lesquelles il aura plaisir à rentrer, sitôt son travail fini. Or, si dans de nombreux endroits on a construit des cités ouvrières répondant pleinement à ce but, combien d'ouvriers vivent encore dans de véritables taudis !

Dès lors, il n'est pas étonnant que, là aussi, on n'ait pas obtenu encore tous les résultats désirés ; c'est que, pour aboutir à une solution satisfaisante, il aurait fallu pouvoir commencer par organiser les loisirs de l'ouvrier, avant de les lui accorder.

Ainsi donc, le plus souvent, cette réduction de la journée du travail n'a pas amené un changement bien profond dans la vie de l'ouvrier. Néanmoins, on ne pourrait que se féliciter d'avoir introduit un tel régime, s'il n'avait eu, vis-à-vis de la classe ouvrière, que les conséquences heureuses que nous venons de voir. Mais il est loin d'en être ainsi, car, en revanche, cette diminution des heures de travail n'a-t-elle pas été sans aucune conséquence sur le salaire de l'ouvrier ? N'a-t-elle pas entraîné une baisse du salaire et, par suite, nui à ceux-là mêmes qui devaient y trouver tant d'avantages ?

L'application de la journée de huit heures a eu pour conséquence d'amener une diminution de la production et une hausse des prix. Or, est-ce que le salaire de l'ouvrier ne va pas en subir le contre-coup ? Certes, de par l'article 2 de la loi du 23 Avril 1919, on a maintenu à l'ouvrier le même salaire que lorsqu'il travaillait dix ou douze heures, ce qui d'ailleurs a contribué à accroître cette hausse ; mais en réalité l'ouvrier touchant le même salaire a dû, pour obtenir le même objet qu'autrefois, donner une plus grande partie de ce salaire, de sorte qu'en ayant le même salaire, il ne pouvait se procurer autant de choses qu'avant ; c'est-à-dire que si, par suite de l'article 2, le salaire nominal de l'ouvrier est resté le même, son

salaire réel, comme conséquence de la hausse du coût de la vie due à l'application des huit heures, est moins élevé qu'autrefois. Ainsi, la loi de huit heures a abouti à une baisse des salaires dans la mesure où elle a contribué à augmenter le coût de la vie et cela malgré l'article 2. A l'enquête faite par M. Robert Veyssié, l'Union des Industries Métallurgiques et Minières répondait sur cette question des répercussions de la loi de huit heures sur le salaire de l'ouvrier :

« La loi de huit heures, en établissant arbitrairement que l'ouvrier
« conserverait pour son travail de huit heures le salaire qu'il gagnait
« en dix ou douze heures, c'est-à-dire pour une production plus
« grande, a méconnu le libre jeu des lois économiques qui ont réagi
« de la façon suivante :

« Les prix de revient industriels ont été majorés. Simultanément,
« quoique la durée du travail n'ait pas été réduite dans l'agriculture,
« les produits agricoles ont été frappés eux aussi d'une certaine
« hausse due à différentes causes, comme l'augmentation des prix
« du matériel industriel nécessaire à la culture, la hausse des frais
« de transports, et surtout l'accroissement des salaires que l'agri-
« culture a dû consentir pour retenir ses ouvriers appelés vers les
« chemins de fer et l'industrie par des conditions de travail plus
« avantageuses. En même temps, les produits fabriqués ont été
« raréfiés sur le marché, tandis que d'autre part les ouvriers connais-
« saient avec des loisirs plus longs de plus abondantes occasions de
« dépenses, de sorte que la loi de l'offre et de la demande jouait par
« ses deux termes dans le même sens, celui du renchérissement.

« Il est résulté de ces diverses causes une hausse de l'ensemble des
« produits, de sorte que l'ouvrier possesseur de la même somme
« d'argent que sous le régime des dix heures a vu en réalité, et
« malgré la précaution prise par le législateur de lui maintenir
« son salaire, diminuer sa puissance d'achat.

« Ce phénomène a eu nécessairement pour résultat une augmen-
« tation du salaire journalier, de telle sorte que l'ouvrier s'est trouvé
« gagner pour huit heures de travail plus qu'il ne gagnait autrefois
« pour dix ou douze heures. La conséquence en a été une nouvelle
« majoration des prix de revient industriels ; ce renchérissement a
« eu à son tour une nouvelle répercussion sur le coût de la vie et le
« niveau des salaires, et l'on comprend comment, de proche en

« proche, le coût de la vie et le niveau des salaires s'élevèrent progressivement. »

C'est pourquoi, malgré cette précaution prise par le législateur, le salaire réel de l'ouvrier se trouve être inférieur à ce qu'il était avant cette réduction des heures de travail, et cela parce qu'une telle réforme qui aboutit à une diminution de la production doit nécessairement amener une baisse des salaires réels, car le taux des salaires varie avec la productivité du travail, et, si l'on veut essayer d'aller à l'encontre des lois économiques et de maintenir artificiellement un taux de salaire ne correspondant plus aux conditions de la production, on ne fait que rendre plus difficile encore le passage à une courte journée de travail ; on aggrave la situation économique et on amène une hausse du coût de la vie atteignant principalement l'ouvrier qui se trouve ainsi, tout en ayant un salaire nominal peut-être supérieur, avoir un salaire réel inférieur.

D'ailleurs, si cet article 2 a été impuissant à maintenir à l'ouvrier son salaire antérieur, il est bien évident que n'ayant qu'un effet transitoire et ne pouvant plus intervenir dans les conventions passées postérieurement, lorsque cet article n'a plus eu ainsi aucun effet, le taux du salaire de l'ouvrier, soumis dès lors uniquement au libre jeu des lois économiques, devait baisser puisque la production de l'ouvrier a baissé. Mais il semble pourtant que la rémunération du travail étant fixée par la loi de l'offre et de la demande, l'offre de force travail se trouvant diminuée par la réduction des heures de travail, il doive en résulter une hausse du taux du salaire, et, d'autre part, les employeurs ayant besoin de plus de main-d'œuvre pour maintenir la même production, la concurrence entre employeurs va contribuer aussi à amener une hausse des salaires. Et ainsi, par le simple jeu des lois économiques, l'ouvrier aura le même salaire ou même un salaire supérieur grâce à cette diminution de la durée du travail. Mais en réalité, on ne peut pas envisager le problème des salaires indépendamment de celui de la production, il y est intimement lié et ce n'est que par un accroissement de la production que le salaire pourra hausser. Or, cette loi aboutit à une hausse des prix qui a nécessairement sa répercussion sur la demande des produits, de sorte que celle-ci se ralentissant en face des prix de vente que le producteur est obligé de demander pour couvrir son prix de revient, le producteur ne peut plus écouler ses produits ; cette crise de consom-

mation aboutit ainsi à une crise économique ; les chefs d'entreprises ne pouvant plus produire à un prix de revient suffisamment bas pour trouver des acheteurs, il y a déséquilibre entre l'offre et la demande de produits, et les producteurs, pour ne pas vendre à perte, doivent limiter leur production ou tâcher de produire à un prix de revient inférieur, et pour cela compresser le plus possible les différents éléments du prix de revient et parmi eux le salaire. Ainsi le résultat de cette réforme sera d'amener soit l'arrêt ou le ralentissement de l'entreprise, comme c'est le cas pour une usine de Montherhouse dans les Vosges, d'où le chômage pour les ouvriers, soit une compression des prix de revient, d'où une baisse des salaires, baisse qui s'est en fait manifestée ces temps derniers dans plusieurs branches de la production, comme dans l'industrie métallurgique du Havre au mois d'août 1922, où l'on a assisté à une diminution des salaires qui a entraîné une grève importante et de graves troubles. C'est ce que dit aussi M. André François-Poncet (1) : « Vous, me

« demandez si la pratique de la loi de huit heures a amélioré la

« condition matérielle et morale des travailleurs. Je vous réponds

« que non, et je songe précisément à la baisse des salaires qu'elle

« a entraînée, qu'elle devait entraîner. La loi de huit heures est le

« type de ces mesures improvisées prises en faveur, soi-disant, de la

« classe ouvrière et qui se retournent contre elle, en fin de compte.

« En réduisant brutalement la durée du travail, on a réduit du

« même coup la production, c'est-à-dire la somme des biens mis à

« la disposition de la collectivité. La part de chacun s'est trouvée

« nécessairement diminuée, et cette diminution s'est bientôt traduite

« pour les ouvriers par une régression des salaires. Même sans la loi

« de huit heures, dans la France appauvrie par la guerre, malgré la

« hausse nominale des prix, des traitements et des salaires, le niveau

« moyen de vie, par rapport à l'avant-guerre, devait nécessairement

« baisser ; la réduction du temps de travail est venue abaisser encore

« ce niveau.

« Il eût fallu redoubler d'efforts pour reconstituer rapidement les

« richesses détruites ou gaspillées pendant quatre années de guerre.

« C'est le contraire qu'on a fait. Puisque l'ouvrier produit moins

« aujourd'hui qu'en 1914, il faut qu'il se résigne à consommer

« moins. »

(1) R. Veyssié. Op. cit., page 64.

L'introduction des huit heures, quand elle n'a pas abouti à réduire les ouvriers au chômage par suite de l'arrêt des entreprises qui les employaient, a eu pour résultat une baisse des salaires, de sorte que si l'ouvrier jouit de plus longs repos ces heures supplémentaires de loisirs, il les doit à une diminution de son salaire. Dès lors, il est bien difficile de voir quels avantages réels cette diminution des heures de travail lui a procurés. En effet, là où l'ouvrier peut fournir sans aucun danger pour sa santé un effort de plus de huit heures, ne sera-t-il pas plus heureux en fournissant cet effort plus grand si, grâce à cela, il a un salaire plus élevé par suite duquel il pourra jouir d'un bien-être plus grand, mieux se loger, mieux se nourrir, mieux se vêtir. Et cela est si vrai que nombreux sont les ouvriers qui accepteraient volontiers de faire plus de huit heures de travail afin de voir leur situation matérielle s'améliorer. C'est ainsi que beaucoup d'entre eux, ne pouvant travailler plus de huit heures chez le même patron, vont, leur journée finie, chercher de l'ouvrage chez un autre. C'est qu'en effet le seul moyen d'éviter cette tendance à une baisse des salaires est justement de travailler plus de huit heures par jour, et il arrive bien souvent que les patrons, pour éviter à leurs ouvriers une baisse des salaires, leur proposent de faire des heures supplémentaires. Ainsi, à l'entrevue de Douai du 7 juin 1922, la délégation patronale proposait aux ouvriers des mines une heure supplémentaire de travail qui permettrait de maintenir le même salaire. Mais les syndicats ouvriers refusèrent toute dérogation à la loi Durafour et la question de la réduction du salaire fut ajournée pour quelque temps. De même actuellement, en face de la nouvelle hausse du coût de la vie à laquelle nous assistons, le meilleur moyen de faire droit aux réclamations des ouvriers demandant une majoration des salaires serait qu'ils consentent à faire quelques heures supplémentaires, ce qui permettrait d'augmenter leur salaire sans que cette mesure amène à son tour une nouvelle majoration des prix.

Quant aux résultats heureux d'une telle réforme sur le chômage, nous avons vu quelle erreur on commettait en croyant qu'en limitant les heures de travail les chômeurs trouveraient de l'ouvrage. Or, les faits ont démontré combien un tel raisonnement était erroné. En effet, l'application des huit heures amenant un ralentissement de la production, loin de diminuer le chômage, l'a accru, car tandis que certaines usines durent fermer leurs portes, d'autres furent obligées

de limiter leur production, et par suite de licencier un certain nombre de leurs ouvriers. C'est ainsi que M. Ch. Lamy, président de la Chambre de Commerce de Limoges, dit : « A toute tentative d'obtenir
« une meilleure production, on a déjà objecté de certain côté, et l'on
« ne manquera pas de l'objecter encore : « Vous prétendez augmenter
« la durée du travail, alors qu'il y a surproduction, témoin le chô-
« mage ? » Mais nous tournons ici dans un cercle vicieux. Oui, il y
« a crise ; oui, il y a parfois mévente et chômage, mais cela provient
« précisément de ce que les prix de revient ont été démesurément
« accrus par la réduction des heures de travail, par l'augmentation
« des salaires et l'insuffisance de production qui en ont découlé, et
« que cette hausse inévitable a paralysé les affaires. Si paradoxal que
« cela puisse paraître à première vue, moins on fera d'heures de
« travail, et plus il y aura de chômeurs, parce que tout sera plus
« cher et moins on vendra ».

D'autre part, l'introduction des huit heures a-t-elle eu, comme on le prétendait, un effet salubre au point de vue de la paix sociale ? En est-il résulté, comme on l'espérait, une ère de concorde entre employeurs et salariés ? Y a-t-il eu vraiment une diminution de grèves ? Les faits semblent contraires à de telles espérances ; dans la plupart des branches de la production, au lendemain même de la promulgation de la loi, les grèves ou menaces de grèves se sont multipliées. Certaines ont même eu une importance considérable et des grèves telles que celle du Havre, au mois d'août dernier, dans la métallurgie, provoquée par la nécessité dans laquelle étaient les industriels de baisser les salaires de 10 %, ne sont-elles pas, au contraire, dues indirectement à cette réduction des heures de travail, qui est une des causes de la crise économique ? Ainsi donc, là encore, la loi semble être loin d'avoir atteint son but : on voulait faire une loi d'apaisement social et, loin d'avoir supprimé les conflits entre employeurs et employés, on a peut-être contribué, pour une part, à créer une situation favorable à l'éclosion de ces conflits.

Les résultats d'une expérience de près de quatre années semblent donc bien être conformes à ce qu'une étude sincère du principe même des huit heures faisait apparaître. Au point de vue économique, nous avons été amenés à conclure qu'il ne pouvait en résulter qu'une diminution de la production, d'où une hausse des prix, et une crise

économique. Or, tel a été le résultat de l'application stricte des huit heures qui a entravé considérablement l'essor de la production nationale. Certes, il était difficile d'essayer d'établir dans quelle mesure cette réforme a ainsi nui à la production, car surtout dans cette période d'après-guerre nombreux sont les facteurs qui ont contribué à aggraver la crise économique, conséquence même de la guerre : au lendemain d'une lutte aussi intense dans laquelle il avait fallu mobiliser toutes les forces de la nation, il est évident que l'on ne pouvait pas revenir tout d'un coup à une production normale ; il fallait restaurer les usines dévastées, réinstaller les usines transformées pour les fabrications de guerre, tâcher aussi de compenser les pertes de main-d'œuvre causées par la guerre en demandant un effort plus grand à ceux qui revenaient. Si l'on avait agi ainsi, si l'on avait compris qu'on ne pouvait rétablir autrement la situation économique de la France, il est cependant bien certain que ce n'est que lentement que nous aurions pu arriver à relever la production nationale. Aussi est-il regrettable qu'alors que notre intérêt à tous était de faire cet effort plus grand, on ait au contraire, par cette mesure faite à contre-temps, diminué la production nationale. Assurément, l'introduction des huit heures n'est pas la seule cause de la diminution de la production ; elle est due aussi en grande partie au cours des changes, qui, atteignant des chiffres inconnus jusqu'alors, amène une hausse des matières premières que nos industriels doivent acheter à l'étranger, et les oblige à vendre à des prix si élevés que les acheteurs s'abstiennent ; elle est due aussi à la crise des transports et à la pénurie de combustibles. Mais alors même que ces difficultés, dont certaines ont du reste été créées en partie par la journée de huit heures, n'existeraient pas, il est néanmoins certain qu'il y aurait eu une diminution de la production du fait même de la réduction des heures de travail.

Or, une mesure qui, comme l'introduction des huit heures, est contraire à l'intérêt général, peut-elle être véritablement conforme aux intérêts de la classe laborieuse ? Est-ce que vraiment on pouvait croire que la vie de l'ouvrier allait ainsi devenir tout à coup beaucoup plus douce et plus agréable ? Du moment que cette réforme amenait une diminution de la production, elle ne pouvait modifier la situation de l'ouvrier, si ce n'est dans le sens opposé à celui qu'on espérait. Et les résultats de cette expérience semblent bien être, là

aussi, conformes à ce qu'un examen sincère de la question devait montrer. C'est qu'en effet l'intérêt de l'ouvrier et l'intérêt général se confondent ; ce n'est qu'en augmentant la production qu'on peut augmenter la part de chacun. Aussi, la diminution des heures de travail amenant une diminution de la production n'a pu avoir pour conséquence que de diminuer la part de tous, ouvriers comme patrons. Si donc l'ouvrier jouit ainsi de plus longs repos, est-il vraiment plus heureux si ces heures supplémentaires de liberté il les doit à une diminution de sa rémunération ? Or ce sont bien là les résultats de l'application de la journée de huit heures. C'est pourquoi l'ouvrier travailleur et sérieux qui cherche avant tout à accroître son bien-être et celui de sa famille, est obligé pour pouvoir le faire de chercher de l'ouvrage en dehors de son travail habituel ; et ce serait une erreur de croire que ces ouvriers sont l'intime minorité ; ils sont, au contraire, nombreux ceux qui acceptent de travailler plus de huit heures par jour.

Ainsi les résultats de cette application de la loi de huit heures, qui ne peut être considérée comme une demi-expérience (car c'est bien d'une véritable expérience qu'il s'agit puisque l'on a loyalement et strictement appliqué le principe de huit heures de travail par jour) semblent condamner le principe lui-même. Certes, le moment était mal choisi ; mais les conséquences fâcheuses auxquelles on a abouti auraient pu être moins visibles, si l'on avait appliqué ce principe dans une période normale ; elles se seraient cependant produites, et du moins il eût été alors plus facile de voir exactement ce que cette diminution des heures de travail coûtait au pays, car les diverses autres causes aggravant la situation économique de la France n'auraient pas existé.

De même on aurait pu apporter des atténuations en n'introduisant que par étapes le régime des huit heures, on évitait ainsi d'amener ou d'aggraver une crise économique, ce qui eût déjà été un grand avantage, mais les conséquences du principe seraient restées les mêmes : en huit heures l'ouvrier produisant moins qu'en dix, il en résultait une diminution de la production d'où pour l'ouvrier un salaire moins élevé. Certes, on aurait peut-être alors pu y remédier par une amélioration de l'outillage ; le salaire de l'ouvrier serait resté le même, mais il n'en est pas moins vrai que sans la diminution des heures de travail, ces perfectionnements de l'outillage auraient pu

tout aussi bien se produire et que par conséquent la production aurait été plus abondante et le salaire plus élevé ; c'était sinon amener une diminution de la production, tout au moins empêcher un essor plus grand de cette production et par suite diminuer la part de chacun de ses collaborateurs.

SECTION III. — Les huit heures à l'étranger

Si l'introduction du régime des huit heures a eu de graves répercussions sur notre situation économique, ces répercussions sont d'autant plus fâcheuses qu'au point de vue du commerce international elles nous mettent dans une situation très inférieure à celle de nos concurrents étrangers.

Et pourtant, si nous avons voté aussi aveuglément la loi de huit heures, c'est que nous pensions que toutes les autres grandes nations industrielles allaient introduire les huit heures dans leur législation. En effet, à ce moment, on pouvait croire que réellement le régime des huit heures serait le régime du monde entier, que toutes les nations désireuses d'améliorer le sort de la classe laborieuse s'empresseraient de l'établir. Le traité de Versailles consacrait toute une partie (la partie XIII) à la question du travail et notamment à celle de la limitation à huit heures de la durée du travail (article 427). Une conférence devait même avoir lieu à Washington pour la réglementation internationale du travail. Or, quel a été le résultat de cette conférence ?

Tout d'abord, le plus grand Etat industriel du monde, celui d'où était partie l'idée même d'une réglementation internationale du travail, les Etats-Unis d'Amérique, ne participe pas officiellement à la conférence. Quant aux autres, bien que leurs délégués, sauf les délégués patronaux du Canada et de la Norvège, aient adopté un projet d'une limitation de la durée journalière du travail à huit heures, projet d'ailleurs beaucoup moins rigoureux que la loi française du 23 Avril 1919, aucun d'eux ne le ratifia, sauf quatre Etats d'ordre secondaire au point de vue économique, la Grèce, la Roumanie, les Indes Britanniques et la Tchéco-Slovaquie ; et encore prévoyait-on pour ces Etats un régime moins rigoureux comme pour les Indes, ou la possibilité de n'introduire ce nouveau régime qu'à une époque éloignée allant, pour certaines industries en Grèce, et pour toutes les industries en Roumanie, jusqu'en juillet 1924.

Il est donc utile d'examiner brièvement quelle est exactement la situation actuelle des principales nations dont la France a le plus à redouter la concurrence économique.

En Grande-Bretagne, il n'y a pas de loi générale limitant la durée journalière du travail à huit heures ; il n'existe en effet de loi que pour les mines de charbon. Assurément, la journée de huit heures y est le plus souvent appliquée au moyen d'accords passés entre les intéressés, mais le gouvernement s'est opposé à la ratification des conventions de Washington, estimant qu'elles se trouvaient en contradiction avec les solutions anglaises, notamment au point de vue des chemins de fer et de la marine marchande ; et, au mois de juillet 1921, le Parlement britannique, par 164 voix contre 53, n'a pas voulu ratifier la convention de Washington ; car l'intervention du législateur dans ce domaine aurait eu pour conséquence de restreindre la possibilité d'accorder des heures supplémentaires. Or, la Grande-Bretagne tient à ce que son industrie puisse disposer d'heures supplémentaires qui, par les accords librement consentis par les patrons et les ouvriers, sont aussi nombreuses que les besoins particuliers des établissements l'exigent. Ainsi donc le régime des huit heures en Grande-Bretagne est un régime très élastique se prêtant aux nécessités économiques ; la journée de huit heures y est plutôt une journée de travail normale qu'une journée de travail maxima qu'on ne saurait dépasser que dans de rares circonstances déterminées.

Aux Etats-Unis, il ne peut être question d'une loi générale réglant la durée du travail. Ce sont les Etats particuliers qui ont chacun leur législation sur cette question. Néanmoins, ce qui montre déjà combien les Etats-Unis sont loin d'admettre le principe d'une règle fixant uniformément la durée du travail à huit heures, c'est qu'ils n'ont pas ratifié le traité de Versailles et qu'ils n'ont même pas participé à la Conférence de Washington. Un certain nombre d'Etats ont établi le régime des huit heures pour telle ou telle catégorie d'ouvriers, mais la plupart n'ont pas introduit de mesures législatives fixant à huit heures la durée du travail pour la généralité des ouvriers, sauf l'Alaska et neuf autres Etats, en admettant toutefois

des restrictions qui rendent cette mesure sans aucun effet. Si donc, en règle générale, la loi n'a pas établi la journée de huit heures, les accords entre employeurs et employés ne l'ont pas davantage établie. En effet, d'après un rapport du Bureau des Statistiques du travail au Ministère du Travail des Etats-Unis (Bureau of Labor Statistics), comparant la durée du travail dans la métallurgie en 1910 et en 1920, il ressort qu'en 1920, 63 % des ouvriers métallurgistes faisaient douze heures par jour pendant six ou sept jours par semaine ; plus de 77 % des ouvriers employés à l'affinage au convertisseur Bessemer travaillaient douze heures par jour et six ou sept jours par semaine ; dans les fours d'affinage sur sole (open hearth furnaces), 50 % des ouvriers travaillaient douze heures par jour et le tiers était employé habituellement sept jours par semaine. Dans les fabriques de rails, 60 % des ouvriers travaillaient douze heures par jour et six jours par semaine (1). Parmi les ouvriers des fabriques de fer en gueuse, 50 % travaillaient par équipes de douze heures. Dans les aciéries, la journée de douze heures est courante. En effet, dans un rapport de la Fédération d'ingénieurs américains sur les huit heures, relaté dans la *Journée Industrielle* du 2 novembre dernier, celle-ci essaye de montrer que l'industrie de l'acier aurait avantage à remplacer la journée de douze heures par la journée de huit heures. De même, au cours d'un banquet réunissant quarante et un des représentants des principales aciéries des Etats-Unis, c'est le Président des Etats-Unis qui, le 18 mai 1922, examinait, dans un discours, la possibilité d'abolir complètement la journée de douze heures dans l'industrie de l'acier (2).

Le régime des huit heures est donc loin d'être la règle aux Etats-Unis ; au contraire, d'une étude faite par M. Nestler Tricoche, il résulte que le nombre d'heures de travail varie non seulement d'un Etat à un autre, d'une ville à une autre, mais encore dans un même établissement. Aux Etats-Unis, la durée du travail varie de 44 heures à 70 heures et plus.

D'ailleurs, même là où le régime des huit heures est appliqué, il ne s'agit pas, comme chez nous, d'une limite rigoureuse qu'on ne saurait dépasser ; ce n'est, comme en Grande-Bretagne, qu'une

(1) Voir *Information Sociale*, année 1922, n° du 9 novembre.

(2) Voir *Information Sociale*, année 1922, n° du 9 novembre.

« base de salaire » en ce sens que le salaire est fixé pour huit heures de travail, des heures supplémentaires étant ordinairement payées 50 % en plus.

Ainsi le principe des huit heures, compris comme une durée de travail maxima, n'est pas appliqué aux Etats-Unis. D'ailleurs, les ouvriers américains eux-mêmes semblent moins désirer avoir plus de loisirs que de bons salaires.

En Allemagne, la journée de huit heures avait été introduite au lendemain même de la guerre par les ordonnances des 23 novembre et 17 décembre 1918 pour les ouvriers et par celle du 18 mars 1919 pour les employés.

Or, quoique le rapport du directeur du Bureau de la Conférence internationale du Travail à Genève prétende que ces ordonnances sont bien observées, il semble au contraire que, d'après les enquêtes et les renseignements fournis par les voyageurs qui sont allés en Allemagne, en réalité la journée du travail est de plus de huit heures en général. En effet, grâce à la souplesse de ces ordonnances, il fut toujours possible de concilier leur exécution avec les exigences de la vie économique. Si les contrats collectifs prévoient en principe une durée de travail égale ou même quelquefois inférieure à quarante-huit heures par semaine, par contre, ils prévoient, notamment dans les industries métallurgiques, textiles et chimiques, des heures supplémentaires ; patrons et ouvriers s'accordent pour faire des heures supplémentaires, et en agissant ainsi ils restent dans la légalité puisque, d'après un arrêt suprême du tribunal d'Empire, le patron qui prolonge la journée au-delà de huit heures n'est passible d'aucune peine si les employés s'offrent librement à excéder le temps fixé par l'ordonnance du 23 avril 1918, qui reconnaît que les travailleurs doivent garder leur libre arbitre selon la capacité de travail dont ils disposent. Aussi, dans la région de Cologne, on travaille en réalité dix heures par jour dans la plupart des établissements industriels. En Saxe, la durée du travail quotidien comporte couramment quatorze heures. D'ailleurs, d'après les statistiques officielles, pour la Prusse seulement, les pouvoirs compétents ont, en 1920, autorisé 2.080 établissements à faire une heure, une heure et demie ou deux heures supplémentaires, et en 1921 l'activité intense de l'industrie allemande a généralisé la pratique de ces heures supplémentaires.

Remarquons aussi que le régime des ordonnances n'était que provisoire et devait prendre fin régulièrement le 31 mars 1922 ; mais il se trouve prolongé en ce qui concerne la durée du travail, aucune loi n'ayant encore été votée à ce sujet. Aussi les intéressés et les pouvoirs publics discutent et négocient.

Or, le projet élaboré par le gouvernement ne s'applique qu'aux travailleurs industriels. Si la journée de huit heures, repos non compris, est la règle, par contre, le projet prévoit dans les catégories où se font les travaux à feu continu un dépassement qui pourra porter les heures de travail à cinquante-six par semaine. De plus, à côté des exceptions prévues en cas de travaux urgents ou de certains travaux tels que ceux de surveillance, de nettoyage, etc., ou en cas de surcroît de travail, ou encore pour les industries saisonnières, le projet prévoit des dérogations très générales que le Ministre du Travail a le pouvoir d'accorder, notamment afin d'économiser le combustible, ou bien « quand ces exceptions sont hautement désirables pour des raisons « d'intérêt général », disposition tellement large qu'elle risque d'enlever toute portée à la loi.

Si ce projet montre ainsi une tendance à réagir contre la réduction de la durée du travail dans l'industrie, ce serait une erreur de croire que dans les milieux socialistes on ne se montre pas aussi favorable à l'abolition de la journée de huit heures. L'un d'eux, le docteur Sheidemann, posait ce dilemme dans les Cahiers mensuels socialistes : ou on allongera la durée du travail pour augmenter la production, ou on rendra chronique un malaise général et l'ouvrier ne mangera pas à sa faim. De même le *Vorwaerts* nous apprend que dans les fabriques allemandes d'armes et de munitions à Witteneau, à la section des ateliers d'armes, on travaille depuis quelque temps cinquante-trois heures par semaine. Or, le conseil ouvrier de cette section est communiste (1).

Si donc l'Allemagne applique la journée de huit heures, ce n'est encore que par des mesures provisoires, et de plus, par les exceptions et les dérogations admises, la journée de huit heures n'est que de façade et n'existe pas en fait.

(1) Voir *Information Sociale*, nos 1, 6 et 11.

L'application stricte et loyale des huit heures nous place donc dans une situation défavorable vis-à-vis de nos concurrents étrangers. En effet, alors que, par suite des conséquences mêmes de la guerre, nous étions déjà en état d'infériorité dans la lutte économique, ayant dû reconstruire la plus grande partie de nos usines avant de pouvoir nous mettre à l'ouvrage et étant aussi défavorisés par les cours élevés des changes dus aux dettes que nous avons contractées à l'étranger et à l'inflation fiduciaire, on peut se demander s'il était bien opportun d'aggraver encore cette situation par une mesure qu'aucun des pays concurrents n'a cru devoir adopter. C'est pourquoi si l'on doit reconnaître que, ici comme dans toutes les questions sociales, la France a voulu se mettre à la tête du mouvement qui se dessinait en faveur d'une limitation de la durée du travail, elle n'a pas été suivie par les autres nations, sauf quelques pays de second rang au point de vue économique, tels que la Belgique, la Tchéco-Slovaquie ou la Pologne. On peut dire qu'elle est la seule qui ait fait une loi pour limiter la durée journalière du travail à huit heures (1).

(1) Sur les huit heures à l'étranger, voir M. Mireaux et M. A. François-Poncet.
Op. cit.

TROISIÈME PARTIE

**Les décrets du 5 et du 14 Septembre 1922
venant modifier l'application du principe
des huit heures dans la marine marchande
et les chemins de fer — Tendence nouvelle
qui se manifeste dans les récents accords
dans les autres branches de l'industrie.**

Les oppositions à la Loi du 23 Avril 1919

En face des résultats si regrettables, tant au point de vue de la production nationale que de l'intérêt bien compris de la classe laborieuse, l'opinion publique ne pouvait pas rester indifférente. Aussi, de toutes parts et au lendemain même de l'introduction des huit heures, des protestations se sont-elles élevées contre cette limitation de la durée du travail.

Les premiers à signaler les résultats économiques auxquels aboutissait cette limitation de la durée du travail furent ceux qui étaient le plus directement atteints par cette réforme et aussi plus à même d'en constater les déplorables effets, les groupements patronaux : ceux-ci, avant même l'introduction du nouveau régime, avaient appelé l'attention sur les dangers auxquels on s'exposait en se jetant aussi aveuglément et aussi brusquement dans une réforme qui venait bouleverser les conditions du travail alors appliquées ; dès l'année

1919, ces protestations apparaissent et se multiplient, devenant de plus en plus nombreuses ; parmi les plus importants de ces groupements demandant que l'on apporte des dérogations à la loi, on peut citer notamment l'Union des Intérêts Economiques, la Fédération des Commerçants détaillants de France, le Comité des Forges, l'Union des Chambres syndicales lyonnaises, etc.

Ce sont aussi de toutes les régions de la France les Conseils généraux (tels que ceux des Alpes-Maritimes, de l'Aube, du Calvados, de la Charente, de la Seine-Inférieure, des Deux-Sèvres, du Nord, etc.) et la presque totalité des Chambres de Commerce qui protestent également et qui sont unanimes à déplorer le « régime des huit heures » et à demander que l'on y apporte rapidement des modifications plus ou moins profondes. C'est ainsi que l'Assemblée des Présidents des Chambres de Commerce de France demandait le 22 novembre 1921 que, en face des déplorables résultats des huit heures dans notre pays, on suspendît l'application de la loi jusqu'à la réparation des dommages de guerre ; de même, à son assemblée du 23 mai 1922 où 120 Chambres de Commerce étaient représentées, elle émit le vœu « que soit votée d'urgence la proposition de loi « déposée par M. Isaac à la Chambre des Députés ; elle demandait « qu'après une enquête effectuée par une commission spéciale, une « nouvelle loi détermine la durée du travail dans l'industrie et le « commerce, en tenant compte, d'une part, de la diversité des « travaux et de la fatigue physique qui en résulte, d'autre part, de la « législation étrangère et de la réalité de son application ; qu'en « attendant la promulgation du nouveau statut législatif, une déro- « gation générale permette aux chefs d'entreprises qui en feront la « demande à l'Inspection du travail de suspendre l'application de « la loi du 23 Avril 1919 sur la durée du travail ». D'autre part, dans la liste des nombreuses Chambres de Commerce qui ont protesté contre le régime des huit heures figurent toutes les Chambres de Commerce de nos grandes régions commerciales et industrielles, telles que celles de Lyon, Limoges, Toulouse, Bordeaux, Marseille, Tours, Rouen, Le Havre, Lille, Roubaix, Tourcoing, etc.

Si tous ces groupements commerciaux et industriels, tous ces Conseils généraux et toutes ces Chambres de Commerce qui élèvent la voix sont d'accord sur les conséquences de cette réforme, par contre, leur opinion varie quant au remède possible : en effet, tandis

que les uns jugent que l'expérience est suffisante et qu'il faut abroger complètement cette loi qui a eu de si funestes effets, d'autres, considérant que ces résultats sont dus en partie aux circonstances actuelles, demandent qu'on surseoie pour quelques années à la loi ; d'autres enfin, estimant que l'on peut trouver dans la loi elle-même des dispositions permettant de tenir compte de la situation présente et des nécessités économiques, demandent qu'on accorde de larges dérogations dans son application. Mais quels que soient les remèdes proposés, il n'en reste pas moins évident que tous sont hostiles au régime des huit heures tel qu'il a été appliqué en France, c'est-à-dire compris d'une manière stricte et absolue.

D'ailleurs, il ne faudrait pas croire que cette hostilité contre les huit heures soit, comme le prétend la Confédération Générale du Travail, « un complot ténébreux du patronat », ni, comme le dit M. Raoul Lenoir, « l'organisation du dégoût public pour la journée « de huit heures que l'on tente derrière des futilités et des mensonges ». En effet, c'est sur des faits précis, sur des constatations certaines que l'on se base pour montrer non pas que le régime des huit heures est la cause de la crise économique, mais qu'il a contribué à aggraver cette crise ; ce sont les pertes considérables causées à l'industrie et au commerce français par le mode d'application de la loi de huit heures et par la concurrence étrangère, facilitée par la non-application de ce principe à l'étranger, qui a provoqué ces protestations les plus vives des industriels et des commerçants.

Et ce qui prouve que telle est bien la cause de ces protestations, c'est qu'elles ont trouvé leur écho dans la classe laborieuse elle-même, que, même dans les milieux ouvriers, nombreux sont ceux qui ont protesté contre un régime qui, en diminuant la production et en aggravant la situation économique de la France déjà si peu florissante, a porté préjudice à la situation même de l'ouvrier.

En effet, tout en reconnaissant qu'à la C. G. T. et à la C. G. T. U., groupements qui, d'ailleurs, sont loin de réunir la totalité des travailleurs, on reste fermement attaché au maintien de la loi de huit heures considérée comme une conquête syndicale qu'il faut défendre à tout prix, il est intéressant de noter certaines manifestations ouvrières qui ne sont pas hostiles à une révision de la loi : certains syndicats indépendants, voyant que l'introduction des huit heures telle qu'elle a été faite en France, loin d'avoir amélioré la situation

des travailleurs, n'a fait au contraire que rendre la vie plus difficile, ne se montrent pas hostiles à une révision de la loi et à une application beaucoup moins rigoureuse du principe, acceptant notamment de faire une ou deux heures de travail de plus par jour pour ne pas voir leur salaire baisser. C'est ainsi que les syndicats ouvriers indépendants du Sud-Est accepteraient volontiers de faire plus de huit heures : un document de la Bourse du Travail indépendante de Lyon, après avoir montré les résultats de l'application de la loi de huit heures en France, dit : « Ce que nous réclamons, c'est que les règlements d'administration publique accordent toute latitude pour faire, dans une limite raisonnable, des heures supplémentaires jusqu'à ce qu'on voie le coût de la vie ramené à un taux normal, les régions dévastées remises en état et l'exportation française suffisamment importante pour occuper sur les marchés étrangers la place qui revient à notre travail national.

« Certes, il ne faut pas revenir aux durées d'une longueur excessive qu'on a connues dans le passé. Les trop longues journées sont inhumaines et contraires aux règles économiques. Elles fatiguent l'ouvrier et nuisent à la qualité de la production. Les principes de justice et d'humanité, ainsi que l'intérêt de la famille, exigent que le travailleur ait le temps nécessaire pour se reposer, se consacrer aux siens, vaquer à ses affaires et se livrer à l'étude s'il le désire. Mais sans aller aux durées de travail trop longues, on peut encore, pendant quelque temps, faire chaque jour, en plus des huit heures normales, deux heures supplémentaires, ce qui ferait dix heures de travail effectif, durée d'avant-guerre et qui n'avait rien d'excessif pour la plupart des professions. La grande majorité des ouvriers est disposée à accepter ce supplément de travail pour tout à la fois augmenter son gain et fournir la production que les besoins du pays réclament ». Puis ayant montré qu'on ne peut actuellement obtenir une production plus abondante par un perfectionnement de l'outillage, ce document ajoute : « Qu'on le veuille ou non, à l'heure actuelle, pour augmenter la production, il n'y a pas d'autre moyen que celui qui consiste à faire des heures supplémentaires ».

De même, d'une enquête faite dès l'année 1920 par la Chambre de Commerce de Tours, il résultait que, si dans certaines corporations le personnel syndiqué, subissant la pression des syndicalistes mili-

tants, semble désirer le maintien de la journée de huit heures, par contre, la grande majorité des travailleurs accepterait de faire une ou même deux heures supplémentaires par jour, exception faite des femmes qui paraissent soucieuses d'une plus grande liberté afin de consacrer les heures de loisir à leurs occupations ménagères.

Ce sont aussi de nombreuses corporations ouvrières de la région de Pontivy qui ont adressé, en mai 1921, au sous-préfet une protestation contre les menaces de poursuites dirigées contre les patrons qui les employaient dix heures. Elles déclarèrent que l'on ne saurait contester à l'ouvrier la faculté de se servir librement de ses bras plus de huit heures par jour.

Dans le canton de Fleury-sur-Andelle (Eure), à la suite de certaines difficultés suscitées par la C. G. T. en novembre 1920, sur 2.123 ouvriers de l'industrie textile consultés, appartenant à une dizaine d'usines différentes, il n'y en a que 26 qui ont refusé de travailler plus de huit heures par jour, les autres demandant au contraire à travailler cinquante-trois heures par semaine.

Parmi ces manifestations ouvrières hostiles au régime des huit heures, on peut citer aussi une réunion des employés de la Samaritaine où ceux-ci ont protesté contre l'application de la loi de huit heures qu'on voulait leur imposer et ont, dans un referendum à bulletin secret, exprimé par 3.017 voix, soit à la majorité des deux tiers, « le désir de ne pas voir modifier actuellement leurs conditions « de travail, la réglementation prévue devant avoir pour conséquence « de léser gravement leurs intérêts, contrairement à l'esprit et aux « dispositions de la loi de huit heures » (1).

Nombreux sont donc les ouvriers et employés qui comprennent quel est leur véritable intérêt et qui voient que le seul moyen d'améliorer leur condition est d'accroître la production et par suite la part de chacun de ses collaborateurs.

Ainsi la grande majorité des employeurs et une grande partie des travailleurs s'accordent pour reconnaître qu'en présence des résultats de l'application des huit heures en France une modification doit être apportée au régime actuel.

En face de ce qu'on a appelé la « campagne contre les huit heures », le Parlement, lui non plus, ne pouvait rester indifférent. Aussi de

(1) Voir Chambre des Députés. Séance du 30 juin 1922, discours de M. Josse.

nombreux orateurs y ont pris la parole pour signaler les méfaits de l'application des huit heures et ont déposé plusieurs propositions de loi afin d'atténuer ces conséquences dangereuses pour le relèvement économique de la France. Mais si certains réclament la suspension de la loi, comme M. Isaac et plusieurs de ses collègues dans un projet déposé le 22 décembre 1921, par contre, plus nombreux sont ceux qui sont partisans de conserver le principe, mais demandent qu'on l'applique d'une manière plus souple en admettant notamment de larges dérogations ; tels sont les projets de M. Josse du mois de juin 1920, de M. Paul Messier du 8 novembre 1921, de M. Marcellot et d'une vingtaine d'autres députés du mois de novembre 1921, de M. Perreau-Pradier du 25 décembre 1921. On peut citer aussi la suggestion émise par M. Raphaël-Georges Lévy, sénateur, qui voudrait que pendant une période de sept ans, on accorde une provision de trois cents heures supplémentaires par an.

Mais si cette campagne menée par tous les groupements économiques contre la loi de huit heures a trouvé son écho au Parlement et si, encore à la fin du mois de juin 1922, un grand débat parlementaire s'engageait sur ce sujet, on doit reconnaître que ce débat, qui aurait dû avoir une importance capitale au point de vue des modifications qu'il devait amener dans l'application des huit heures, n'a abouti à aucune solution, la discussion ayant été interrompue par les vacances parlementaires.

Ainsi aucune modification législative n'a encore été apportée à la loi du 23 Avril 1919.

CHAPITRE PREMIER

Les décrets du 5 et du 14 Septembre 1922

Le gouvernement pouvait-il se désintéresser de la question et ne devait-il pas, en face de ce courant d'hostilité contre le régime des huit heures, faire ce qui était en son pouvoir pour remédier à la situation créée par cette brusque introduction d'un régime qui amenait une telle gêne dans l'essor de la production nationale ? Son rôle était d'intervenir dans la mesure où il le pouvait pour, sinon supprimer le mal, tout au moins y apporter quelques atténuations. Or, son intervention pouvait être d'une grande efficacité, car la loi ne se bornant qu'à introduire le principe des huit heures dans la législation française et laissant le soin de son application à des règlements d'administration publique, il suffisait que l'administration revisât ces règlements pour atténuer considérablement le mal. En effet, nous avons vu que la loi était faite dans un esprit très large et permettait de tenir compte de toutes les situations économiques en donnant la possibilité d'accorder des heures supplémentaires, de ne considérer vraiment comme heures de travail que les heures de travail effectif et en prévoyant aussi la possibilité de ne pas introduire immédiatement le régime des huit heures grâce à la faculté que l'on avait d'établir des paliers successifs. Mais d'un autre côté nous avons vu que les accords et les règlements d'administration publique appliquant la loi du 23 Avril 1919 dans les diverses industries n'ont que bien

faiblement tenu compte de toutes ces mesures et que c'est d'une manière brusque et en ne prenant pas en considération la situation économique qu'ils ont introduit les huit heures en France.

Dès lors on voit quelle pouvait être l'utilité d'une intervention de l'administration qui n'avait qu'à tenir compte de ces différents moyens mis à sa disposition par la loi pour éviter que cette réforme n'aboutît aux conditions désastreuses auxquelles elle avait conduit jusqu'alors.

Aussi est-ce dans cette voie que s'est dirigé le gouvernement ; mais, comme le Parlement seul aurait pu procéder par une réglementation générale, l'administration ne pouvait que prendre des mesures spéciales à telles ou telles industries et arriver ainsi à atténuer les conséquences de cette malencontreuse réforme.

C'est tout d'abord dans les branches de la production où l'application des huit heures avait amené les plus regrettables conséquences que le gouvernement est intervenu et a, par des décrets récents, admis une interprétation beaucoup moins stricte du principe des huit heures tout en restant dans l'esprit de la loi du 23 Avril 1919.

Lorsque nous avons recherché quels étaient les résultats de l'application des huit heures, nous avons vu que, si dans toutes les branches de la production les conséquences de ce nouveau régime quant à la durée du travail étaient loin d'être satisfaisantes, c'est encore l'industrie des transports qui avait eu le plus à souffrir du régime des huit heures. En effet, tandis que les transports par chemin de fer avaient subi, par suite du nouveau régime, de lourdes charges financières, ce qui avait obligé les Compagnies à hausser les tarifs des transports, d'où une répercussion sur les prix de tous les produits, la marine marchande, obligée, elle aussi, de recruter un personnel plus nombreux, voyait ses charges augmenter considérablement et d'une manière d'autant plus inquiétante que les marines étrangères n'avaient pas à en supporter d'aussi grandes et nous faisaient une telle concurrence que c'était l'avenir même de notre marine marchande qui était en jeu. Aussi était-ce surtout sur ces deux branches de l'industrie et du commerce que les critiques les plus âpres avaient été dirigées. C'est pourquoi ce revirement dans la manière d'appliquer le principe des huit heures est apparu tout d'abord et à peu près à la même époque dans l'industrie des chemins de fer et dans la marine marchande.

SECTION I. — Le décret du 14 Septembre 1922 réglementant la durée du travail dans les chemins de fer

Pour les transports par chemin de fer, si les arrêtés ministériels des 8 et 15 novembre 1919 avaient établi les règles du régime des huit heures, le premier pour les mécaniciens et les chauffeurs, le deuxième pour les agents des trains, par contre, les dispositions de la loi du 23 Avril 1919 limitant à huit heures par jour la durée du travail des ouvriers et des employés avaient été appliquées aux autres agents des Compagnies de chemins de fer dès les premiers mois qui ont suivi la promulgation de la loi, non pas par suite d'un arrêté ministériel, mais par des accords pris après un échange d'observations et de discussions au sein d'une commission paritaire instituée par un arrêté du Ministre des Travaux publics du 24 avril 1919 et qui était « chargée d'étudier les mesures à prendre en vue de l'établissement de la loi de huit heures dans les chemins de fer ». Cette commission avait formulé entre le 6 mai et le 24 novembre des conclusions, au nombre de quarante-trois, désignées généralement sous l'appellation de « Conclusions paritaires ». Ce sont elles qui, acceptées par les réseaux, furent appliquées depuis lors.

Aussi le Ministre des Travaux publics avait un moyen très simple pour corriger les mesures qui dans ces accords, par suite d'une interprétation trop stricte du principe des huit heures, étaient par trop ruineuses pour les Compagnies et nuisaient à la bonne marche des services : puisque la loi du 23 Avril 1919 prévoit que les conditions d'application seront établies par des règlements d'administration publique, il suffisait de faire état de cette disposition de la loi pour justifier cette intervention de l'administration venant modifier le régime appliqué à la suite des conclusions de la commission paritaire. C'est pourquoi le Ministre des Travaux publics, dans son rapport au Président de la République qui précède le décret du 14 septem-

bre 1922, dit : « Quel que fût l'arrangement ainsi établi (par les « conclusions de la commission paritaire), il n'en était pas moins « indispensable, pour satisfaire aux dispositions légales, de pro- « mulguer les décrets portant règlement d'administration publique « pour l'application de la loi du 23 Avril 1919 ». Le Ministre des Travaux publics, en intervenant ainsi, ne fait donc que se conformer aux dispositions mêmes de la loi et grâce à cela il va pouvoir corriger certaines mesures qui avaient eu de si fâcheuses conséquences.

Mais s'il semble certain que le régime établi par la commission paritaire instituée par l'arrêté ministériel du 24 avril 1919 ne pouvait être considéré que comme une œuvre provisoire à laquelle on devait, pour se conformer aux dispositions mêmes de la loi, substituer un régime basé sur un règlement d'administration publique, en revanche on a prétendu que, du moment que l'on ne prenait pas pour base du règlement cet accord établi entre les Compagnies et leur personnel, il était nécessaire que le Ministre, avant de prendre l'initiative d'un règlement d'administration publique, invitât les Compagnies à dénoncer cet accord. D'ailleurs on pouvait citer dans ce sens ce qui s'était passé dans une des branches les plus importantes de l'industrie : en effet, à l'occasion d'une demande de révision du règlement d'administration publique pour l'industrie métallurgique, le 17 juin 1922, l'Union des Industries Métallurgiques et Minières adressait à la commission exécutive de la Fédération des Métaux une lettre pour dénoncer les accords intervenus les 17 avril, 24 mai et 21 juin 1919. Aussi, en se basant sur ces faits et sur les déclarations faites au Conseil supérieur des Chemins de fer par M. Mussat qui déclarait qu'il fallait dénoncer les accords pour pouvoir prendre un règlement d'administration publique, la Fédération confédérée des Cheminots et la Fédération des Syndicats professionnels des Cheminots (cheminots catholiques) contestèrent la légalité du décret du 14 septembre 1922, prétendant qu'il aurait fallu, pour se conformer à l'esprit de la loi du 23 Avril 1919, que ces conclusions des commissions paritaires, qui sont de véritables conventions collectives, fussent dénoncées avant la mise en vigueur du règlement d'administration publique (1).

(1) Voir *Information Sociale*, année 1922, n^{os} 20, 21, 22.

D'autre part, les adversaires du décret du 14 septembre 1922 soutiennent aussi qu'il aurait fallu, après avoir dénoncé l'accord existant, en provoquer un nouveau en réunissant une commission paritaire et, pour justifier leur affirmation, ils citent la circulaire du 27 mai 1919 du Ministre du Travail, dans laquelle il est dit qu'il y a avantage à provoquer tout d'abord des ententes entre organisations ouvrières et patronales.

Mais il semble qu'une telle argumentation n'est pas conforme à la loi du 23 Avril 1919. En effet, cette loi dit que les règlements d'administration publique devront se référer aux accords existants (article 7, chapitre II du titre premier du livre II du Code du Travail) et par suite le décret devait s'en rapporter aux conclusions établies par la commission paritaire en 1919, puisque ces derniers accords n'étaient pas dénoncés. Mais en réalité ce que la loi entend par l'expression « se référer », ce n'est pas une application absolue des règles établies par ces accords¹; elle veut dire que l'on doit prendre connaissance des accords existants, les examiner et en appliquer les règles qui ne sont pas incompatibles avec les nécessités présentes; en un mot, ce que l'on doit faire, ce n'est pas les reproduire textuellement, mais tenir compte de leurs dispositions dans la limite du possible. D'ailleurs, bien que dans sa circulaire du 27 mai 1919 le Ministre du Travail, M. Colliard, dise que le législateur a marqué sa préférence pour un accord préalable entre les organisations ouvrières et patronales qui aura une autorité infiniment plus grande pour la rédaction du règlement que les avis donnés séparément par les deux parties, il reconnaît que cet accord ne lie pas le pouvoir réglementaire. Dès lors, en élaborant le décret du 14 septembre 1922, on n'était nullement obligé de reproduire les dispositions contenues dans les conclusions paritaires s'il ne semblait pas opportun de les appliquer.

D'autre part, puisque les conclusions paritaires n'avaient pas été dénoncées, il n'y avait pas lieu de réunir une nouvelle commission: l'accord existant, il n'était pas besoin d'en établir un nouveau. Et d'ailleurs, même s'il avait été dénoncé, la loi n'obligeait nullement à provoquer un nouvel accord puisque la circulaire du Ministre du Travail ne fait que dire qu'il y aurait avantage à provoquer, toutes les fois que ce sera possible, des ententes entre organisations ouvrières et patronales et non pas que ce soit là une obligation stricte. De plus,

la loi dit que les règlements d'administration publique devront se référer aux accords intervenus entre intéressés « dans le cas où il « en existerait » ; la loi prévoit donc qu'il peut ne pas en exister.

Mais ce que la loi oblige à faire, c'est de consulter les organisations ouvrières et patronales, puisqu'elle dit : « Les organisations « patronales et ouvrières intéressées devront être consultées ; elles « devront donner leur avis dans le délai d'un mois. » Il est donc obligatoire, avant d'établir le règlement d'administration publique, de consulter les organisations, tant ouvrières que patronales, afin qu'elles donnent chacune leur avis, et non pas qu'elles élaborent ensemble un accord. Or c'est ce que l'on fit avant d'établir le décret du 14 septembre dernier, et cela, conformément à un avis inséré à cet effet au *Journal Officiel* du 6 décembre 1921. Dans le délai d'un mois, prolongé d'ailleurs de dix jours par un nouvel avis inséré au *Journal Officiel* du 7 janvier 1922, six organisations ouvrières, d'une part, et les réseaux, d'autre part, formulèrent leurs observations, à la suite de l'examen desquelles certaines retouches furent faites au projet primitif. Puis, ce texte fut soumis, à la demande du Conseil d'Etat, à l'examen du Conseil supérieur des chemins de fer, qui conclut, dans sa séance du 14 juin, à l'adoption d'un nouveau texte différent de celui communiqué en décembre 1921, aux organisations patronales et ouvrières. Dès lors, il était indispensable de provoquer à nouveau les observations de ces organisations. C'est ce que l'on fit, par un avis inséré au *Journal Officiel* du 25 juin 1922. Puis, quand ces observations furent parvenues, on arrêta le texte définitif du projet de règlement, en tenant compte de ces observations, dans la mesure qui a paru justifiée. Après avis du Ministre du Travail, ce texte fut soumis au Conseil d'Etat, qui en a approuvé les dispositions, sous réserve de quelques modifications destinées à en préciser certaines dispositions (1).

Il semble donc que la légalité du décret du 14 septembre 1922 ne peut faire aucun doute, puisque toutes les mesures exigées par la loi du 23 Avril 1919 ont été prises : la loi obligeait tout d'abord à se référer aux accords intervenus entre les organisations ouvrières et patronales, dans le cas où il en existerait ; or, nous avons vu ce

(1) Voir le rapport au Président de la République présédant le projet de décret du 14 septembre 1922.

qu'il fallait entendre par là : si le Ministre des Travaux Publics s'en est bien, comme la loi l'y obligeait, référé aux conclusions de la Commission paritaire, par contre, la loi ne l'obligeait pas à reproduire textuellement les dispositions de ces conclusions ; il a d'ailleurs pris soin d'indiquer pourquoi il n'a pas cru devoir les reproduire ; en effet, dans son rapport au Président de la République, il dit : « En raison des anomalies auxquelles avait donné lieu « l'application des conclusions de la commission paritaire de 1919, « il n'était pas possible de se borner à reprendre purement et « simplement ces conclusions, pour la rédaction dudit décret. »

D'autre part, la loi l'obligeait à consulter les organisations patronales et ouvrières ; or, c'est ce que l'on fit avant d'élaborer le texte définitif du décret du 14 septembre 1922.

Par conséquent, loin d'être contraire aux dispositions de la loi du 23 Avril 1919, quant aux règles de procédure établies par celle-ci, pour l'élaboration des règlements d'administration publique, le décret du 14 septembre 1922 ne fait que se conformer strictement à ces règles.

Avant d'examiner le texte même de ce décret et de voir quelles modifications ont été apportées au régime antérieur, il est nécessaire de bien remarquer qu'il n'est applicable qu'aux agents sédentaires, les mécaniciens, chauffeurs et agents des trains restant soumis au régime établi par les décrets des 8 et 15 novembre 1919, réglementant leur condition de travail, en application de la loi du 23 Avril 1919. D'ailleurs, la loi ne s'oppose nullement à ce que ce ne soient pas les mêmes règlements d'administration publique qui posent les règles applicables à ces deux catégories d'agents distincts, puisqu'elle dit que « les règlements d'administration « publique détermineront par profession, par industrie, par « commerce ou *par catégorie professionnelle* », les délais d'application des huit heures.

Si le décret du 14 septembre 1922 a été fait légalement, c'est-à-dire en tenant compte des diverses prescriptions imposées par la loi du 23 Avril 1919, et notamment en prenant l'avis des organisations ouvrières et patronales intéressées, son texte lui aussi est-il conforme à cette loi, qui est venue poser le principe des huit heures ? En effet, ce décret établissant des règles différentes de celles

qui avaient été prises au lendemain de la loi du 23 Avril 1919, par les conclusions paritaires, il est nécessaire d'examiner si, comme l'ont prétendu certains groupements ouvriers et certains parlementaires à la Chambre des Députés, il ne pose pas des règles contraires aux dispositions de la loi du 23 Avril 1919.

Or le Ministre des Travaux Publics, dans son rapport au Président de la République, dit que « la préoccupation essentielle « qui a présidé à la rédaction du projet de décret, a été d'améliorer « le rendement sur les chemins de fer français, dans toute la « mesure compatible avec la loi du 23 Avril 1919. » Le Ministre affirme donc que les règles établies par ce décret sont absolument conformes à l'esprit et au texte de cette loi. Et telle est bien la conclusion qui résulte d'un examen impartial des principaux changements introduits par ce décret.

En effet, le décret du 14 septembre 1922 décide tout d'abord que le calcul des heures de travail se fera sur l'année entière, sans que les journées de repos hebdomadaire, les jours de fêtes et les journées de maladie entrent en compte dans ce calcul. Or la loi prévoit que « la durée du travail ne peut excéder, soit 8 heures par « jour, soit 48 heures par semaine, soit une limitation équivalente, « établie sur une période autre que la semaine, » (article 7 du chapitre II du titre premier du livre II du Code du Travail) ; et dit, d'autre part, dans l'article 8 : « Les règlements « d'administration publique, prévus à l'article précédent, détermi-
neront notamment :

« 1° La répartition des heures de travail dans la semaine de « quarante-huit heures, afin de permettre le repos de l'après-midi « du samedi, ou toute autre modalité équivalente ;

« 2° La répartition des heures de travail *dans une période de temps autre que la semaine.* »

D'autre part, on distingue dans ce décret le travail effectif et la durée de présence. Or, ce que la loi entend par huit heures de travail, c'est bien huit heures de travail effectif, puisque c'est le mot même dont se sert la loi du 23 Avril 1919. Ainsi la simple présence ne sera plus assimilée au travail effectif, et, pour les emplois ayant un caractère intermittent, la durée de service sera fixée par équivalence, de façon à correspondre à la durée légale du travail effectif.

Enfin, le décret prévoit que les réseaux pourront, à titre de dérogation temporaire, faire faire dans l'année, pour surcroît extraordinaire de travail, 450 heures supplémentaires, rémunérées ou compensées. Or que dit la loi ? Article 8 : « Les règlements d'administration publique détermineront notamment :

« 5° Les dérogations temporaires qu'il y aura lieu d'admettre, « pour permettre aux entreprises de faire face à des surcroîts de « travail extraordinaires. »

Les objections faites à ce décret, quant à sa légalité, ne sont pas fondées, puisque, tant au point de vue de son élaboration que des règles nouvelles qu'il établit, il ne fait que se conformer strictement aux dispositions de la loi du 23 Avril 1919.

La légalité de ce décret étant ainsi bien établie, quel est donc le régime qu'il institue, et en quoi se différencie-t-il de celui établi par les conclusions paritaires de 1919 ?

Nous avons vu quelles étaient les principales dispositions de ce décret. Or, si elles sont conformes à la loi du 23 Avril 1919, par contre, elles sont bien différentes de celles établies par les conclusions paritaires. En effet, ces dernières appliquent rigoureusement le principe des huit heures, en ne tenant aucun compte des dispositions de la loi, qui leur permettaient de ne pas introduire aussi brusquement une réglementation de la durée du travail, si différente de celle qui était alors appliquée ; ainsi, par une interprétation étroite du principe, ces conclusions aboutissent souvent à une durée de travail effectif qui n'atteint même pas huit heures par jour. Le décret du 14 septembre 1922 revient, au contraire, à un régime beaucoup moins rigoureux, notamment en distinguant la simple présence du travail effectif.

Sous le régime établi par les conclusions paritaires, le maximum de huit heures est rigoureusement appliqué à tous les agents sédentaires. Il n'y est fait aucune distinction, sauf de très rares exceptions, entre la présence obligatoire et le travail effectif. Les huit heures quotidiennes doivent rester comprises dans une amplitude, limitée généralement à dix heures, rarement à douze, très rarement à quatorze, et, dans quelques cas particuliers, à quinze heures.

A ce régime si rigide, le décret du 14 septembre 1922 vient substituer un régime beaucoup plus souple dans la réglementation,

souplesse indispensable pour concilier les justes satisfactions dues au personnel avec la nécessité d'en obtenir un rendement suffisant.

Tout d'abord, le décret du 14 septembre calcule la journée de huit heures sur une période comprenant l'année entière, de façon à obtenir, sans gêner le service, huit heures de travail effectif en moyenne. En effet, il est dit, dans l'article 2, que « la durée du « travail effectif ne peut excéder 2.504 heures, du 1^{er} janvier au « 31 décembre, pendant une année ordinaire, ni 2.512 heures, « pendant une année bissextile ». Ainsi, la durée du travail effectif peut être de plus de huit heures, certains jours, pourvu que le total des heures de travail effectif ne dépasse pas une moyenne de huit heures par jour.

En outre, toujours en se conformant aux dispositions mêmes de la loi, le décret du 14 septembre ne considère comme heures de travail que les heures de travail effectif, et pour cela, il fait la distinction entre les cas où les heures de présence sont égales ou non aux heures de travail effectif.

Aussi, pour les catégories d'agents pour lesquels la présence se confond avec le travail effectif, la durée du travail est fixée à huit heures par jour ; mais nous avons vu que, par là, il faut entendre huit heures par jour en moyenne, de sorte que, même pour ceux-ci, la durée du travail pourra être supérieure à huit heures certains jours, pourvu qu'au total ils ne dépassent pas les 2.504 heures allouées pour toute l'année. Néanmoins, le décret fixe, dans son article 3, une limite à la durée de service de ces agents, qui exécutent un travail effectif pendant toute la durée de leur service. En effet, la durée de travail effectif ne pourra pas dépasser 10 heures par jour ; cependant, pour certains agents chargés de services spéciaux, à raison desquels ils doivent être assujettis à un horaire variable, tels que ceux chargés de l'entretien des installations électriques et des signaux de la voie, les contrôleurs de route, etc., le maximum journalier est remplacé par un maximum mensuel, égal à autant de fois dix heures qu'il y a effectivement de journées de service dans le mois, sous réserve de l'observation, pour chaque journée, de l'amplitude maximum de la durée du service journalier.

Par contre, pour les agents dont le travail a un caractère intermittent, c'est-à-dire lorsque la durée de présence est plus longue que la durée de travail effectif, au lieu de fixer une durée

journalière de travail effectif de huit heures en moyenne, le décret fixe une durée de présence supérieure à huit heures, en spécifiant, dans son article 4, que cette durée de présence est équivalente à la durée maximum de travail effectif fixé par l'article 6 du chapitre II du titre 1^{er} du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale. Aussi, pour ces agents tels que les agents des gares de 5^e et 6^e classes, stations et haltes, les agents préposés au service des guichets, dont la fréquentation par le public est intermittente, les agents spécialisés dans les postes de signalisation ou d'aiguillage où, pendant la période d'occupation quotidienne du poste, le nombre horaire des passages, établi sur un mois, est inférieur à quatre, les gardes-barrières, tels que ceux qui peuvent quitter leur barrière ou leur guérite et rentrer dans la maison de garde, etc., le nouveau décret prévoit une durée de service, c'est-à-dire de présence, variant suivant les agents, de 12 heures à 15 heures par journée de service, et décide que ces 12 ou 15 heures de service équivaudront à huit heures de travail effectif.

Puis l'article 5, afin de ne considérer comme temps de travail effectif que le temps qui doit être réellement considéré comme tel, après avoir dit que « est compté comme durée de service l'intervalle « de temps compris entre le commencement effectif à pied d'œuvre « et la cessation effective à pied d'œuvre du service assigné à « l'agent », ajoute que la durée totale des coupures, le temps consacré à la collation dite « casse-croûte », le temps nécessaire au déshabillage, au lavage et au rhabillage, la durée des trajets nécessaires pour se rendre sur le lieu même du travail et en revenir, le temps nécessaire à la transmission du service entre agents assurant successivement un même service, ne sont pas comptés dans la durée du service, sauf quelques exceptions pour les trajets effectués par les agents en déplacement, les agents affectés à l'entretien des voies, pour le service de nuit des passages à niveau, pour les agents uniquement chargés du convoyage d'un transport, pour les agents assurant des remplacements ou encore lorsque le temps nécessaire au casse-croûte, au déshabillage, au lavage et au rhabillage est compris implicitement dans la durée journalière de service assignée à l'agent.

L'article 7 fixe quel doit être le nombre et la durée des interruptions pour repos, dites coupures.

Ces coupures sont au nombre de une à trois au cours d'une même journée de service, la troisième étant d'ailleurs subordonnée à une autorisation expresse du service du contrôle du travail des agents de chemins de fer, et étant même interdite pour certaines catégories d'agents énumérées à la fin de cet article 7.

Quant à la durée des coupures, il faut distinguer, suivant qu'il n'y a qu'une coupure ou qu'il y en a deux ou trois.

Lorsque le service de la journée ne comporte qu'une coupure, celle-ci ne peut avoir une durée inférieure à une heure et demie, sauf pour certaines catégories d'agents, pour lesquels elle peut être ramenée à une heure.

Lorsque le service comporte deux ou trois coupures, la plus longue doit avoir une durée minimum d'une heure et demie, l'autre ou les deux autres doivent avoir chacune une durée minimum d'une heure.

Le régime établi par le nouveau décret diffère aussi du régime des conclusions paritaires, au point de vue de la durée de l'amplitude de la journée de service. L'amplitude de la journée de service s'obtient en ajoutant aux heures de travail effectif ou de présence, suivant les cas, les heures comprises dans les coupures, c'est-à-dire les interruptions pour repos prévues à l'article 7. Or, tandis que les conclusions paritaires préoyaient le plus souvent une amplitude de dix heures et rarement de douze, le nouveau décret dit, dans son article 8, que « l'amplitude ne peut excéder « quinze heures pour les agents logés gratuitement sur place ou « dans un rayon d'un kilomètre, ni quatorze heures pour les autres « agents », sauf quelques exceptions, notamment pour les contrôleurs de route et les agents chargés du service intérieur des voitures, pour lesquels l'amplitude peut être portée à la durée nécessaire pour assurer le service de bout en bout.

D'après l'article 9, le nombre des journées de service comprises entre deux repos périodiques successifs ne doit pas excéder quatorze. Pour les agents affectés à des services chômant partiellement les dimanches et jours de fêtes légales, les repos périodiques sont attribués de préférence les jours de chômage.

Pour les services organisés en deux ou trois postes et assurés par des agents passant tous dans les mêmes conditions, alternativement par chacun des postes, pendant la durée d'un même cycle

d'alternance, l'article 10 fixe pour chaque agent le nombre des postes de nuit consécutifs : pas plus de dix postes de nuit à la suite et pas plus de la moitié ou du tiers du nombre des jours compris dans le cycle, suivant qu'il s'agit d'un service à deux ou à trois postes.

Par postes de nuit, on entend la totalité de la période comprise entre une heure et trois heures du matin.

D'après l'article 11, les agents peuvent disposer librement de leur temps, pendant leur repos, sauf pour quelques-uns, tels que les chefs de réserve chargés d'assurer le secours comme mécaniciens, et les chefs de gare, de station ou halte.

Enfin, dans l'article 12, il est dit qu'un régime spécial pourra être autorisé par le Ministre des Travaux Publics, pour certaines catégories d'agents ou certaines circonscriptions ou chantiers, à la demande de l'administration d'un réseau, après consultation des délégués qualifiés du personnel, pourvu que le total du travail effectif ne dépasse pas 2.504 heures (ou 2.512 si l'année est bissextile).

Si le décret du 14 septembre 1922 se différencie ainsi du régime établi par les conclusions paritaires au point de vue de la durée du service et notamment en faisant la répartition des heures de travail sur l'année entière et en prescrivant une durée de service plus longue dans les cas où le travail a un caractère intermittent, nous avons vu d'autre part qu'il apportait aussi une grande amélioration sur le régime antérieur au point de vue des dérogations qu'il accorde.

En effet, dans son chapitre II concernant les dérogations, le décret du 14 septembre prévoit des dérogations permanentes variant d'une à deux heures pour les agents employés au service de la force motrice, de l'éclairage, du chauffage et du matériel de levage, aux agents employés à l'entretien ou au nettoyage des machines pendant l'arrêt de la production, aux contremaîtres et agents spécialistes, aux agents affectés spécialement aux essais et à la mise au point de nouveaux types (article 13) ; il prévoit aussi (article 14) des dérogations temporaires en cas de travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir les accidents imminents ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments (faculté illimitée pendant un jour et deux heures par jour

les jours suivants) et aussi pour les travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté de la défense nationale, sur un ordre du gouvernement (limite fixée dans chaque cas par le Ministre des Travaux publics).

Mais la grande amélioration apportée par ce décret sur le régime antérieur consiste dans le nombre d'heures de dérogations autorisées en cas de surcroît extraordinaire de travail : en effet, dans son article 14 (3°), il est accordé 450 heures par an pour surcroît extraordinaire de travail.

Toutefois, la durée du service ne pourra pas, en raison des dérogations prévues en cas de surcroît extraordinaire de travail, dépasser les maxima fixés aux articles 3 et 4, soit, en ce qui concerne les maxima journaliers, de plus de deux heures par jour en ce qui concerne les maxima mensuels, de plus d'un nombre d'heures égal à autant de fois deux heures qu'il y a eu effectivement de journées de service dans le mois. D'autre part, la durée de l'amplitude ne pourra pas dépasser quinze heures.

Pour faire usage de ces 450 heures autorisées par l'article 14 (3°), l'administration du réseau devra adresser préalablement au service du contrôle du travail des agents de chemins de fer une déclaration spécifiant la nature et la cause des dérogations, le nombre d'agents pour lesquels la durée du travail sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces agents, la durée en jours et en heures de la dérogation. Cependant, en cas d'incidents imprévus, tels que retards accidentels de train, l'avis préalable sera remplacé par un compte rendu périodique. En outre, un tableau apposé dans l'établissement à un endroit accessible au personnel intéressé devra indiquer les dates des jours où il sera fait usage des dérogations faisant l'objet d'une déclaration spéciale.

Les excédents de service effectués par suite d'accidents imminents ou par suite de surcroît extraordinaire de travail devront être rémunérés ou compensés, et cela dans le mois qui suivra celui où l'excédent de service se sera produit (article 15).

L'importance de cette disposition allouant un crédit de 450 heures supplémentaires en cas de surcroît extraordinaire de travail est d'autant plus grande que dans aucun règlement d'administration publique on n'avait encore alloué un nombre d'heures supplémentaires aussi fort et que, ce qui d'ailleurs n'est pas une innovation,

les Compagnies peuvent disposer de ces heures supplémentaires sans demander l'autorisation au service du contrôle du travail des agents de chemins de fer ; elles n'ont qu'à les en avertir.

La loi s'occupe aussi de la question de la récupération des heures de travail perdues par suite de causes accidentelles ou de force majeure. Dans ce cas, l'article 16 dit que les durées maxima de service journalier ou mensuel pourront être augmentées soit de deux heures pour le service journalier, soit d'autant de fois deux heures qu'il y aura effectivement de journées de service dans le mois pour le service mensuel, l'amplitude ne pouvant d'ailleurs être portée au-delà de quinze heures et la récupération devant en outre se faire dans un délai de quinze jours, comptés à partir de la reprise du travail, si la durée de l'interruption n'a pas dépassé une journée, et dans un délai de cinquante jours si l'interruption a duré plus d'une journée.

De plus, pour les interruptions dues aux intempéries saisonnières, la récupération des heures de service perdues pendant le semestre d'hiver (octobre-mars) peut être réalisée pendant le semestre d'été (avril-septembre) sans toutefois que le nombre d'heures récupérées en dehors des délais fixés au deuxième alinéa (délai de quinze ou de cinquante jours) puisse dépasser 180 par an.

Enfin, le chapitre III est consacré au contrôle. A cet effet, il est dit que les agents ne peuvent abandonner leur poste ou refuser le service qui leur est commandé en invoquant la prolongation de la durée de leur service ou la réduction de leur repos ; mais il y aura dans chaque établissement un registre spécial où les agents mentionneront les dérogations aux prescriptions du décret du 14 septembre qui se seront produites au cours de leur travail personnel, ainsi que toutes observations ou réclamations qu'ils jugeraient utiles sur l'application de ce décret.

D'autre part, les tableaux de service doivent être affichés dans chaque établissement et être constamment tenus à la disposition des fonctionnaires du contrôle du travail des agents de chemins de fer afin qu'ils puissent vérifier à tout moment la durée du service effectué par un agent.

Tel est l'ensemble des dispositions établies par le nouveau décret, dispositions qui apportent une amélioration considérable sur le régime précédemment appliqué et qui sont certainement beaucoup

plus conformes à l'esprit de la loi du 23 Avril 1919 qui entendait introduire le régime des huit heures en tenant compte des possibilités économiques, que le régime étroit, rigoureux et rigide établi par les conclusions paritaires, régime qui aboutissait souvent à une durée journalière de travail effectif de moins de huit heures.

Mais avant de rechercher quels pourront être les résultats, notamment au point de vue financier, de ce nouveau régime, il est utile de dire quelques mots sur une question qui, au lendemain de la promulgation du décret du 14 septembre 1922, avait soulevé de nombreuses objections et à laquelle on a d'ailleurs remédié : celle des quinze jours de congé alloués par les statuts au personnel des chemins de fer. En effet, le décret du 14 septembre calculant la moyenne de huit heures de travail journalier sur 2.504 heures se trouvait comprendre dans les jours de travail les jours de congé ; alors qu'on diminuait des 365 jours de l'année les 52 jours fériés obligatoires, on ne diminuait pas les quinze jours de congé alloués au personnel. En basant le calcul des heures de travail sur 2.504 heures, il s'ensuivait donc que, en fait, les congés n'existaient plus puisque le personnel était mis dans l'obligation de rendre en travail effectif les 120 heures ($15 \text{ jours} \times 8 \text{ heures}$) de congé annuel, de sorte que, pour récupérer les quinze jours de congé, le personnel devait effectuer près d'une demi-heure de travail supplémentaire par jour. Or, même si ces heures supplémentaires sont payées, il n'en reste pas moins évident que les jours de congé ne doivent pas être récupérés. Ainsi donc, des 365 journées annuelles on doit déduire les 52 jours fériés obligatoires et les 15 jours de congé payés en vertu du statut, ce qui porte le nombre des journées de travail à 298 et le nombre d'heures à 298×8 , soit 2.384 au lieu de 2.504 prévues antérieurement.

Aussi le Ministre des Travaux publics a-t-il reconnu que telle devait être la solution à admettre et que les quinze jours de congé prévus par le statut ne devaient pas être récupérés ; par suite, il a décidé de réduire de 120 heures la durée normale du travail annuel dans les chemins de fer.

L'application du principe des huit heures telle qu'elle avait été faite par les conclusions de la commission paritaire avait eu surtout pour conséquence d'aggraver les charges pécuniaires des réseaux, car s'il en résultait une diminution du rendement, par contre, le

trafic devant néanmoins être assuré normalement, on a dû pour cela augmenter considérablement le personnel ; aussi les charges financières des Compagnies ont-elle augmenté dans la même proportion. Or, si le régime institué par le décret du 14 septembre 1922 constitue un grand progrès comparé au régime antérieur, si, par une compréhension plus juste et moins rigide de ce principe, il permet de remédier aux anomalies auxquelles avait abouti le régime précédent, en revanche, lorsqu'on examine quelle sera l'économie que pourront réaliser les Compagnies, on constate que ce résultat est assez faible. Si ce régime doit donner à l'exploitation des chemins de fer beaucoup plus de souplesse que le régime antérieur, ses conséquences tant au point de vue des effectifs que de la dépense seront peu importantes. En effet, le communiqué donné à la presse évalue l'économie à 300 millions, mais d'après les calculs du rapporteur au Conseil supérieur des Chemins de fer, M. Mussat, l'économie qu'on peut attendre du nouveau régime serait d'environ 33.000 agents et de 248 millions seulement, ce qui revient à dire que la loi de huit heures aura encore pour conséquences un accroissement d'effectifs de 67.000 agents et une augmentation de dépenses de 850 millions par an. De plus, cette réduction des effectifs et cette diminution des dépenses ne pourront être réalisées que sur un laps de temps assez long, au fur et à mesure des démissions, décès, mises à la retraite du nombre correspondant d'agents ; car actuellement le personnel est en surnombre sur les réseaux, et le statut du personnel ne permet pas de licencier en cas de fléchissement dans le trafic ou en cas de modifications dans la réglementation du travail (1).

Ainsi il semble que les améliorations dues au décret du 14 septembre 1922 amèneront une économie bien faible par rapport au total de la dépense annuelle que la loi de huit heures impose aux réseaux (1.100 millions), puisqu'elle n'est que de 250 millions environ. Une telle économie est donc bien insuffisante en face du déficit annuel des réseaux qui, en 1921, était de 2 milliards et pour 1922, de 1.200 millions.

Si les résultats sont si faibles, c'est qu'une réforme telle que celle du décret du 14 septembre 1922 est beaucoup trop modeste. En effet,

(1) Voir *Bulletin de la Société d'Etudes et d'Informations économiques*, n° du 9 septembre 1922.

parmi toutes les dispositions prévues par ce décret, une surtout pouvait contribuer à diminuer les charges imposées aux Compagnies par suite de l'application des huit heures, c'était celle qui octroyait un crédit de 450 heures supplémentaires (article 14, 3°), puisque grâce à ce crédit on allait pouvoir demander au personnel des chemins de fer un travail plus long et aussi diminuer le nombre des agents. Mais pour qu'une telle mesure pût avoir des conséquences vraiment importantes, au point de vue financier, il aurait fallu se rallier au projet du Conseil supérieur des Chemins de fer et considérer ces heures non comme des heures supplémentaires rémunérées, mais comme l'un des paliers autorisés par la loi, c'est-à-dire décider que, pour un temps à déterminer, la journée normale serait fixée à neuf heures. Or, c'est ce que demandait le Conseil supérieur des Chemins de fer, puisqu'il proposait que, à titre de mesure transitoire, pendant les sept premières années, 300 des 450 heures supplémentaires ne fussent pas rémunérées. C'était donc fixer, pour une période de sept ans, la journée normale à neuf heures, sans compter les 150 heures supplémentaires accordées à titre de dérogation. Ainsi, l'économie aurait pu être de 426 millions, au lieu de 250 millions, et l'effectif de 55.000 unités, au lieu de 33.000 unités. Une telle mesure n'aurait certes pas supprimé toutes les charges imposées par la loi de huit heures à l'industrie des chemins de fer, puisque cette loi aurait encore coûté aux compagnies 575 millions, et que chaque agent aurait fourni dans l'année 950 heures de travail de moins qu'en 1913, mais c'était alléger d'une manière plus efficace les charges des compagnies, et d'ici sept ans, la restauration de la France aurait été très avancée, le déficit des réseaux supprimé et l'application de la journée de huit heures se serait présentée avec moins d'inconvénients. (1)

Mais le Gouvernement n'a pas cru pouvoir suivre l'avis du Conseil supérieur des Chemins de fer et a décidé que les heures supplémentaires seraient rémunérées. Dans son rapport au Président de la République, précédant le décret du 14 septembre 1922, le Ministre des Travaux Publics donne les raisons pour lesquelles il ne s'est pas rallié à cette proposition : « Il n'y a qu'une seule modalité, proposée

(1) Voir *Bulletin de la Société d'Etudes et d'Informations économiques*, n° du 9 septembre 1922.

« par le Conseil, et qui n'a pas paru pouvoir être conservée : le
« Conseil supérieur avait prévu, à titre de mesure transitoire, que,
« pendant les sept premières années, 300 des 450 heures supplémen-
« taires ne seraient pas rémunérées. Au sujet de cette mesure
« transitoire, M. le Ministre du Travail a formulé la réserve
« suivante :

« La seule question que j'examinerai, c'est celle de savoir si une
« telle stipulation rentre dans les prévisions de la loi du
« 23 Avril 1919.

« Il ressort à la fois du texte de l'article 21 précité et des explica-
« tions données par le rapporteur du projet du Conseil supérieur
« des Chemins de fer que ces 300 heures entrent dans la durée
« normale du travail, et qu'elles ne sont pas rémunérées. Il ne
« s'agit donc pas d'heures supplémentaires ayant le caractère de
« dérogations temporaires, au sens où les entend le Conseil d'Etat.
« Les projets de règlements publiés jusqu'à ce jour, ont, en effet, tou-
« jours stipulé que les heures de dérogations temporaires doivent être
« payées, conformément aux usages en vigueur pour les heures de
« travail effectuées en dehors de la durée normale ; or, ces heures
« non seulement ne sont pas rémunérées comme heures supplémen-
« taires, mais ne doivent pas être rémunérées du tout. C'est donc
« bien la durée normale de la journée de travail qui, pendant sept
« années, est prolongée de 300 heures par an.

« Peut-on admettre que cette faculté de prolonger de 300 heures
« la durée normale de la journée de travail, constitue un palier, au
« sens du 3° de l'article 8 du livre II du Code du travail, aux
« termes duquel les règlements d'administration publique détermi-
« neront notamment « les délais dans lesquels la durée actuellement
« pratiquée sera ramenée, en une ou plusieurs étapes, aux
« limitations prévues à l'article 3 » ? Etant donné qu'actuellement
« les durées normales sont inférieures à celles que prévoit le
« présent projet, est-il possible de soutenir que les sept années
« pendant lesquelles sera pratiqué un régime comportant 300 heures
« normales de plus que le régime actuel, constituent le délai prévu
« par la loi pour ramener la durée actuelle aux limitations fixées
« par l'article 6 ? »

« En un mot, si la loi de 1919 a envisagé la faculté d'une étape
« palier permettant, en partant d'une durée effective supérieure aux

« huit heures, d'arriver finalement à cette durée légale, en s'arrêtant
« transitoirement à une durée intermédiaire, par contre, cette
« faculté n'a pas paru pouvoir être retenue dans le cas des chemins
« de fer, la durée actuelle du travail y étant déjà, en fait, égale ou
« inférieure à la durée légale, par application des accords paritaires
« de 1919, acceptés alors par les réseaux. »

Si le Gouvernement estime que considérer ces 300 heures supplémentaires comme l'un des paliers autorisés par la loi du 23 Avril 1919 serait contraire aux dispositions mêmes de cette loi, on peut regretter une telle solution, car la mesure préconisée par le Conseil supérieur des Chemins de fer, aurait allégé, dans une proportion plus forte, les charges imposées aux réseaux par l'introduction de la journée de huit heures.

Quoi qu'il en soit, si l'on a pu, par ce décret, pallier aux plus graves inconvénients du régime antérieur et établir un régime beaucoup plus souple et meilleur, tout en étant cependant conforme aux dispositions mêmes de la loi, on n'a pas supprimé tous les effets dus au régime des huit heures. C'est qu'une telle réforme, tout en constituant une amélioration considérable, est insuffisante ; ce qu'il faudrait, c'est avoir le courage de reconnaître les erreurs commises et de les corriger. Mais du moment que l'on maintient le principe des huit heures, on pourra certes atténuer considérablement les fâcheux résultats d'une application trop étroite du principe, mais non les supprimer totalement.

SECTION II. — Le décret du 5 Septembre 1922 réglementant la durée du travail dans la marine marchande

C'est dans le *Journal Officiel* du 15 septembre 1922, qui publiait le texte du décret du 14 septembre relatif à la réglementation de la durée du travail dans les chemins de fer, que fut publié aussi le décret du 5 septembre 1922, réglementant la durée du travail dans la marine marchande. Ce décret, par une compréhension plus large et plus juste du principe des huit heures, a remis notre marine dans une situation moins inégale vis-à-vis de la concurrence des marines étrangères.

Ici, plus encore que pour l'industrie des chemins de fer, une modification du régime établi par la loi du 2 août 1919 et par le décret du 24 février 1920, était indispensable. Nous avons vu en effet que le Parlement français avait voté la loi du 2 août 1919 avec la ferme pensée que la règle des « huit heures » serait incorporée à bref délai dans les législations des autres pays maritimes et notamment de la Grande-Bretagne et des pays scandinaves. Or, cette espérance fut malheureusement déçue ; car, non seulement à la Conférence internationale du travail maritime de Gênes, de juin-juillet 1920, mais même au cours des années 1920 à 1922, les démarches faites par le Bureau international du travail pour que la question des huit heures fût reprise n'ont donné aucun résultat ; armateurs et marins étrangers se sont opposés à l'introduction de la loi de huit heures dans la marine marchande.

Dès lors, la France se trouvait être le seul pays à appliquer les huit heures, et ainsi le personnel du pont ne faisait que cinquante-six heures par semaine, en France, alors qu'il en faisait quatre-vingt-quatre dans les marines étrangères. Aussi, comme le remarquait le Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine marchande, dans son rapport au Président de la République, précédant le décret du 5 septembre 1922, « malgré son isolement législatif, l'armement français aurait peut-

« être pu supporter les charges nouvelles, instituées par la loi du
« 2 août 1919 et le décret du 24 février 1920, si les frets s'étaient
« maintenus aux taux très élevés qu'ils avaient atteints au cours des
« années 1917 et 1918, et dans les premiers mois de l'armistice. Mais
« la crise générale économique qui se manifeste dès 1920, et dont
« les effets répercutèrent très lourdement sur l'industrie des trans-
« ports maritimes, entraîna un effondrement général des frets et
« finit par rendre rapidement déficitaire l'exploitation des navires
« de commerce français. Cette situation mit bientôt en évidence la
« nécessité de prendre des mesures adéquates en vue de rapprocher
« la législation française du travail et des effectifs maritimes des
« législations similaires étrangères et d'atteindre l'écart d'exploita-
« tion des navires français et des navires étrangers. » Une
modification du régime institué par le décret du 24 février 1920
paraissait donc absolument nécessaire. C'est parce qu'on avait la
certitude que cette loi serait internationalisée que le Parlement
l'avait votée ; si, à cette époque, il avait pu prévoir que les autres
pays s'opposeraient à cette internationalisation, jamais il ne l'aurait
votée ; dès lors il était impossible d'attendre encore : depuis près
de trois ans notre marine se voyait, par suite de l'application stricte
des huit heures, lourdement handicapée dans la concurrence inter-
nationale ; si l'on ne voulait pas voir sa ruine, il fallait revenir sur
le décret du 24 février 1920.

Or à quelle solution devait-on s'arrêter ? Puisque les marines
marchandes étrangères s'étaient toutes refusées à appliquer un régime
devant nuire aux marins comme à l'armement, la solution la plus
logique et la plus rationnelle aurait été, semble-t-il, la suspension
de la loi de huit heures dans la marine marchande. En effet, l'inter-
nationalisation des huit heures était la condition même du maintien
des huit heures dans notre marine ; les autres pays ne nous ayant pas
suivis, nous n'avions qu'à revenir en arrière. C'est pourquoi le Comité
des Armateurs de France demandait purement et simplement la
suspension de huit heures. Il semble bien que c'était là la solution
la plus simple et aussi la plus efficace, pourvu que l'on spécifiât
formellement qu'il ne s'agirait que d'une suspension et non d'une
abrogation, la journée de huit heures devant être rétablie le jour où
une convention internationale prescrirait la généralisation des huit
heures dans la marine marchande.

Mais le gouvernement n'a pas cru devoir aller aussi loin ; il n'a pas osé porter ce premier coup au principe des huit heures. Aussi s'est-il efforcé, tout en le maintenant dans la marine marchande, d'y apporter toutes les atténuations permises par la loi du 2 août 1919 et notamment en faisant la distinction entre le travail effectif et le temps de présence.

Recherchons tout d'abord si le décret du 5 septembre 1922 a été pris légalement, c'est-à-dire s'il a été rédigé en tenant compte des formalités exigées par la loi. Il ne s'agissait plus, comme pour l'industrie des chemins de fer, de remplacer un régime provisoire établi par les conclusions des commissions paritaires par un régime définitif basé sur un règlement d'administration publique, puisque pour la marine marchande ce règlement avait été établi par le décret du 24 février 1920 ; c'était donc d'une révision de ce décret qu'il s'agissait ; la loi du 2 août 1919 ne s'y opposait d'ailleurs nullement, mais elle exigeait que dans l'élaboration de ce nouveau décret on se conformât aux règles de procédure établies par elle, notamment au point de vue de la consultation préalable des organisations ouvrières et patronales intéressées. Or, il semble incontestable que dans l'élaboration de ce décret du 5 septembre 1922 on a tenu compte des formalités exigées par la loi du 2 août 1919 en cas de révision des règlements d'administration publique. Cette loi qui, d'ailleurs, ne fait que reproduire les dispositions de la loi du 23 Avril 1919, mais en les appliquant aux entreprises de navigation maritime, dit en effet dans son article 1^{er}, paragraphe 4, que « ces règlements seront révisés « dans les mêmes formes » que celles exigées pour leur élaboration, c'est-à-dire qu'ils peuvent être révisés « soit d'office, soit à la « demande d'une ou de plusieurs organisations d'armateurs ou de « navigateurs nationales ou régionales intéressées. Dans l'un et « l'autre cas, les organisations d'armateurs et de navigateurs intéressées devront être consultées » (article 1^{er}, paragraphe 3). Or c'est bien ce que l'on fit avant de promulguer le décret du 5 septembre 1922, puisque c'est à la demande des armateurs que l'on se décida à revenir sur la réglementation existante et qu'on ne promulgua le décret qu'après avoir provoqué l'avis tant des organisations d'armateurs que de celles de navigateurs. En effet, dans son rapport au Président de la République, le Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine marchande, faisant un exposé des démarches faites avant l'élaboration

définitive du texte du nouveau décret, dit : « Les doléances de l'armement national furent exposées, à maintes reprises, tant dans la grande presse d'information ou la presse spéciale maritime qu'à la tribune même du Parlement. Le 27 mars 1922, à la suite de l'interpellation de M. le Sénateur Brindeau, le Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine marchande institua, sous la présidence du directeur des services du travail et de l'enseignement maritime, une commission paritaire d'armateurs et de marins, qui fut chargée de réajuster le décret du 24 février 1920 à la situation économique créée par la crise des affaires et de remédier ainsi à la situation désavantagée de l'armement français dans la lutte de concurrence mondiale.

« La commission tint séance les 17 et 19 mai 1922. Des divergences très graves se manifestèrent, dès le début de la discussion, entre les membres patronaux et les membres ouvriers. Les armateurs réclamèrent la suspension pure et simple du décret du 24 février 1920. Les marins, confiants dans l'action qu'ils se proposaient d'exercer sur les marins étrangers pour hâter la conclusion d'un accord international réglementant le travail à bord des navires sur la base de huit heures par jour, refusèrent énergiquement, non seulement de laisser suspendre l'application, mais même d'entreprendre la révision du décret du 24 février 1920. La commission dut se séparer sans avoir obtenu aucun résultat. »

La commission paritaire ayant échoué dans sa tâche, il est certain que l'administration de la marine marchande devait préparer seule un projet et le soumettre ensuite à l'approbation des organisations d'armateurs et de navigateurs, d'autant plus qu'elle était saisie d'une demande de révision par le Comité central des Armateurs de France. En effet, « ultérieurement, par une lettre en date du 1^{er} juin 1922, le Comité central des Armateurs de France vint demander qu'une révision du régime institué par la loi du 2 août 1919 et le décret du 24 février 1920 fût mise en œuvre « en vue de placer les armateurs français sur un pied d'égalité avec leurs principaux concurrents étrangers ». La procédure de révision prévue par l'article 1^{er} de la loi du 2 août 1919 étant par là même ouverte, l'administration de la marine marchande prépara un avant-projet de décret modificatif du règlement du 24 janvier 1920, qui fut communiqué par lettre du 1^{er} juillet 1922 — et conformément aux

« dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'article 1^{er} de la loi du
« 2 août 1919 — aux organisations professionnelles d'armateurs et
« de navigateurs intéressées. Tenant compte, dans la mesure où il
« a été possible, des observations formulées par les organisations
« professionnelles, les services de la marine marchande ont élaboré
« le projet de décret ci-joint, qui a été soumis à l'examen du Conseil
« d'Etat et que j'ai l'honneur de venir vous présenter ».

Ainsi, avant de se résoudre à élaborer elle-même un projet de révision du décret du 24 février 1920, l'administration de la marine marchande fit tout ce qui était en son pouvoir pour faciliter un accord entre les intéressés, mais cet accord ne put se faire par suite de l'intransigeance des délégués des marins, qui se refusèrent à toute modification, quelle qu'elle fût, du régime alors appliqué. D'autre part, l'espoir formulé par les marins de voir les autres pays maritimes adopter le principe des huit heures a été déçu, puisque, à la séance du 1^{er} août 1922 de la Conférence internationale des Gens de mer, ce sont les marins étrangers eux-mêmes qui se déclarèrent hostiles à l'application d'un tel principe. Dès lors, étant saisie d'une demande de révision par les armateurs, l'administration devait réviser le décret du 24 février 1920 après avoir provoqué l'avis des intéressés ; en agissant ainsi, elle n'a donc fait que se conformer strictement aux dispositions mêmes de la loi du 2 août 1919.

Si le décret du 5 septembre 1922 a bien été pris dans les formes légales, les nouvelles règles qu'il vient poser restent-elles conformes aux dispositions de la loi du 2 août 1919 qui a introduit le principe des huit heures dans la marine marchande ?

Ce sont en effet des règles bien différentes de celles établies par le décret du 24 février 1920, puisqu'en fait le personnel du pont qui était soumis par ce décret au régime des trois quarts va être soumis au régime des deux quarts. Aussi pourrait-on se demander comment on a pu aboutir à un régime tout autre que celui établi au lendemain de la loi du 2 août 1919, tout en prétendant se conformer aux dispositions mêmes de cette loi. C'est presque uniquement en calculant d'une manière différente ce qu'il faut entendre par travail effectif que l'on est arrivé à modifier aussi profondément le régime en vigueur. La loi du 2 août 1919 se bornait à décider que la durée du travail effectif devrait être de huit heures par jour ou de quarante-huit heures par semaine

ou être basée sur une limitation équivalente établie sur une période de temps autre que la semaine (article 1^{er}) ; elle ne spécifiait pas ce qu'il faut entendre par travail effectif ; aussi, alors que dans le décret du 24 février 1920 on considérait comme heures de travail des périodes pendant lesquelles le travail n'est pas continu et ne consiste qu'en une simple nécessité de présence, ne comportant que de rares moments d'action, le décret du 5 septembre 1922 essaye de faire cette discrimination entre le temps de présence et le travail effectif et arrive ainsi, tout en respectant les termes de la loi du 2 août 1919, à un régime tout à fait différent du régime antérieur.

Dans le décret du 24 février 1920, présence et travail effectif étaient en effet confondus puisqu'il y était dit : « Est considéré comme « temps de travail effectif le temps pendant lequel le personnel « embarqué est, par suite d'un ordre donné, à la disposition du « capitaine hors des locaux qui lui servent d'habitation à bord, le « temps de repos étant par contre le temps pendant lequel le per- « sonnel embarqué est en droit de séjourner dans les locaux qui lui « servent d'habitation à bord » (article 1^{er}, paragraphe 5). Or, il est incontestable que ces heures pendant lesquelles le personnel est à la disposition du capitaine hors des locaux qui lui servent d'habitation comportent de larges périodes d'inaction et qu'il y avait une véritable exagération à considérer ces heures consistant le plus souvent en une simple obligation de présence comme des heures de travail effectif.

Aussi le nouveau décret va faire cette discrimination entre la simple présence et le travail effectif en établissant une durée de présence plus longue. Mais, étant donné que le service du personnel de la machine peut toujours être envisagé, en raison de sa nature, de sa continuité et des formes pénibles de son exercice, comme un véritable travail effectif, le nouveau décret n'y a pas touché : la durée de la journée de travail est toujours de huit heures pour le personnel de la machine. Par contre, le travail du personnel du pont et du service général étant d'une nature toute différente et comportant de nombreuses périodes d'inaction, le décret du 5 septembre 1922 vient modifier le régime qui leur était appliqué.

Mais une difficulté surgissait ; car, tandis que pour les industries de terre on peut, en tenant compte de la différence qu'il y a entre la simple présence et le travail effectif, ajouter une ou deux heures de présence afin qu'il y ait bien huit heures de travail effectif, ici une

telle mesure était impossible. En effet, comme il est dit dans le rapport au Président de la République, précédant le décret, « en proclamant que « la durée du travail effectif des navigateurs de l'un et l'autre sexe et de tout âge, employés à bord d'un « navire, y compris naturellement les agents du service général, ne « peut excéder soit huit heures par jour, soit quarante-huit heures « par semaine, soit une limitation équivalente établie sur une « période de temps autre que la semaine » (loi du 2 août 1919, « article 1^{er}), le législateur de 1919 a décidé que l'organisation du « service des équipages doit, obligatoirement, être réglée à trois « quarts (sous réserve de quelques rares exceptions applicables aux « bâtiments de petite navigation) ». Dès lors, étant donné le caractère même de l'industrie maritime, il fallait ou bien laisser subsister le régime du décret du 24 février 1920, c'est-à-dire des trois quarts de huit heures ou, au contraire, rétablir le régime appliqué autrefois en France et encore actuellement sur les navires étrangers, c'est-à-dire le régime des deux quarts de douze heures ; aucune solution intermédiaire n'était possible ; il fallait donc, pour pouvoir modifier le décret du 24 février 1920, décider que pour le personnel du pont et du service général huit heures de travail effectif correspondaient à douze heures de présence et cela sans s'occuper si en fait il en était exactement ainsi. Aussi le nouveau décret, après avoir dans son article 1^{er} bien spécifié que ces dispositions nouvelles ne sont établies qu'à titre temporaire et jusqu'à ce que soit intervenue une convention internationale entre la France et les grandes nations maritimes, relativement à la réglementation du service à la mer dans la marine marchande, dit, dans son article 2 : « Pour l'application de la loi du « 2 août 1919, et afin de tenir compte de la nature du travail et des « intermittences qu'il comporte, il est admis qu'à la mer la durée de « présence prévue au paragraphe ci-après, pendant laquelle les « personnels du pont et du service général sont, par suite d'un ordre « donné, à la disposition du capitaine hors des locaux qui leur « servent d'habitation à bord, correspond à la durée maximum de « travail effectif fixée par le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi « du 2 août 1919 (qui fixe cette durée de travail effectif à huit heures).

« La durée de présence visée au paragraphe précédent est fixée à « douze heures par jour. »

Grâce à cette simple disposition par laquelle on admet que douze

heures de présence équivalent à huit heures de travail effectif, on va pouvoir organiser le service du pont à deux quarts au lieu de trois. En effet, l'article 3 ajoute : « A bord des navires de toutes catégories « visés dans les articles suivants, le service du personnel du pont est « organisé à deux quarts au moins. Le travail des agents du service « général est organisé de telle façon que chacun de ces agents soit « toujours assuré de huit heures de repos ininterrompu, plus trois « heures pour les repas et la toilette ».

Ainsi, tout en restant dans les termes mêmes de la loi du 2 août 1919, on est arrivé grâce à cette discrimination à rétablir sur nos navires le régime des deux quarts et à nous placer à peu près dans les mêmes conditions que les marines étrangères au point de vue de la réglementation de la durée du travail à bord.

D'autre part, le décret du 5 septembre 1922 apporte certaines modifications au régime établi par le décret du 24 février 1920 au point de vue du nombre d'hommes nécessaire pour chaque bordée.

Par le décret du 24 février 1920, l'effectif du personnel subalterne du pont devait comprendre au minimum trois hommes par bordée. Au contraire, par celui du 5 septembre 1922, si pour certaines catégories de navires effectuant une durée normale de séjour à la mer d'un certain temps on a maintenu ces dispositions, par contre on a constitué à deux hommes au lieu de trois les bordées de pont pour les navires qui n'effectuent que de faibles séjours à la mer ou qui sont d'un faible tonnage. En effet, les navires à vapeur ou à propulsion mécanique, soit d'une jauge brute supérieure à 3.000 tonnes et n'effectuant que des séjours à la mer d'une durée normale de moins de vingt-quatre heures, soit d'une jauge brute inférieure à 3.000 tonnes et effectuant des séjours à la mer d'une durée normale de plus de vingt-quatre heures et de moins de quatre-vingt-seize heures, ne doivent avoir à bord pour le service du pont que deux hommes par bordée, en sus des officiers (article 4, paragraphe 3).

Pour les équipages des chalands remorqués non munis d'un mode de propulsion propre, l'article 9 limite le nombre d'hommes par bordée à deux s'ils font des séjours à la mer de plus de quatre-vingt-seize heures et à un s'ils font des séjours à la mer de moins de quatre-vingt-seize heures.

Quant aux navires à voiles, alors qu'ils étaient soumis à une

obligation minimum de trois hommes par bordée, l'article 6 n'édicte plus aucune composition minimum et obligatoire d'effectif.

Enfin, le nouveau décret allège aussi d'une façon notable les charges incombant aux armateurs relativement à l'embarquement des officiers du pont et de la machine d'une part par la réduction apportée dans le nombre des bordées, d'autre part par l'attribution de la conduite d'un quart aux capitaines et chefs mécaniciens sur certains bâtiments remplissant des conditions de tonnage, de puissance ou de navigation déterminées.

Telles sont les principales dispositions du décret du 5 septembre 1922 dont la conséquence la plus importante est de rétablir le service des deux quarts et de revenir ainsi au régime existant avant l'introduction des huit heures dans la marine marchande française. Le Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine marchande reconnaît lui-même que le nouveau décret revient au régime de la loi du 17 avril 1907 puisqu'il dit dans son rapport au Président de la République : « Ce « projet de décret apporte au décret du 24 février 1920 diverses « modifications dont l'effet est de replacer la réglementation française du travail et des effectifs maritimes au moins sur le plan de « la législation de 1907 ».

Mais si ce décret établit ainsi des règles beaucoup moins strictes et moins onéreuses pour notre marine marchande, la place-t-il sur un pied d'égalité vis-à-vis des marines marchandes étrangères quant aux conditions du travail ? Il semble bien que, malgré les améliorations incontestables qu'il apporte, ce décret, tout en rapprochant la réglementation du travail à bord de notre marine marchande de celle des marines marchandes étrangères, lui fait subir encore des charges plus lourdes que celles-ci ont à supporter.

Si, en effet, le décret du 5 septembre 1922 a rétabli le régime des douze heures, par contre, il n'établit pas le régime des quatre-vingt-quatre heures par semaine qui est celui à peu près généralement appliqué en mer pour le personnel du pont dans les principaux pays maritimes, et cela parce qu'il a maintenu le repos hebdomadaire généralisé dans la marine marchande française par le décret du 24 février 1920, de sorte que ce repos hebdomadaire est appliqué sur tous les navires français, même à la mer : si on ne peut pas donner aux équipages ce repos, on doit le compenser par un jour de repos dans le port (article 19 du décret du 24 février 1920), si bien que sur

les navires français le personnel du pont ou du service général ne travaille que soixante-douze heures par semaine au lieu de quatre-vingt-quatre sur les navires étrangers.

D'autre part, tandis que sur les navires étrangers, les quatre-vingt-quatre heures de travail sont à la volonté de l'armateur ou du capitaine, sur les navires français, pendant les heures de nuit (c'est-à-dire entre six heures du soir et quatre heures du matin), les hommes de quart ne peuvent être employés qu'à un travail relatif à la conduite et à la sécurité du navire (article 16 du décret du 24 février 1920). Ainsi, alors que sur les navires étrangers on peut faire travailler pendant toute la nuit (et on ne manque pas de le faire) et employer les hommes du pont au lavage du pont ou à la toilette de certaines parties du navire, il est absolument interdit, sur les navires français, pendant les heures de nuit, de rien faire faire aux marins en dehors de la conduite de la barre, de la veille au bossoir et du vidage des escarbilles (1).

Ainsi la situation faite aux marins français est loin d'être aussi dure que celle des marins étrangers, et par suite ce décret, tout en apportant une grande amélioration sur le régime précédent, n'égalise pas encore nos charges avec celles de nos concurrents étrangers.

Quelles conclusions tirer de l'étude de ces deux décrets qui, les premiers, ont fait apparaître un revirement dans la manière de comprendre et d'appliquer le principe des huit heures ? Grâce à leur grande souplesse, on a pu remédier aux plus graves inconvénients d'un régime qui risquait d'aboutir à de dangereuses conséquences pour notre production nationale. Ainsi, après avoir voulu appliquer le principe des huit heures en ne tenant aucun compte des mesures que la loi elle-même mettait à la disposition des règlements d'administration publique pour éviter une modification trop brutale des conditions du travail et par suite pour ne pas entraver l'essor de la production nationale, devant les résultats mêmes auxquels on a abouti, on a dû reconnaître qu'on avait fait fausse route et qu'il était absolument nécessaire de revenir sur cette réforme. Mais alors qu'on n'avait pas craint d'introduire cette limitation de la durée du

(1) Voir le discours de M. Rio à la Chambre des Députés, séance du 3 novembre 1922.

travail brusquement, par contre, lorsqu'il a fallu revenir sur l'œuvre accomplie, on n'a pas osé le faire aussi brutalement, vu l'hostilité qu'une telle mesure aurait soulevée dans les milieux ouvriers ; ce n'est que timidement que l'on s'est mis à la tâche et seulement dans les branches de la production qui avaient eu le plus à souffrir de l'introduction des huit heures telle qu'elle avait été faite au lendemain de la guerre.

En effet, tout en reconnaissant qu'il était de toute nécessité de remédier à la situation créée tant à l'industrie des chemins de fer qu'à celle de la marine marchande par l'application du principe des huit heures, on a voulu maintenir intangible ce principe. Aussi, pour concilier ces deux désirs quelque peu opposés, s'est-on efforcé de trouver un moyen terme en recherchant dans la loi toutes les dispositions permettant une interprétation la plus large possible du principe ; on a pu ainsi aboutir à une durée de travail plus longue tout en appliquant les dispositions mêmes de la loi de huit heures.

Pour l'industrie des chemins de fer, en calculant la durée du travail sur l'année entière, en distinguant la présence et le travail effectif, en accordant de plus larges dérogations pour surcroît de travail, on a pu apporter des améliorations importantes au régime antérieur, tout en restant dans les termes mêmes de la loi du 23 avril 1919 ; mais si les résultats pratiques qui doivent en résulter, notamment au point de vue financier, sont si faibles, la cause n'en est-elle pas justement dans le fait que l'on a voulu maintenir le principe des huit heures qui est en lui-même dangereux ; on a pu revenir sur les plus graves dangers dus à une interprétation abusive du principe, mais en le conservant on ne pouvait en éviter les conséquences.

De même pour l'industrie de la marine marchande on a maintenu la loi du 2 août 1919 posant le principe des huit heures, mais on a prétendu remédier aux conséquences de l'application qui en avait été faite en distinguant ce qu'il faut entendre par travail effectif et par présence. Or, s'il est incontestable que huit heures de présence pour le personnel du pont ne correspondent pas à huit heures de travail effectif, en revanche, il n'est peut-être pas davantage certain que douze heures de présence correspondent exactement à huit heures de travail effectif. En réalité, était-ce dix ou onze heures qu'il aurait fallu dire ? Le calcul exact était en tout cas difficile à faire. Mais étant donné que

d'une part il fallait nécessairement, pour modifier le régime existant, établir le service à deux quarts au lieu de trois, et que d'autre part on voulait maintenir le principe des huit heures, on a dit : il est admis que douze heures de présence équivalent à huit heures de travail effectif. Certes, il n'y a dans la loi aucune règle, aucune indication permettant de calculer la durée du travail effectif et de la distinguer de la durée de présence, et c'est uniquement au règlement d'administration publique de déterminer cette durée ; mais, comme le dit M. Ch. Dulot (1), « si cette absence d'indication per-
« mettait, dans le cadre d'une loi limitant expressément la journée
« à huit heures de travail effectif, de prolonger aussi arbitrairement
« la durée du temps de présence à l'atelier ou sur le pont d'un bateau,
« il n'y aurait aucune raison de ne pas rétablir, par simple décret,
« sous des prétextes les plus divers, la journée de quatorze heures,
« voire même de seize heures ».

Ainsi donc, — et ceci montre bien que c'est non seulement la manière dont on avait appliqué le principe, mais le principe lui-même qui aboutit à des conséquences dangereuses — pour pouvoir obvier aux inconvénients constatés, on a dû s'écarter le plus possible de l'application stricte du principe, et l'on n'a pu y remédier que dans la mesure où l'on s'en est écarté, de sorte que si la loi de huit heures a été maintenue dans l'industrie des transports par chemins de fer et par mer, le principe n'y est peut-être conservé qu'en apparence et non en réalité.

Si, en effet, ces deux décrets de septembre 1922 sont conformes aux dispositions des lois du 23 avril et du 2 août 1919 venant poser le principe des huit heures, le premier pour l'ensemble du commerce et de l'industrie, le deuxième pour l'industrie maritime, par contre il ne s'ensuit pas qu'ils maintiennent réellement le principe des huit heures. Les lois du 23 avril et du 2 août 1919 ne faisaient pas une obligation absolue aux règlements d'administration publique d'appliquer immédiatement le principe des huit heures : elles leur permettaient, au moyen de paliers, de dérogations, etc., de n'introduire ce principe que progressivement, de sorte que l'on aurait très bien pu au lendemain de ces lois faire des règlements d'administration publique qui, sans établir immédiatement le régime des huit

(1) Voir *Information Sociale* du 5 octobre 1922.

heures de travail, n'auraient été qu'un premier pas dans le sens d'une diminution de la durée du travail tout en restant conformes à la loi. Or c'est un peu ce que l'on a fait par ces deux décrets : devant les résultats obtenus, on a voulu revenir sur l'œuvre accomplie et on a alors tenu compte de toutes les dispositions de la loi permettant d'établir un régime d'une plus grande souplesse. Si l'on a pu ainsi remédier aux inconvénients d'une introduction trop brusque des huit heures, il est difficile de prétendre que lorsqu'on oblige les ouvriers à faire un trop grand nombre d'heures de travail supplémentaires même rémunérées, ou qu'on les astreint à une présence trop longue, le principe des huit heures de travail est sauvegardé ; on se trouve en effet bien loin du programme des « trois huit » si cher à la classe ouvrière.

Toutefois, ces décrets constituent un réel progrès sur le régime précédent et cela dans la mesure même où ils s'écartent de l'application stricte des huit heures. Car les quelques améliorations qu'ils apportent auront des conséquences importantes au point de vue économique en rendant l'exploitation des chemins de fer moins onéreuse pour les Compagnies et en permettant à la marine marchande française de lutter à armes égales avec les marines étrangères. D'autre part, loin de nuire à la classe laborieuse, ces mesures qui favorisent l'essor de la production ne peuvent qu'améliorer sa situation en lui procurant un salaire plus élevé ; elles auront aussi une influence heureuse sur le chômage. En effet, pour l'industrie maritime, par suite des charges imposées aux armateurs par le décret du 24 février 1920, ceux-ci durent désarmer de nombreux navires pour ne pas les exploiter à perte ; ces charges se trouvant diminuées par le décret du 5 septembre 1922, des réarmements deviennent possibles, et par suite, malgré la diminution de l'effectif de chaque équipage, la crise du chômage s'atténuera grâce à la reprise de la navigation qui était alors réduite au minimum. Car ce n'est qu'en augmentant la durée du travail qu'on peut éviter le chômage, et si les marins anglais ont refusé d'appliquer le régime des huit heures chez eux, c'est justement afin de ne pas aggraver la crise du chômage qui sévissait dans la marine marchande britannique ; car, disait leur représentant Havelock Wilson, « les frais de l'exploitation » deviendraient tels qu'il y aurait désarmement de nombreux navires ».

Ces deux décrets sont donc loin de supprimer toutes les charges imposées à l'industrie des transports par l'application des huit heures et il est à regretter que l'on ne soit pas revenu franchement sur un régime qui avait suffisamment fait ses preuves ; toutefois ils apportent déjà une grande amélioration sur le régime précédent, et employés aussi bien qu'employeurs ne peuvent qu'en tirer de réels avantages.

CHAPITRE II

De certains accords venant apporter une interprétation plus large de la loi du 23 Avril 1919.

Si le Parlement, malgré les nombreuses demandes qui en avaient été faites tant dans la presse et dans les milieux industriels qu'à la tribune même de la Chambre des Députés, n'a pas encore modifié le régime institué au lendemain de la guerre, et si le gouvernement n'est venu remédier à la situation créée par cette application si rigide du principe des huit heures que dans les branches où les conséquences étaient les plus désastreuses, est-ce que dans les autres branches de la production qui, elles aussi, ont eu à souffrir de ce mode d'application des huit heures, on en est encore à l'heure actuelle resté au régime établi au lendemain de la loi du 23 avril 1919 par les accords entre intéressés et par les règlements d'administration publique ?

Bien qu'aucune modification de la loi ou des règlements d'administration publique existants ne soit intervenue, il semble que dans les accords passés durant ces derniers temps entre employeurs et employés il y ait une certaine tendance à une interprétation plus large de ces règlements, interprétation si large que bien souvent on aboutit à une durée journalière de travail de plus de huit heures par

jour ; et cette tendance est d'autant plus intéressante à signaler que ce ne sont pas seulement les patrons et les ouvriers qui s'entendent pour mettre ainsi en échec le principe des huit heures, mais c'est l'administration du travail elle-même qui donne son approbation à de tels accords puisque plusieurs de ceux-ci ont été passés en présence de l'Inspecteur du travail de la région, et grâce à certaines dispositions qui y figurent, tout en maintenant en apparence le régime des huit heures de travail journalier ou des quarante-huit heures de travail hebdomadaire, on arrive en fait à un régime de cinquante-trois et cinquante-quatre heures de travail par semaine.

C'est dans la région de Lyon qu'est apparu un premier essai d'assouplissement auquel l'administration du travail ait donné son approbation. L'Inspecteur divisionnaire du travail de Lyon a en effet accepté que les dérogations et les récupérations autorisées fussent réparties sur l'année entière, ce qui a pour avantage d'alléger les formalités requises pour les demandes d'autorisation, puisqu'ainsi il suffit d'une entente permanente entre l'établissement et l'Inspecteur. D'autre part, grâce à diverses récupérations et dérogations, il a réussi à porter pour un certain nombre d'industries la semaine à cinquante-trois heures et même pour les textiles à cinquante-quatre heures (1).

Ainsi, dans l'accord qu'il a conclu le 12 avril 1922 avec l'Association des Syndicats métallurgiques patronaux de la Loire, en outre des 100 heures supplémentaires accordées par l'article 6 (paragraphe 3) du décret du 9 août 1920 pour les travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail), il est convenu d'ajouter 80 heures pour compensation des fêtes légales, fêtes locales et inventaires (crédit que quelques établissements avaient d'ailleurs déjà obtenu en 1921 après consultation des syndicats ouvriers) ; enfin un crédit forfaitaire de 60 heures est accordé pour compenser les pertes de temps et les interruptions collectives occasionnées par le manque de force motrice, soit un total de 240 heures par an. De plus, cet accord stipule que ce crédit total de 240 heures pourra être réparti d'une façon uniforme sur tous les jours ouvrables sans qu'il y ait suppression du samedi après-midi dans les établissements ayant adopté la semaine anglaise. Ces établissements auront

(1) Voir *Journée Industrielle* des 7-8 mai 1922.

donc un travail effectif de neuf heures quarante-cinq les cinq premiers jours de la semaine et de quatre heures le samedi, soit une semaine de près de cinquante-trois heures de travail. D'autre part, ce crédit d'heures supplémentaires pourra être utilisé séparément par les diverses catégories professionnelles qui se différencient techniquement.

Il en est de même dans l'industrie textile, car dans cette même région un accord passé dans les derniers jours de juillet 1922 entre l'Inspecteur divisionnaire du travail et deux groupes patronaux — le « Syndicat des Fabricants de soieries de Lyon » et la « Chambre syndicale du Tissage mécanique à façon de la région lyonnaise » (1) — ajoute aux quarante-huit heures de travail effectif de la semaine une quarante-neuvième heure pour le nettoyage des métiers et décide en outre que les heures de dérogations seront réparties sur l'ensemble des jours ouvrables de l'année par une augmentation autant que possible uniforme de la durée du travail de chaque semaine, une organisation uniforme du travail ne pouvant avoir que des avantages pour l'industriel et le personnel. Cet accord porte le nombre total des heures de dérogation à 250, en octroyant 20 heures par année pour les arrêts accidentels de toute nature (article 3 du décret du 12 décembre 1919), 80 heures pour les arrêts occasionnés par les jours fériés légaux, les fêtes locales et autres événements locaux (article 3 du décret), et 150 heures autorisées déjà par le décret du 12 décembre 1919 (article 5, paragraphe 3) à titre de dérogation de droit pour surcroît de travail. Enfin, au lieu d'user de ces heures allouées à titre de récupération et de dérogation au fur et à mesure des besoins en faisant une déclaration à l'Inspecteur départemental du travail, ces 250 heures sont réparties sur l'ensemble de l'année à raison de cinq heures par semaine au maximum, de façon à assurer le repos du samedi après-midi et sans qu'en aucun cas la durée du travail journalier puisse dépasser dix heures.

Cet accord, ajoutant cinq heures hebdomadaires de dérogation aux quarante-huit heures de travail effectif hebdomadaire légal, aboutit donc à une semaine de cinquante-trois heures de travail effectif.

Ces cinquante-trois heures de travail par semaine seront réparties

(1) Voir *Information Sociale* du 17 août 1922.

au gré de chaque industriel suivant un horaire qui sera affiché dans chaque usine, et dont un double sera adressé à l'Inspecteur du travail.

Ces conventions sont applicables à dater du jour de leur signature dans tous les départements de la XI^e circonscription divisionnaire du travail : Rhône, Ain, Savoie, Haute-Savoie, Isère, Loire, Haute-Loire, Puy-de-Dôme.

D'autres accords de même genre sont intervenus aussi avec la Chambre des Tisseurs à façon de la Croix-Rousse, le groupement Industriel et Textile de Bourgouin-Jallieu, le Syndicat général de la Passementerie à Lyon, les Manufactures réunies de Tresses et de Lacets de Saint-Chamond, le Syndicat des Fabricants à façon de Tresses et Lacets, les Chambres Syndicales de la Teinture, de l'Apprêt et de l'Impression à Lyon, la Chambre Syndicale de l'Industrie Drapière à Vienne, la Chambre Syndicale des Fabricants de Chapeaux à Chazelle-Lyon, le groupement des Fabricants de Vêtements en gros de Clermont-Ferrand, le groupement des Fabricants de Vêtements de Travail de Villefranche-sur-Saône, le groupement des Confectionneurs du Puy.

Ainsi, toutes les industries de la région lyonnaise concernant la soierie et ses dérivés peuvent porter pratiquement leur semaine de travail à cinquante-trois heures.

Toutefois, ces conventions passées entre l'Inspecteur divisionnaire du travail et les groupements patronaux ne sont pas obligatoires ; leur adoption reste entièrement facultative ; mais ceux des adhérents qui ne les adopteraient pas ne devront jamais négliger, sous peine de procès-verbal, de remplir les formalités exigées par la loi toutes les fois qu'ils désireront faire des heures supplémentaires, quelles qu'en soient les raisons. D'autre part, en ce qui concerne le personnel ouvrier, il appartient à chaque adhérent de prendre toutes mesures qu'il pourra juger utiles pour lui faire accepter ces conventions ; il pourra obtenir, le cas échéant, l'appui bienveillant de l'Inspection du travail, mais aucune sanction d'ordre légal ne peut être exercée contre les réfractaires dont le cas relève exclusivement de la discipline intérieure de chaque établissement.

Ces conventions ne sont d'ailleurs pas spéciales à la région lyonnaise. C'est ainsi qu'à Sedan un accord appliqué depuis le 1^{er} août 1922 a été conclu au milieu de juillet en présence de M. Chevalier, inspecteur du travail, entre le Conseil d'administration de l'Union

des Syndicats patronaux de l'Industrie textile sédanaise et les délégués ouvriers des principaux établissements. Cet accord fixe (1), pour une période de trois ans, une récupération forfaitaire des heures perdues en raison des fêtes légales, locales, lendemains de fêtes et ponts divers jusqu'à concurrence de 120 heures par an (article 3 du décret du 12 décembre 1919) ; de plus, le crédit de 150 heures alloué à titre de dérogation temporaire en cas de travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail), par le décret du 12 décembre 1919 (article 6, 3°), est applicable dans toutes les branches de l'industrie textile sédanaise (filature, tissage, apprêts et teinture) en trois phases de quatre mois, savoir : quatre mois, 50 heures par semaine ; quatre mois, 53 heures par semaine ; quatre mois, 55 heures par semaine.

Ainsi, sans aucune modification des règlements existants, on a pu au moyen de ces accords revenir à un régime d'une plus grande souplesse puisqu'en fait c'est à une durée journalière de plus de huit heures de travail que ces conventions aboutissent. Mais comment se fait-il qu'on soit arrivé à un tel résultat tout en laissant subsister les règlements antérieurs ? En effet, si le principe des huit heures est en lui-même dangereux, parce qu'il ne peut qu'aboutir à une diminution de la production et par suite nuire aux ouvriers comme aux employeurs, nous avons vu que les conséquences de l'application de ce principe avaient été d'autant plus graves que, au lieu de tenir compte des dispositions contenues dans la loi du 23 avril 1919 permettant de n'introduire une telle réforme que progressivement et en tenant compte des nécessités économiques, les règlements d'administration publique avaient introduit immédiatement et brusquement ce principe. C'est pourquoi, pour revenir à un régime plus souple dans l'industrie des chemins de fer comme dans celle de la marine marchande, on a remplacé ces règlements par de nouveaux qui, tout en restant dans les termes mêmes de la loi de huit heures, sont venus poser des règles différentes de celles établies par les règlements antérieurs. Or, par ces accords faits en présence de l'Inspecteur du travail et approuvés par lui, on établit des règles différentes de celles appliquées jusqu'à ce jour tout en laissant subsister les règlements

(1) Voir *Information Sociale*, n° du 17 août 1922.

qui avaient abouti à un régime si rigide. On peut donc se demander si les règlements d'administration publique permettaient les améliorations apportées par ces accords.

Ce qui caractérise le régime établi par ces accords, c'est de répartir sur l'année entière l'ensemble des heures autorisées à titre de récupération et de dérogation. De plus, outre les heures supplémentaires prévues par les règlements d'administration publique en cas de surcroît extraordinaire de travail, ces accords en établissent forfaitairement un certain nombre qui sont censées équivaloir les heures de travail perdues par suite des interruptions de travail ou par suite des jours fériés. On obtient ainsi un total d'heures supplémentaires et c'est ce total qui est réparti, autant que possible uniformément, d'un bout de l'année à l'autre. Cette mesure a donc pour avantage d'augmenter le nombre des heures supplémentaires puisque plusieurs de ces conventions en accordent jusqu'à 250, et aussi, en répartissant ce total sur l'année entière, de prolonger chaque journée de travail d'environ une heure.

Les règlements d'administration publique permettent-ils une telle extension ?

Ces accords étant intervenus dans l'industrie métallurgique et surtout dans l'industrie textile, ce sont les décrets portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans ces deux industries qu'il faut examiner : or il semble que le décret du 12 décembre 1919 introduisant la journée de huit heures dans l'industrie textile, comme d'ailleurs celui du 9 août 1920 introduisant la journée de huit heures dans l'industrie métallurgique, n'ont pas une élasticité suffisante pour permettre les mesures établies par ces conventions.

Tout d'abord ces accords allouent un certain nombre d'heures supplémentaires pour compenser les heures de travail perdues par suite de causes accidentelles. Or, si les deux règlements d'administration publique du 12 décembre 1919 et du 9 août 1920 permettent dans leur article 3 de récupérer au moyen d'une prolongation de la journée de travail les heures perdues en cas d'interruption collective du travail résultant de cause accidentelle ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres), ils limitent le délai dans lequel pourra se faire cette récupération ; ce délai, qui varie d'ailleurs suivant la durée de l'inter-

ruption du travail, ne peut en effet dépasser cinquante ou soixante jours, sauf autorisation de l'Inspecteur du travail. En outre, le chef d'établissement qui veut faire usage de cette faculté de récupération doit, soit dans l'avis, soit dans la demande d'autorisation qu'il devra adresser à l'Inspecteur départemental du travail, mentionner entre autres indications les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire. Rien dans cet article ne semble donc autoriser les accords passés en conformité des règlements d'administration publique à attribuer un nombre forfaitaire d'heures de travail qui sont censées compenser les heures perdues par suite d'interruption accidentelle du travail, et à les répartir uniformément sur l'année entière, puisque non seulement il ne fixe pas de maximum annuel, mais prévoit les formalités exigées chaque fois qu'un industriel voudra faire usage de cette faculté de récupération.

D'autre part ces accords, pour récupérer les heures de travail perdues en raison des jours fériés autres que les jours de repos hebdomadaire, et en raison des fêtes locales ou autres événements locaux, fixent un certain nombre d'heures de travail supplémentaires. Or il semble que l'article 3 des règlements d'administration publique du 12 décembre 1919 et du 9 août 1920 ne permet pas davantage une telle mesure, puisque si l'Inspecteur peut autoriser cette récupération, il soumet le chef d'établissement qui veut faire usage de cette faculté aux mêmes obligations que pour la récupération des heures de travail perdues par suite de causes accidentelles. Néanmoins la question de la récupération des jours fériés ayant fait l'objet des deux circulaires ministérielles du 31 janvier et du 23 novembre 1920, c'est à elles que l'on doit se reporter pour voir si l'Inspecteur du travail pouvait autoriser une récupération des jours fériés pour l'année entière. Or ces deux circulaires ont été faites afin de permettre aux Inspecteurs du travail de donner une autorisation valable pour l'année entière et même jusqu'à nouvel ordre ; le chef d'établissement qui demande cette autorisation globale de récupération peut même, au lieu d'envoyer un avis à l'occasion de l'utilisation de chaque portion du crédit ainsi alloué, présenter un tableau anticipé des heures de récupération. Dès lors rien ne s'opposait à ce que dans ces accords on fixât un certain nombre d'heures supplémentaires à titre de récupération des jours fériés et à les répartir uniformément d'un bout de l'année à l'autre, pourvu toutefois que le total des

heures supplémentaires autorisées à ce titre ne soit pas fixé arbitrairement, mais corresponde exactement au nombre d'heures perdues par suite des fêtes légales et des jours fériés autres que les jours de repos hebdomadaire : la circulaire du 31 janvier 1920 dit en effet qu'une telle autorisation ne peut être accordée que pour la récupération des jours fériés nommément désignés.

Mais si la récupération des jours fériés ainsi qu'elle a été faite par ces accords est possible, par contre, ces deux circulaires ne concernant pas les récupérations en cas d'interruptions dues à des causes accidentelles, les règlements d'administration publique doivent alors s'appliquer intégralement ; une évaluation globale des heures de travail à récupérer dans ce cas n'est plus possible et de plus chaque fois qu'un chef d'établissement veut faire une telle récupération, il doit adresser à l'Inspecteur du travail un avis ou une demande d'autorisation suivant le cas.

De même si l'article 6 de l'un et l'autre décret prévoit un maximum annuel d'heures de travail autorisées en cas de travaux urgents (surcroît extraordinaire de travail) allant jusqu'à 100 heures dans l'industrie métallurgique et jusqu'à 150 heures dans l'industrie textile, rien dans cet article n'autorise à faire une répartition uniforme de ces heures d'un bout de l'année à l'autre, d'autant plus que l'article 7 énumère les formalités exigées chaque fois que le chef d'établissement voudra faire usage de ces heures.

Etablir dans ces accords une récupération forfaitaire globale pour l'année entière et la répartir uniformément sur chaque jour de l'année est donc contraire aux règles établies par les règlements d'administration publique.

Mais si ces accords approuvés par l'administration du travail s'écartent quelque peu des termes mêmes des règlements d'administration publique pris au lendemain de la loi du 23 avril 1919, ils semblent montrer une nouvelle orientation dans la manière d'appliquer les huit heures, puisque sans qu'aucune décision du gouvernement ne soit intervenue, sans que d'autre part le débat engagé à la Chambre n'ait donné de résultats, le régime des huit heures a été assoupli à un tel point que dans de nombreux cas si on maintient en apparence le principe des huit heures, en fait on aboutit souvent à une durée de travail de plus de huit heures. Aussi les groupements ouvriers ont-ils protesté contre la tendance

à une généralisation de tels accords dans les diverses branches de l'industrie ; c'est ainsi qu'au dernier congrès national de la G.G.T. qui se tint à la fin du mois de janvier 1923 (1), après avoir examiné la position qu'occupe chaque industrie en face des règlements d'administration publique qui ont réglé l'application de la loi, le congrès a protesté contre les modifications apportées par ces accords en approuvant à l'unanimité les conclusions de la Commission des huit heures ainsi conçues : « La Commission a constaté, au cours de son examen sur l'application de la journée de huit heures, le sabotage systématique, dans toutes les industries, de cette loi.

« Tous les délégués ont été unanimes pour déclarer que l'inspection du travail, sous l'inspiration gouvernementale, se faisait le plus souvent complice du patronat en accordant à ce dernier toutes les dérogations qu'il demande et trop souvent sans tenir compte du régime de dérogations établi par les règlements d'administration publique. »

Si les milieux ouvriers attachés au principe des huit heures sont hostiles à toutes ces mesures qui ont pour but d'assouplir le régime existant, en revanche, ce qui montre bien qu'en intervenant ainsi l'administration du travail ne fait que se conformer au désir non seulement des patrons mais aussi d'une grande partie de la population ouvrière, c'est que, même en dehors de ces accords passés en présence de l'Inspecteur du travail, bien souvent patrons et ouvriers s'entendent pour consentir des heures supplémentaires sans même avoir l'autorisation de l'Inspecteur du travail. Si l'on considère par exemple l'industrie métallurgique, de tels accords ne sont pas rares puisque nous voyons la Fédération des Métaux s'inquiéter de cet état de choses. M. Sprentel, dans le *Métallurgiste de Bruxelles*, donnant le compte rendu d'une enquête faite récemment en France par la Fédération de la Métallurgie belge, dit que, d'après les dirigeants de la Fédération des Métaux de France, « il semble que les conventions réglementant la journée de huit heures ne sont pour ainsi dire plus respectées par les patrons, et que les ouvriers leur donneraient un bon coup de main pour les saboter, en consentant des heures supplémentaires, sans l'autorisation de l'Inspection du travail, simplement dans le but de compenser les diminutions

(1) Voir *Information Sociale*, année 1923, n° du 22 février.

« assez sensibles qui auraient été opérées sur les salaires ces
« derniers temps. »

Si l'on a pu ainsi, au moyen d'accords passés ou non en présence de l'Inspecteur du travail, revenir à un régime plus souple et moins onéreux pour notre industrie nationale, il serait néanmoins de beaucoup préférable que l'on fasse, pour ces diverses industries, ce qui a été fait pour celle des transports, tant maritimes que par voie ferrée ; car de tels accords ne sont encore qu'exceptionnels, et étant sur certains points en contradiction avec les règlements d'administration publique, ils ne peuvent se généraliser suffisamment. Puisque, tout en ayant eu dans les autres industries des conséquences moins graves que dans celle des transports, le régime établi par les règlements d'administration publique a apporté de lourdes charges à l'industrie et a ainsi empêché l'essor de la production, mieux vaudrait reconnaître franchement l'erreur commise et faire de nouveaux règlements qui apporteraient les améliorations nécessaires plutôt que d'introduire dans les nouveaux accords des règles qui sont sujettes à critique, n'étant pas conformes aux dispositions des règlements existants.

CONCLUSION

Après avoir examiné le principe des huit heures en lui-même, abstraction faite des essais qui avaient pu en être faits, et après avoir abouti à la condamnation d'un principe qui prétend poser une règle uniforme, pour réglementer la durée du travail, dans des professions si différentes que l'effort varie considérablement de l'une à l'autre, nous avons recherché quels avaient été les résultats de l'application de ce principe. Or il semble bien qu'en tous points ces résultats d'une expérience de près de quatre années soient absolument concordants avec les conséquences auxquelles un examen du principe nous avait amenés.

Nous avons conclu qu'une limitation uniforme de la durée journalière du travail à huit heures ne pouvait qu'aboutir à une diminution de la production, puisque chaque collaborateur va fournir un effort moindre ; la masse totale des produits sera ainsi moins élevée, alors que l'intérêt de tous, employés comme employeurs, est de voir la production s'accroître le plus possible, pour que la part de chacun soit la plus grande possible.

Cette limitation est d'autant plus critiquable qu'elle introduit une réglementation uniforme de la durée du travail pour des situations pourtant si différentes ; c'est ne tenir aucun compte des différences si profondes qu'il y a entre les diverses professions, de sorte que suivant la nature et l'intensité du travail, l'ouvrier produira plus ou au contraire moins en une courte journée de travail, et pourra ou non fournir un effort prolongé, sans aucun danger pour sa santé ; c'est aussi ne tenir aucun compte des nécessités économiques qui exigent un effort plus ou moins grand, suivant les circonstances.

Etablir une limitation uniforme de la durée du travail pour toutes les professions et, d'une manière constante, sans tenir compte des nécessités du marché, c'est amener une gêne dans la production, une diminution du salaire et un accroissement du chômage.

Or les résultats mêmes de cette expérience que seule la France a tentée parmi toutes les grandes nations industrielles, semblent bien aboutir à la condamnation du principe lui-même, puisque dans toutes les branches de l'industrie où l'on a appliqué le principe des huit heures, on constate, soit une diminution de la production, soit une augmentation des frais de main-d'œuvre, pour maintenir la même production, d'où une hausse des prix. D'autre part, l'ouvrier a vu son salaire réel baisser, ou a été réduit au chômage, par suite du ralentissement ou de l'arrêt de telle ou telle industrie.

Mais on pourrait répondre que si les résultats de l'application de ce principe ont été si défavorables, c'est qu'on a mal choisi l'époque où l'on a cru devoir l'introduire ; au lendemain d'une guerre qui avait accumulé tant de ruines sur notre territoire, et qui nous avait enlevé tant de travailleurs, il était peu logique d'introduire une réforme qui avait pour résultat de diminuer l'effort de chacun, alors que tous auraient dû redoubler d'énergie pour relever le plus vite possible la France meurtrie par quatre années de lutte. Aussi les résultats auxquels on a abouti ne sont-ils pas dus en grande partie à l'introduction de ce principe en pleine période de crise économique ? Une telle expérience ne peut donc suffire pour condamner ce principe, car, appliqué dans un moment de prospérité économique, il n'aurait certainement pas eu de telles conséquences.

De plus une introduction du principe des huit heures, d'une manière aussi brusque, n'a-t-elle pas largement contribué à aggraver ces résultats ? Même si ce principe était excellent, son introduction aussi brutale ne pouvait avoir que des conséquences fâcheuses, car c'était amener une trop grande perturbation dans les conditions du travail ; introduit progressivement et lentement, le régime des huit heures aurait peut-être eu de bons résultats.

Cependant, si ce n'était pas le principe des huit heures qui fût en lui-même critiquable, s'il n'avait pas pour effet d'amener une diminution de la production, aurait-il pu, quel que fût le moment choisi et quelle que fût la manière dont on l'a introduit, aboutir à de telles conséquences ? Certes, ce principe introduit d'une manière

brutale et en pleine période de crise a aggravé cette crise ; mais introduit moins brusquement et à tout autre moment, aboutissant à une diminution de la production, il aurait nécessairement augmenté les prix de revient et, par suite, amené une hausse des prix. Si d'autres facteurs ont donc contribué à la hausse actuelle, il est indéniable qu'indépendamment de ces facteurs, l'introduction des huit heures a amené une hausse des prix qui aurait été moins forte si des éléments étrangers n'avaient pas agi dans le même sens, mais qui n'en aurait pas moins existé. Toutefois ce concours de facteurs si différents venant tous agir dans le sens d'une hausse des prix, a eu pour conséquence une plus grande difficulté pour établir exactement ce qui, dans cette hausse, revient à l'introduction du principe des huit heures ; aussi une introduction moins brutale et dans une période de prospérité économique aurait-elle tout au moins rendu plus facile le calcul des charges imposées à notre production par un tel principe.

L'application du principe des huit heures en France est loin, d'autre part, d'être favorable à la classe ouvrière : on n'a pas encore su tirer des heures de loisirs tous les résultats heureux que l'on attendait ; cette loi, amenant une hausse des prix, l'ouvrier a vu son salaire réel diminuer, et bien souvent par l'arrêt total ou partiel de telle ou telle industrie, elle a réduit au chômage de nombreux travailleurs.

L'introduction du principe des huit heures en France n'a donc eu que de fâcheux résultats aux points de vue économique et social, et cela parce qu'un tel principe étant dangereux au point de vue économique ne peut avoir d'heureux effets au point de vue social, car toute mesure qui amène une diminution de la production ou aggrave les charges imposées aux producteurs ne peut pas améliorer la situation de la classe laborieuse.

Si le principe des huit heures limitant la durée du travail amène une limitation de la production, ce résultat est d'autant plus profond qu'une telle limitation est forcément uniforme, quelles que soient la nature et l'intensité du travail. Or, pourquoi vouloir cette uniformité qui, tant au point de vue économique que social, ne peut aboutir qu'à des conséquences regrettables ?

Au point de vue de la production, en effet, c'est ne tenir aucun compte des nécessités économiques qui font que suivant les circons-

tances on est obligé de demander aux ouvriers un effort plus ou moins grand, et c'est aussi ne tenir aucun compte des différences existant entre les diverses professions qui font que, suivant la nature du travail, l'ouvrier produira plus ou au contraire moins en une courte journée de travail.

Au point de vue de l'intérêt même de l'ouvrier, un régime uniforme ne peut avoir pour résultat que d'accroître le chômage, les patrons étant obligés de licencier dans les périodes de ralentissement de la production les ouvriers qu'ils avaient été obligés de prendre dans les moments de prospérité économique.

D'ailleurs, au nom de quel principe de justice sociale peut-on prétendre que la durée de travail de tous doit être de tant d'heures, et cela sans s'occuper de l'effort plus ou moins intense que doit fournir l'ouvrier ? Est-ce qu'au contraire on ne se rapprocherait pas davantage de la justice en prescrivant une durée de travail différente suivant chaque catégorie de travailleurs ?

S'il est en effet inadmissible d'imposer la même durée de travail à un garde-barrière et à un puddleur par exemple, on pourrait répondre que, en introduisant le principe de huit heures, on fait cette distinction, puisque par huit heures de travail on ne considère que le travail effectif, de sorte que la durée de présence variera suivant l'intensité du travail. Mais nous avons vu à quelles difficultés aboutissait cette différenciation du travail effectif et de la simple présence et dans quels abus dans un sens ou dans l'autre on risque de tomber. En effet, tandis qu'au lendemain de la loi du 23 avril 1919 on a trop souvent considéré comme travail effectif des heures dans lesquelles le travailleur n'était en fait soumis à aucun travail, son rôle se bornant à une simple obligation de présence, au contraire, dans les récents décrets tels que ceux qui ont été pris pour l'industrie des chemins de fer et pour l'industrie de la marine marchande, on a peut-être exagéré dans le sens opposé en considérant comme une simple présence des périodes de travail qui, tout en n'étant certes pas des périodes de travail intensif, n'en sont pas moins des heures de travail pendant lesquelles le travailleur n'est pas soumis qu'à une simple obligation de présence. D'ailleurs, comment peut-on faire une telle discrimination entre ce qu'il faut entendre par présence et par travail effectif ? Sur quelle base se placer, par exemple, pour décider

que douze heures de présence pour le personnel du pont dans la marine marchande équivalent à huit heures de travail effectif ? De telles évaluations ne peuvent être que sujettes à caution, car, quelle que soit la bonne foi avec laquelle on les fait, il n'y a aucune base certaine sur laquelle se placer.

Mais on pourrait prétendre que la loi du 23 avril 1919 ne se contente pas de faire la distinction entre le travail effectif et la présence ; elle contient de nombreuses dispositions qui ont justement pour but d'empêcher cette uniformité. C'est en effet dans cette intention qu'elle se borne à poser le principe des huit heures et qu'elle laisse le soin de l'appliquer à des règlements d'administration publique qui pourront être aussi nombreux qu'il y a de professions et de situations distinctes ; ainsi, ce ne sont pas les mêmes règles qui sont applicables à toutes les catégories de travailleurs ; on peut les faire varier suivant les caractères propres à chaque profession et à chaque cas ; tandis que là on calcule les huit heures sur l'année entière, ici on ne les calcule que sur la semaine ou la journée ; tandis que dans telle profession on admet certaines dérogations, on n'en admet pas dans telle autre. Cependant, quelles que soient les modalités différentes établies par ces règlements, tous devaient fixer une durée de travail de huit heures par jour, de sorte qu'en définitive c'est bien à un régime uniforme de huit heures de travail journalier que l'on a dû forcément aboutir. Or il est incontestable que vouloir établir une règle uniforme là où il y a tant de diversité est non seulement une grave erreur économique, car on entrave la production, mais aussi une grande injustice puisqu'on ne tient aucun compte de l'effort fourni par le travailleur, effort qui a un rôle beaucoup plus important au point de vue de la fatigue que le facteur temps.

Si l'établissement d'un régime uniforme comporte de graves dangers, il est non moins indéniable qu'il eût été impossible de fixer une série de lois ou de règlements venant limiter la durée du travail à tant ou tant d'heures par jour, suivant la nature du travail. Non seulement on aboutirait ainsi à une trop grande multitude de règles différentes, mais on n'aurait aucune base véritable pour pouvoir décider que dix heures de travail dans une branche de la production nécessitent de la part de l'ouvrier le même effort que huit heures dans une autre.

Dès lors, il semble que jamais un régime de contrainte quant à la durée du travail ne pourra donner d'aussi bons résultats qu'un régime de liberté. Ce n'est en effet qu'en laissant les lois économiques jouer librement qu'on favorisera l'essor de la production. Seul un régime de liberté permettra de tenir compte des différences si profondes qu'il y a entre les divers travaux ; seul il permettra de faire face aux nécessités économiques qui exigent un effort plus ou moins grand suivant les circonstances. Ce n'est aussi qu'avec un régime de liberté que les travailleurs pourront voir leur salaire augmenter et le chômage diminuer, car seul favorisant l'essor de la production, il procurera à tous un travail bien rémunéré.

Et ce qui montre que la prospérité économique n'est possible qu'avec un tel régime, c'est l'examen même de cet essai d'un régime de contrainte pour réglementer la durée du travail. Pour s'en rendre compte, en effet, il suffit de suivre l'évolution qui s'est faite au cours de l'application des huit heures en France : au lendemain de la loi du 23 avril 1919, c'est d'une manière rigoureuse et brutale qu'on a introduit les huit heures en n'admettant que de bien faibles dérogations ; or qu'a-t-on fait en face des résultats pour revenir à un régime moins onéreux pour notre production ? C'est en s'écartant le plus possible du principe même des huit heures qu'on a pu remédier aux plus graves inconvénients de ce principe. Certes, on a prétendu le sauvegarder et pour cela on s'est efforcé de montrer que les dérogations, les heures de travail supplémentaires ainsi introduites, c'est la loi elle-même qui les autorisait. Mais lorsqu'on aboutit à une journée de travail de plus de huit heures, peut-on réellement prétendre que le principe est sauvegardé ? On a pu ainsi rester dans les termes mêmes de la loi, mais il n'en est pas moins vrai que le principe des huit heures n'est plus appliqué. C'est qu'en effet la loi le fixant contient certaines règles permettant de ne l'introduire que progressivement et de prendre en considération les nécessités économiques, de sorte qu'en tenant très largement compte de ces dispositions, on peut, tout en respectant la loi, aboutir à une durée de travail de plus de huit heures par jour.

Ce qui condamne donc bien le principe d'une limitation uniforme de la durée du travail, c'est que là où l'on a voulu remédier aux résultats de l'application d'une telle limitation, on n'a pu y arriver qu'en s'écartant le plus possible d'un tel principe.

Dès lors, il semble que la solution la plus logique et aussi la plus simple serait de reconnaître l'erreur commise en 1919 et de revenir purement et simplement sur ce qui a été fait en abrogeant ou tout au moins en suspendant pour un certain nombre d'années la loi de huit heures. Mais cette solution aurait peu de chances de succès par suite de l'opposition qu'elle rencontrerait dans certains milieux ouvriers qui considèrent la loi comme une des principales conquêtes du prolétariat et qui, sans vouloir reconnaître l'évidence, sont prêts à la défendre coûte que coûte.

Aussi serait-il bon tout au moins, si l'on veut enfin remédier aux résultats de l'introduction des huit heures en France, de suivre l'exemple donné par les décrets du 5 et du 14 septembre 1922 pour la marine marchande et pour les chemins de fer. Une telle mesure, généralisée à toutes les branches de l'industrie, aurait le gros avantage d'apporter un remède à la situation créée par le régime des huit heures tout en soulevant moins d'opposition qu'une abrogation brutale de la loi de huit heures. Elle serait peut-être moins logique puisqu'elle aboutirait au maintien d'un principe qui, par suite des dérogations admises, ne serait plus appliqué en fait, mais elle permettrait de ménager la susceptibilité des dirigeants ouvriers qui s'opposent systématiquement à toute attaque contre les huit heures alors qu'en réalité, même dans le monde ouvrier, on se rend bien compte que cette loi, loin d'avoir eu les effets bienfaisants qu'on en attendait, n'a fait que contribuer, avec d'autres facteurs il est vrai, à rendre la vie plus difficile pour tous.

Vu .
Le Doyen,
BERTHELEMY.

Vu :
Le Président,
GERMAIN MARTIN.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
APPELL.

BIBLIOGRAPHIE

- Raphaël-Georges LÉVY. — La Loi de Huit Heures jugée par les faits
(*Revue des Deux Mondes* du 1^{er} février 1922).
- Maxime LEROY. — La Coutume ouvrière - 1913.
- G. COLSON. — Cours d'Economie politique.
- DESPLANQUE. — Le problème de la réduction de la durée du travail
devant le Parlement français - 1918.
- André FRANÇOIS-PONCET et Emile MIREAUX. — La France et les Huit
Heures - 1922.
- Robert VEYSSIÉ. — Le Régime des Huit Heures en France - 1922.
- Ed. RUAUD. — La réduction légale de la durée du travail (Thèse 1920).
- Georges PETIT. — La durée du travail dans le Commerce et l'Industrie (Thèse 1920).
- L. PASQUIER. — La Loi sur la Journée de Huit Heures ; de quelques
conséquences économiques et sociales (Thèse 1921).
- Gabriel GUYOT. — La Loi des Huit Heures en France et ses conséquences économiques (Thèse 1922).
- J. BOUTROUX. — Etude des divers règlements d'administration
publique pris en application de la loi du 23 avril 1919 sur la
journée de huit heures (Thèse 1922).
-

Journal officiel.

Bulletin du Ministère du Travail.

Bulletin de l'Inspection du Travail.

Journée Industrielle.

Information Sociale.

Bulletin de la Société d'études et d'informations économiques.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Le principe d'une limitation de la durée journalière du travail à huit heures

	Pages
Ses avantages aux points de vue social, national et économique	5
Critique du principe : ses inconvénients :	
au point de vue économique	7
au point de vue national	9
au point de vue social	11

PREMIERE PARTIE

L'application du principe des huit heures en France

SECTION I. — *La Loi du 23 Avril 1919.*

Situation de la France lors de l'introduction du principe des huit heures	23
Etude de la Loi du 23 Avril 1919	31

SECTION II. — *L'application de la Loi du 23 Avril 1919.*

Etude des règlements d'administration publique et des accords établissant le régime des huit heures dans les diverses branches de l'industrie et du commerce	38
--	----

DEUXIEME PARTIE

Les conséquences de l'application du principe des huit heures.....

SECTION I. — <i>Ses conséquences économiques</i>	51
A) Ses répercussions dans les industries minière, métallurgique, du bâtiment, textile, chimique	53

	Pages
B) Ses répercussions dans l'industrie des transports :	
a) dans les chemins de fer	59
b) dans la marine marchande	63
SECTION II. — <i>Ses conséquences sociales</i>	
L'utilisation des loisirs de l'ouvrier	70
Les répercussions de l'application du principe des huit heures sur les salaires	77
SECTION III. — <i>Les huit heures à l'étranger</i>	86
Grande-Bretagne	87
Etats-Unis d'Amérique	87
Allemagne	89

TROISIÈME PARTIE

Les décrets du 5 et du 14 Septembre 1922 venant modifier l'application du principe des huit heures dans la marine marchande et les chemins de fer. — Tendances nouvelles qui se manifestent dans les récents accords dans les autres branches de l'industrie.

Les oppositions à la Loi du 23 Avril 1919	92
---	----

CHAPITRE PREMIER

Les décrets du 5 et du 14 Septembre 1922	98
SECTION I. — <i>Le décret du 14 septembre 1922 réglementant la durée du travail dans les chemins de fer</i>	100
SECTION II. — <i>Le décret du 5 septembre 1922 réglementant la durée du travail dans la marine marchande</i>	118

CHAPITRE II

De certains accords venant apporter une interprétation plus large de la loi du 23 Avril 1919	132
Conclusion	142
Bibliographie	149

